



Marché n°B131

Marché de Prestations d'aménagement des mesures compensatoires et de petits terrassements, sur les sites hors DUP du CSNE

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Lot A

SITE 6 - VALLEE DE LA SOMME A VILLERS-CARBONNEL
ET BASSE VALLEE DE L'OMIGNON

Marché source : Maîtrise d'œuvre des Mesures compensatoires

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	B131	T	C	MARC	ACHA	CSNE	CCTP	3001-00	A

SOMMAIRE

A. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	8
A.1. CONTEXTE DE L'OPERATION.....	8
A.2. OBJET DES PRESTATIONS	10
A.3. LOCALISATION DES SITES ET DES ZONES DE TRAVAUX.....	10
A.3.1. Localisation du site et état parcellaire.....	10
A.3.2. Secteurs concernés par les prestations.....	13
A.3.2.1. Entité « Les Eaux »	13
A.3.2.2. Entité « Marais du Vivier »	14
A.3.2.3. Entité « Bois de la chapelle »	14
A.4. CONSISTANCE DES PRESTATIONS	14
A.5. DELIMITATION DES PRESTATIONS	15
A.6. PHASAGE DES PRESTATIONS	15
A.7. LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES JOINTS AU DOSSIER	16
A.8. COORDINATION DE TRAVAUX.....	16
A.9. REUNIONS DE CHANTIER.....	16
A.10. INTERFACES AVEC LES INTERVENANTS EXTERIEURS	17
A.10.1. Constat de Commissaire de Justice	17
A.10.2. Propreté	17
A.10.3. Sécurité et protection de la santé	17
B. OBJECTIFS ET NATURE DES PRESTATIONS ET DES ENTRETIENS A REALISER 18	
B.1. ENTITE « MARAIS DU VIVIER »	18
B.1.1. Localisation, préservation et déplacement des espèces végétales protégées et patrimoniales	18
B.1.1.1. Prestations à réaliser	18
B.1.1.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser	20
B.1.2. Création d'une passerelle pérenne et d'un accès technique pour les travaux	21
B.1.2.1. Objectifs	21
B.1.2.2. Prestations à réaliser	21
B.1.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	22
B.1.3. Entretien des roselières par coupe, fauche et étrépage	22
B.1.3.1. Objectifs	22
B.1.3.2. Prestations à réaliser	22
B.1.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	23
B.1.4. Création d'une pente douce pour reconnexion du plan d'eau et de la roselière et arasement du bourrelet nitrophile.....	23

B.1.4.1. Objectifs	23
B.1.4.2. Prestations à réaliser	23
B.1.4.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	24
<i>B.1.5. Restauration des ripisylves par abattage de peupliers</i>	<i>24</i>
B.1.5.1. Objectifs	24
B.1.5.2. Prestations à réaliser	24
B.1.5.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	24
<i>B.1.6. Chantier d'enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse</i>	<i>24</i>
B.1.6.1. Prestations à réaliser	24
B.1.6.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser	25
B.2. ENTITE « LES EAUX »	25
<i>B.2.1. Localisation et préservation des espèces végétales protégées et patrimoniales</i>	<i>26</i>
B.2.1.1. Prestations à réaliser	26
B.2.1.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser	28
<i>B.2.2. Création d'une passerelle pérenne et aménagement de l'entrée du site</i>	<i>29</i>
B.2.2.1. Objectifs	29
B.2.2.2. Prestations à réaliser	29
B.2.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	29
<i>B.2.3. Restauration de ripisylves par abattages ciblés d'embâcles et recépage d'Aulnes</i>	<i>29</i>
B.2.3.1. Objectifs	29
B.2.3.2. Prestations à réaliser	29
B.2.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	30
<i>B.2.4. Gestion d'une ceinture de saules par coupes</i>	<i>30</i>
B.2.4.1. Objectifs	30
B.2.4.2. Prestations à réaliser	30
B.2.4.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	30
<i>B.2.5. Aménagement d'un radeau en faveur de la Sterne pierregarin</i>	<i>31</i>
B.2.5.1. Objectifs	31
B.2.5.2. Prestations à réaliser	31
B.2.5.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	32
<i>B.2.6. Entretien des roselières par coupe et fauche</i>	<i>32</i>
B.2.6.1. Objectifs	32
B.2.6.2. Prestations à réaliser	32
B.2.6.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	33
<i>B.2.7. Chantier d'enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse</i>	<i>33</i>
B.2.7.1. Prestations à réaliser	33
B.2.7.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser	34
B.3. ENTITE « BOIS DE LA CHAPELLE »	34
<i>B.3.1. Restauration d'une prairie mésophile par ensemencement</i>	<i>34</i>
B.3.1.1. Objectifs	34

B.3.1.2. Prestations à réaliser	34
B.3.1.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	35
<i>B.3.2. Restauration d'une prairie mésohygrophile par ensemencement</i>	<i>35</i>
B.3.2.1. Objectifs	35
B.3.2.2. Prestations à réaliser	36
B.3.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	36
<i>B.3.3. Plantation d'une haie.....</i>	<i>36</i>
B.3.3.1. Objectifs	36
B.3.3.2. Prestations à réaliser	36
B.3.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser	37
C. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DES ENTRETIENS	38
C.1. DOCUMENTS TECHNIQUES ET HYPOTHESE DE BASE.....	38
<i>C.1.1. Normes – Règlements, DTU.....</i>	<i>38</i>
C.1.1.1. Provenance des matériaux	38
C.1.1.2. Qualité des matériaux	38
C.1.1.3. Références aux règles et normes.....	39
C.1.1.4. Éléments de référence CCTG : art. C3 et annexe A	39
<i>C.1.2. Agrément des matériaux avant travaux.....</i>	<i>40</i>
C.2. CONNAISSANCE DES LIEUX	40
<i>C.2.1. Vérification des documents.....</i>	<i>40</i>
<i>C.2.2. Piquetage et constats avant démarrage et après travaux.....</i>	<i>40</i>
<i>C.2.3. Avancement des prestations– Compte rendu contractuel avec ou sans constats.....</i>	<i>40</i>
C.3. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS : CONTRAINTES SPECIFIQUES	41
<i>C.3.1. Ecologue(s) de chantier.....</i>	<i>41</i>
<i>C.3.2. Adaptation de la période des travaux</i>	<i>41</i>
<i>C.3.3. Reconnaissances de sol.....</i>	<i>42</i>
<i>C.3.4. Marquage des arbres à abattre</i>	<i>42</i>
<i>C.3.5. Dispositions relatives au risque de pollution.....</i>	<i>43</i>
<i>C.3.6. Dispositions relatives à la gestion des déchets et des matériaux excédentaires.....</i>	<i>43</i>
C.3.6.1. Matériaux excédentaires.....	43
C.3.6.2. Déchets verts	44
<i>C.3.7. Engins explosifs de guerre – Découvertes pyrotechniques.....</i>	<i>44</i>
<i>C.3.8. Note liminaire</i>	<i>45</i>
<i>C.3.9. Objets et vestiges trouvés sur chantier.....</i>	<i>46</i>
<i>C.3.10. Réseaux existants.....</i>	<i>46</i>
<i>C.3.11. Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT).....</i>	<i>46</i>
<i>C.3.12. Installations de chantier, stockages des matériaux, du matériel et des engins de chantier</i>	<i>47</i>

C.3.13. Engins de chantier	47
C.3.14. Organisations des accès et sorties de chantier	48
C.3.15. Franchissement de cours d'eau	49
C.3.16. Conditions spécifiques de gestion des EEE	49
C.3.16.1. Espèces concernées	49
C.3.16.2. Réglementation	50
C.3.16.3. Procédure en cas de découverte d'une nouvelle espèce	50
C.3.17. Gardiennage	51
C.3.18. Mesures de réduction en faveur des amphibiens	51
C.4. TRAVAUX PRELIMINAIRES	51
C.4.1. Réalisation d'un bornage par un géomètre	51
C.4.2. Nettoyage et évacuation des déchets non inertes non dangereux (DIB)	52
C.4.3. balisage de massifs de plantes protégées et/ou patrimoniales, et arbres-gîtes	53
C.5. TRAVAUX PREPARATOIRES	53
C.5.1. Contraintes de travaux	53
C.5.2. Pistes de chantier provisoires	54
C.5.2.1. Rappels des besoins pré-identifiés	54
C.5.2.2. Modalités de mise en œuvre	55
C.5.3. Clôtures provisoires de chantier	56
C.5.4. Signalisation de chantier / Sécurité des personnels	56
C.5.5. Sujétions aux eaux de surfaces et de nappe	56
C.5.6. Déroulement du chantier	56
C.5.7. Études d'exécution / Documents à remettre	57
C.5.7.1. Généralités	57
C.5.7.2. Pendant la période de préparation	57
C.5.7.3. Mise en place d'un système de management environnemental	62
C.6. EXECUTION DES PRESTATIONS	64
C.6.1. Réalisation des plantations et des ensemencements	64
C.6.1.1. Provenance des matériaux	64
C.6.1.2. Caractéristiques racinaires des végétaux à fournir : racines nues	66
C.6.1.3. Caractéristiques particulières des végétaux à fournir	66
C.6.1.4. Réalisation de la jauge pour le stockage des végétaux	66
C.6.1.5. Nivellement et préparation de sols	66
C.6.1.6. Distribution, piquetage	67
C.6.1.7. Réception des surfaces	67
C.6.1.8. Réalisations des plantations	67
C.6.1.9. Ensemencements	68
C.6.1.10. Conditions particulières d'exécution des prestations	69
C.6.1.11. Modules de plantations	69
C.6.1.12. Traitements phytosanitaires	69

C.6.2. Prestations de mesures écologiques.....	69
C.6.2.1. Abattages.....	69
C.6.2.2. Fauches.....	69
C.6.2.3. Surveillance, gestion et suivi des Espèces Exotiques Envahissantes.....	71
C.6.2.4. Prestations de terrassements.....	71
C.6.2.5. Fouilles.....	72
C.6.2.6. Exécution des déblais.....	72
D. PLANNING D'EXECUTION DES PRESTATIONS – SUIVI ET COORDINATION	73
D.1. ORGANISATION ET PREPARATION DES TRAVAUX.....	73
D.2. JOURNAL DE CHANTIER.....	73
D.3. PLANNING D'INTERVENTION.....	73
E. CONTROLE DE QUALITE D'EXECUTION.....	75
E.1. POINTS DE CONTROLES ET POINTS D'ARRETS.....	75
E.2. CONTROLE PREALABLES ET RECEPTION DES FOURNITURES.....	77
E.3. CONTROLE DE QUALITE DES PLANTATIONS.....	77
E.3.1. Contrôle du piquetage.....	77
E.3.2. Contrôle des plantations.....	77
E.3.3. Contrôle des ensemencements.....	77
F. ENTRETIENS, RECEPTION ET GARANTIES.....	78
F.1. MODALITES DE RECEPTION DES TRAVAUX HORS PLANTATIONS.....	78
F.2. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS DE PLANTATIONS.....	78
F.3. DESCRIPTION DES DIFFERENTS TYPES DE PRESTATIONS DE FINALISATION.....	79
F.3.1. Taille des plants.....	79
F.3.2. Désherbage manuel au collet des végétaux plantés.....	79
F.3.3. Surfaces plantées.....	79
F.3.4. Entretien des manchons de protection, tuteurs et attaches.....	79
F.3.5. Entretien des zones ensemencées.....	80
F.4. REALISATION DES PRESTATIONS DE FINALISATION.....	80
F.5. CONSTATS DE REPRISE, DE RECOUVREMENT ET DE REMPLACEMENT DES VEGETAUX.....	81
F.6. GARANTIES DE REPRISE CONTRACTUELLE.....	81
F.7. REMPLACEMENTS DES VEGETAUX DURANT LES PERIODES DE FINALISATION DES PLANTATIONS ET DES ENSEMENCEMENTS.....	81
F.8. LEVEE DE RESERVES.....	82
G. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	83
G.1. PLANS DE RECOLEMENT.....	83
G.2. PIECES ANNEXES EXPLICATIVES.....	83

G.3. EN COURS D'EXECUTION	83
---------------------------------	----

A. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

A.1. CONTEXTE DE L'OPÉRATION

La présente mission s'intègre dans le cadre du projet Canal Seine-Nord Europe (CSNE), dont le Maître d'ouvrage est la société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE).

Le Canal Seine-Nord Europe consiste en la réalisation, sur les territoires de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais (entre Compiègne et Aubencheul-au-Bac), d'un nouveau canal à grand gabarit long de 107 km.

En fonction des caractéristiques spécifiques des différents secteurs géographiques, le projet a été organisé autour de quatre secteurs géographiques (numérotés de 1 à 4 du sud au nord).

Les travaux du secteur 1, de Compiègne à Passel, soit sur environ 18,6 km, ont fait l'objet d'un démarrage anticipé début 2021. Le démarrage prévisionnel des travaux des secteurs 2, 3 et 4, de Passel à Aubigny-au-Bac, est quant à lui prévu pour fin 2024.

Ainsi, deux dossiers d'autorisation environnementale (DAE) sont réalisés pour le projet CSNE :

- un DAE pour le secteur 1, dit DAE I, avec une autorisation environnementale délivrée le 08/04/2021 ;
- un DAE pour les secteurs 2, 3 et 4, dit « DAE II » avec une autorisation environnementale délivrée le 09/08/2024.

Les impacts environnementaux et sylvicoles provoqués par le projet CSNE font l'objet de mesures de compensation dès lors qu'ils n'auront pas été réduits ou évités.

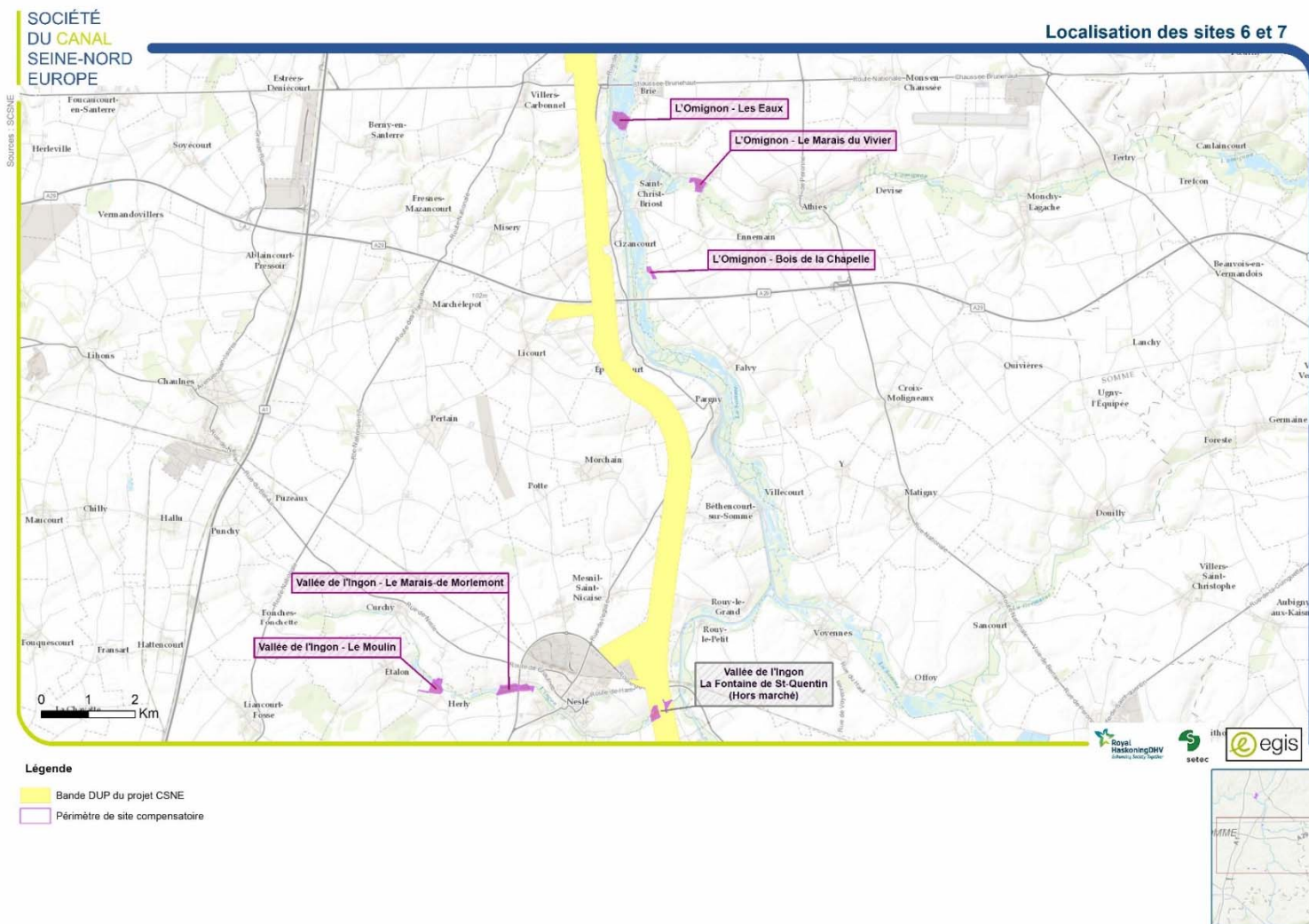
A l'échelle du canal Seine-Nord Europe, plus de 1 100 ha seront destinés à la mise en œuvre du programme de compensation écologique.

Une partie de cette surface de compensation sera réalisée par les MOE-secteurs dans les emprises foncières du projet, correspondant plus ou moins aux délaissés et aux dépôts. L'autre partie sera réalisée en dehors des emprises.

Parmi les sites de compensation localisés en dehors des emprises du projet se trouvent les trois sites suivants, objet du présent marché :

- le site n°6 « Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon », **objet du présent Lot A** ;
- le site n°7 « Vallée de l'Ingon », objet du Lot B ;
- le site 5-10 « Vallée de la Somme », objet du Lot C.

Illustration 1. Carte de localisation générale des sites de compensation 6 et 7



A.2. OBJET DES PRESTATIONS

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe les modalités techniques d'exécution des prestations du Lot A: Marché de Prestations de services d'aménagement de mesures compensatoires et de petits terrassements, hors emprises, du projet CSNE – Site 6 Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon ".

A.3. LOCALISATION DES SITES ET DES ZONES DE TRAVAUX

A.3.1. LOCALISATION DU SITE ET ÉTAT PARCELLAIRE

D'une surface totale de 16,9 ha, le site de compensation « Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon » est composé de trois entités distinctes :

- Parcelle 000 AH 92 : Les Eaux (commune de Villers-Carbonnel), d'une surface de 9,6 ha (coordonnées 49.869303, 2.926282) ;
- Parcelle 000 AE 22 : Marais du Vivier (commune de Saint-Christ-Briost), d'une surface de 5,4 ha (coordonnées 49.857502, 2.947974) ;
- Parcelle 000 ZB 2 : Bois la Chapelle (commune d'Ennemain), d'une surface de 1,9 ha (coordonnées 49.840692, 2.933598).

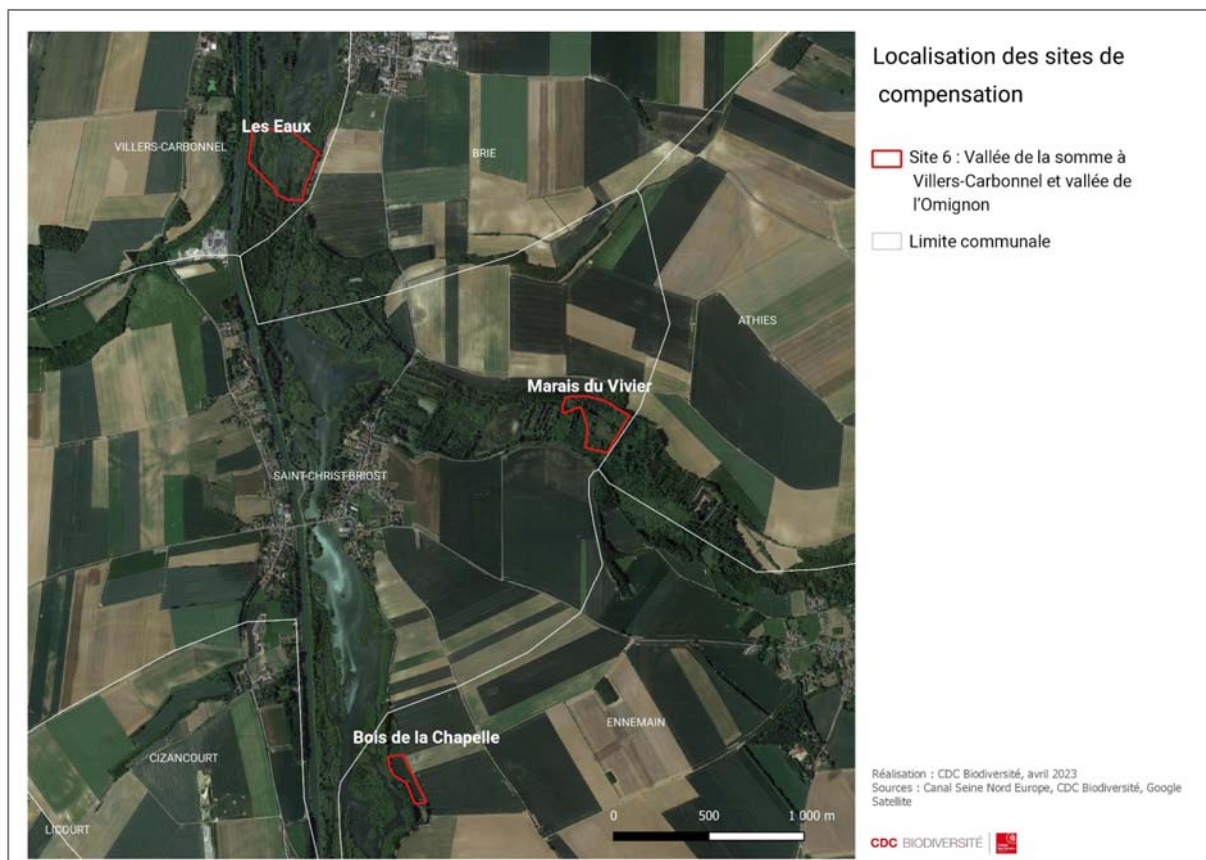
Ces parcelles ont été achetées par la SAFER pour le compte de la SCSNE dans le cadre de la réserve foncière du projet de canal Seine-Nord Europe. Elles sont dédiées aux mesures compensatoires du projet. Actuellement, elles sont gérées via des conventions d'occupation provisoire et précaire. La parcelle d'Ennemain (entité « bois de la chapelle ») a une vocation agricole.

Il existe à ce jour des conventions d'occupations pour de la chasse et/ou de la pêche sur les entités du « Marais du Vivier » à Saint-Christ-Briost et « Les Eaux » à Villers-Carbonnel. Celles-ci prendront fin au démarrage des travaux.

La mise à l'eau pour accéder à l'entité « Les Eaux » est située à l'extérieur de celle-ci. Il s'agit de mises à l'eau existantes plus au sud, déjà utilisées par les chasseurs et pêcheurs locaux. Il sera nécessaire de réaliser une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

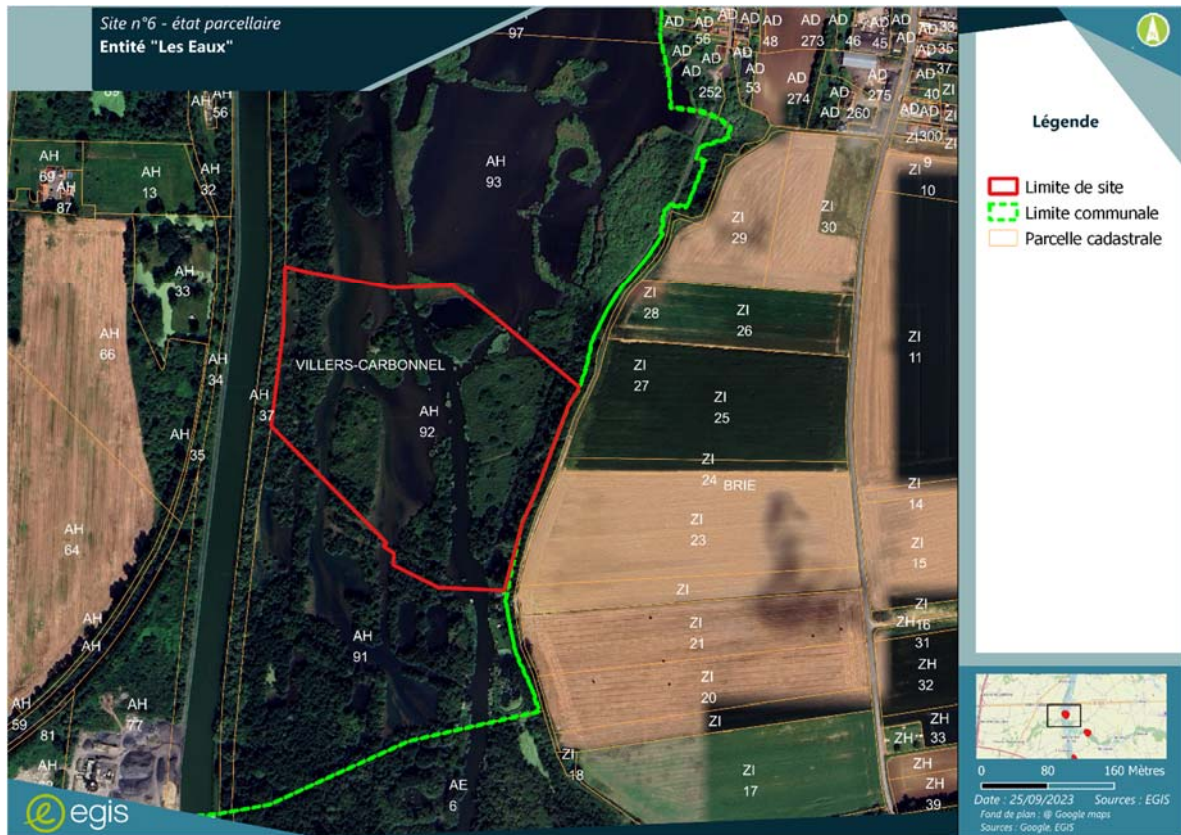
La réalisation des accès techniques et la création de la passerelle sur l'entité « Marais du vivier » sera en partie effectuée en dehors de la parcelle composant l'entité du site de compensation. Il sera nécessaire de réaliser une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Illustration 1. Carte de localisation générale des entités du site de compensation n°6



Les cartes et le tableau suivant présentent les parcelles constituant le site

Entité « Les Eaux » constituant le site de compensation n°6



Entité « Marais du vivier » constituant le site de compensation n°6



Entité « Bois de la chapelle » constituant le site de compensation n°6

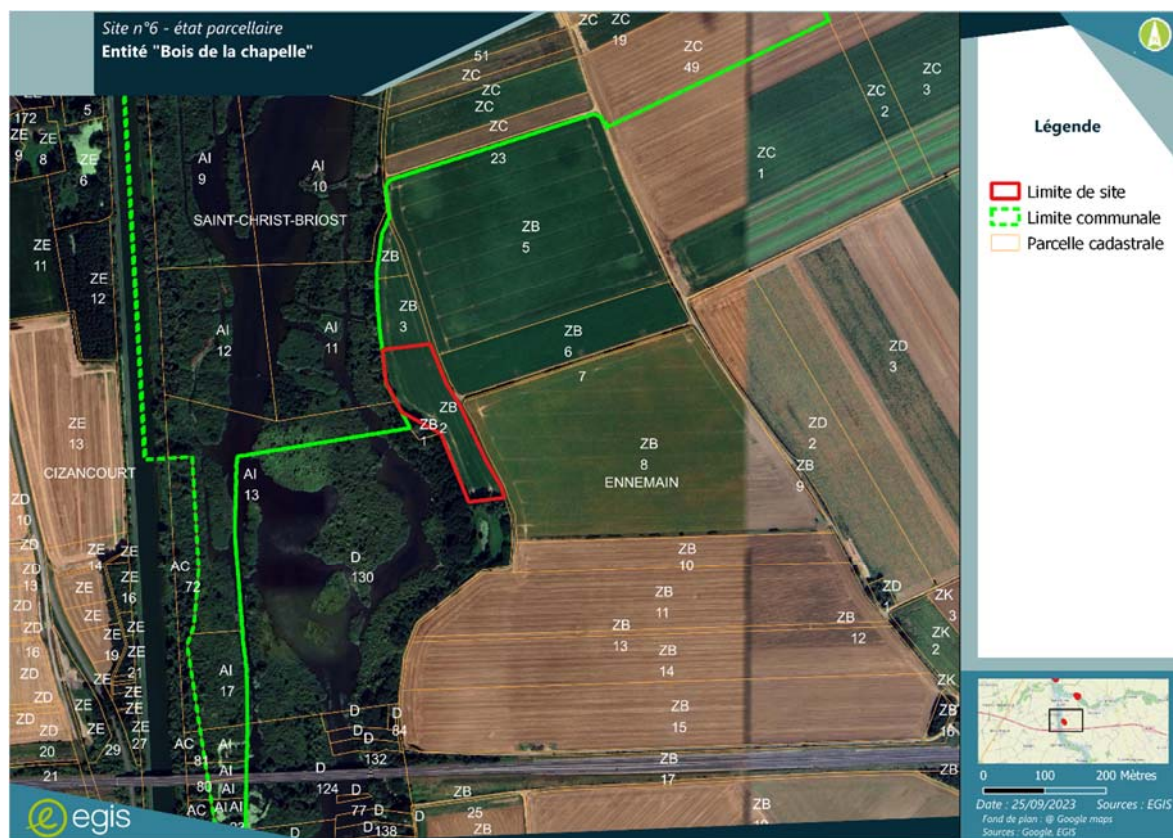


Tableau 1 - Parcelles concernées

Entités	Commune	Parcelles concernées	Surface	Occupation des sols principale
Les Eaux	Villers-Carbonnel	000 AH 92	9,6 ha	Forêts riveraines, roselières, eaux dormantes et courantes et saussaies marécageuses
Marais du vivier	Saint-Christ-Briost	000 AE 22	5,4 ha	Forêts riveraines, peupleraies, eaux dormantes et courantes, roselières, aulnaies et saussaies marécageuses
Bois de la Chapelle	Ennemain	000 ZB 2	1,9 ha	Monoculture
TOTAL			16,9 ha	

A.3.2. SECTEURS CONCERNÉS PAR LES PRESTATIONS

A.3.2.1. Entité « Les Eaux »

Sur cette entité, les prestations concernent (voir plan n°1 figurant au dossier de plans annexé au présent CCTP) :

- localisation et préservation des stations d'espèces végétales protégées et patrimoniales ;
- création d'une passerelle pérenne et aménagement de l'entrée du site ;
- restauration de ripisylves par abattages ciblés d'embâcles et recépage d'Aulnes ;
- gestion d'une ceinture de saules par coupes ;
- aménagement d'un radeau en faveur de la Sterne pierregarin ;

- entretien des roselières par coupe et fauche ;
- chantier d'enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse.

Le reste des habitats de l'entité seront laissés en libre évolution (sans travaux ni entretien). Cela concerne approximativement 1,4 ha de milieux naturels.

A.3.2.2. Entité « Marais du Vivier »

Sur cette entité, les prestations concernent (voir plan n°3 figurant au dossier de plans annexé au présent CCTP) :

- repérage, piquetage, balisage et préservation des stations d'espèces végétales protégées et patrimoniales ;
- création d'une passerelle pérenne et d'un accès technique pour les travaux ;
- entretien des roselières par coupe, fauche et étrépage ;
- création d'une pente douce pour reconnexion de la roselière et du plan d'eau et arasement du bourrelet nitrophile ;
- restauration de ripisylves par abattages de peupliers ;
- enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse.

Le reste des habitats de l'entité seront laissés en libre évolution (sans travaux ni entretien). Cela concerne approximativement 4 ha de milieux naturels.

A.3.2.3. Entité « Bois de la chapelle »

Sur cette entité, les prestations concernent (voir plan n°5 figurant au dossier de plans annexé au présent CCTP) :

- restauration d'une prairie mésophile par ensemencement ;
- restauration d'une prairie mésohygrophile par ensemencement ;
- plantation d'une haie.

Il est à noter la conservation d'environ 80 ml d'une haie existante sur le site.

A.4. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations sont définies par les documents graphiques contenus dans le dossier de plans joint au présent CCTP.

Elles comprennent :

- la réalisation des dossiers d'exécution ;
- la fourniture et la mise en œuvre des installations de chantier et base vie hors site ainsi que leur démontage en fin de chantier ;
- la dépose de clôtures existantes et la pose de nouvelles clôtures ;
- la réalisation en phase préliminaire des voies de chantier provisoires, y compris leur dépose en fin de chantier ;
- l'implantation, le marquage et le balisage des emprises travaux ;
- le marquage et le balisage de zones sensibles, des espèces végétales patrimoniales et/ou exotiques envahissantes et des arbres gîtes ;
- le nettoyage préliminaire des emprises de travaux ;
- le chargement et l'évacuation des déchets ;
- les fauchages et débroussaillages sur les parcelles terrassées (si nécessaire) ;
- les terrassements en déblais et en remblais ;

- le chargement, le transport et l'évacuation de déblais ;
- la fourniture et la mise en place de dispositif de protection d'espèces végétales protégées et/ou patrimoniales ;
- le déplacement d'espèces végétales protégées et/ou patrimoniales ;
- les prestations de fauchages avec ou sans export ;
- les prestations d'abattage, avec ou sans dessouchage, avec ou sans rognage de souche ;
- la fourniture et la plantation de jeunes plants ;
- la fourniture et l'ensemencement de mélanges grainiers ;
- la fourniture et la mise en œuvre de protections anti-gibiers ;
- les prestations de tailles d'arbres ;
- la garantie de reprise sur les plantations et les ensemencements ;
- les prestations de finalisation sur les plantations et les ensemencements ;
- les prestations d'entretien et de gestion écologique ;
- la remise en état des emprises provisoires en fin de chantier ;
- la réalisation des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant les plans de récolement par entités composant le site ;
- la réalisation de constats d'huissier.

On entend par « entretiens et gestion écologiques » toutes les prestations d'entretiens et de gestion écologiques qui seront réalisées en parallèle et en complément des prestations de finalisation, c'est-à-dire entre la fin des travaux (réception partielle) et leur réception définitive et qui sont intégrés au présent lot qui auront lieu en 2026 (N+1) et 2027 (N+2).

Dans le cas du présent Lot A, les prestations dites d'« entretien et de gestion écologique » concernent uniquement l'entretien et la gestion des roselières, des ripisylves et du radeau à Sterne (voir chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP).

A.5. DÉLIMITATION DES PRESTATIONS

Les limites de site repérées sur les plans joints au présent dossier (« Dossier de plans spécifique au Lot A ») délimitent les emprises de l'ensemble des prestations pour le lot A.

Le Titulaire devra identifier dans son offre les zones réelles de ses interventions.

A.6. PHASAGE DES PRESTATIONS

Les prestations seront réalisés en une phase conformément au planning prévisionnel transmis au présent marché (Pièce B5.3).

Les prestations seront réalisées durant la période automne/hiver 2025/2026.

- Date de notification prévisionnelle du marché : 24/06/2025,
- Réalisation des prestations d'aménagements : notification OS de démarrage au plus tard au fin juillet 2025,
- Réalisation des prestations de finalisation et de gestion/entretien écologique – 1ère année : début mars 2026 à fin février 2027,
- Réalisation des prestations de finalisation et de gestion/entretien écologique – 2ème année : début mars 2027 à fin février 2028,

Soit une durée globale de trente-deux (32) mois.

A.7. LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES JOINTS AU DOSSIER

Les différentes pièces écrites, comme les plans dans leur expression graphique, ont été rédigés aussi exactement que possible afin de renseigner le Titulaire avec le maximum de précisions, sans qu'aucun caractère restrictif ne puisse être opposé au regard des prestations.

Les pièces écrites ou graphiques du dossier constituent un tout que l'entreprise contractante doit considérer et connaître dans son ensemble.

En conséquence, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance du dossier, avoir examiné avec soin toutes les pièces et documents techniques et avoir signalé au Maître d'Ouvrage avant remise de son offre les imprécisions, omissions ou contradictions éventuelles.

De même, le Titulaire, après remise de son offre et signature du marché :

- ne peut refuser l'exécution des ouvrages de quelque nature que ce soit ;
- doit implicitement prévoir, pour satisfaire aux règles de l'art, toutes les sujétions nécessaires pour que l'ouvrage soit en mesure de remplir son office ;
- ne doit ignorer les propositions ordonnées par le maître d'œuvre et les réaliser dans les délais imposés par celui-ci, les jugeant utiles ou indispensables pour une parfaite finition des prestations et le respect du caractère du projet.

Le Titulaire ne peut d'autre part prétendre que ces compléments puissent donner lieu à une augmentation de son prix forfaitaire ou à un rallongement de son délai d'exécution contractuel.

A.8. COORDINATION DE TRAVAUX

Le Titulaire élabore le planning détaillé de ses propres prestations qui sera visé par le Maître d'Œuvre dans les documents préalables demandés.

Une réunion de chantier sera organisée faisant date du début du marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer les prestations lui incombant, ou pour ne pas fournir des renseignements ou des plans d'exécution.

Le Titulaire doit, sauf dérogation :

- assister à toutes les réunions de chantier entre le MOE et les entreprises pouvant être concernées par ces prestations. En cas d'absence de la part du Titulaire ou de son représentant aux réunions de chantier, les pénalités fixées au CCAG seront appliquées. Les pénalités courent du simple fait de la constatation de l'absence ou du retard du Titulaire, par le MOE ;
- prendre en compte l'ensemble des modifications réclamées avant ou en cours de chantier par le Maître d'Œuvre même si elles ne figurent pas sur les plans de l'appel d'offres.

A.9. RÉUNIONS DE CHANTIER

Une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu au jour et heure fixés par le Maître d'Œuvre.

À cette réunion devra assister un représentant qualifié et décisionnaire du Titulaire.

Toute absence non motivée sera pénalisée et tout retard supérieur à 1 heure considéré comme une absence et fera l'objet d'une pénalité (cf. CCAP). Le titulaire a l'obligation de prévenir le maître d'œuvre en cas de retard. Dans ce cas, ce retard ne sera pas considéré comme une absence.

Les objectifs des réunions de chantier sont les suivants :

- examen de l'avancement du chantier par rapport au programme d'exécution,
- examen détaillé de la qualité d'exécution des prestations,
- examen des contraintes d'exécution rencontrées ;

- examen des programmes détaillés par semaine pour des périodes de deux semaines que le Titulaire remettra au maître d'œuvre en début de réunion ;
- aborder les éléments administratifs et financiers.

Le compte rendu de réunion de chantier sera rédigé et diffusé par le Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage, aux entreprises titulaires des marchés, au Coordonnateur SPS.

Si les entreprises ont des réclamations sur un compte rendu, elles devront en faire part au MOE avant que celui-ci ne devienne contractuel, c'est-à-dire avant la réunion suivante.

A.10. INTERFACES AVEC LES INTERVENANTS EXTÉRIEURS

A.10.1. CONSTAT DE COMMISSAIRE DE JUSTICE

Le Titulaire du présent marché fait établir par un Commissaire de Justice un constat de l'état des lieux en limite séparative du terrain de l'emprise des travaux. Ce constat doit porter, en particulier, sur tous les ouvrages et aménagements limitrophes y compris l'état des voies d'accès. **Poste BPU 105.**

A.10.2. PROPRETÉ

Le chantier doit être constamment tenu en état de propreté. Les véhicules sont nettoyés avant la sortie du chantier afin de ne pas souiller les voies, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'opération (voiries publiques ou privées), empruntées par ces véhicules.

Aucun désordre ou dégradation n'est toléré dans les ouvrages de voirie, enterrés ou non, autour du chantier. Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux conduites et ouvrages éventuels de toutes sortes, rencontrés au cours de l'exécution des prestations. Il doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et pour ne pas les endommager.

Toutes dégradations éventuelles, du fait du présent marché, doivent être réparées sans délai par le Titulaire, afin de ne pas porter préjudice aux ouvrages et aux usagers.

Dans le cas de conditions climatiques sèches, le Titulaire devra, à sa charge, procéder à l'arrosage lors des terrassements inclus dans son marché en vue d'éviter la propagation de poussière.

A.10.3. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Le Titulaire aura à sa charge la rédaction de PPSPS et les reprises éventuelles découlant des remarques du MOE et du coordinateur SPS émises lors de la visite d'inspection commune. Le Titulaire devra respecter son PPSPS et en garder une copie sur le chantier.

Le projet de PPSPS sera conforme aux exigences du CSPS et aux consignes du PGCSPPS que ce dernier aura rédigé.

Des compléments sont précisés au CCAP du présent marché.

B. OBJECTIFS ET NATURE DES PRESTATIONS ET DES ENTRETIENS À RÉALISER

Les prestations prévues sont décrites dans les chapitres suivants par entités constituant le site de compensation.

Tableau 1. Synthèse des mesures prévues sur les trois entités du site n°6

Parcelle / Entité	Aménagement des accès	Préservation des espèces floristiques	Création d' une passerelle	Aménagement d' un radeau à Sterne	Entretien des roselières	Création de pente douce et arasement du bourrelet	Restauration des ripisylves	Gestion des saules	Enlèvement des déchets	Démontage des huttes	Restauration d' une prairie	Création de haies
Marais du Vivier	X	X	X		X	X	X		X	X		
Les Eaux		X	X	X	X		X	X	X	X		
Bois de la chapelle											X	X

B.1. ENTITÉ « MARAIS DU VIVIER »

Les mesures prévues sur cette entité sont les suivantes :

- repérage, piquetage, balisage et préservation des stations d'espèces végétales protégées et patrimoniales ;
- création d'une passerelle pérenne et d'un accès technique pour les travaux ;
- entretien des roselières par coupe, fauche et étrépage ;
- création d'une pente douce pour reconnexion de la roselière et du plan d'eau et arasement du bourrelet nitrophile ;
- fourniture et mise en place d'un dispositif de traversée temporaire ;
- restauration de ripisylves par abattages de peupliers ;
- enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse.

Le reste des habitats de l'entité seront laissés en libre évolution (sans travaux ni entretien). Cela concerne approximativement 4 ha de milieux naturels.

Voir plans n°3 et n°4 figurants au dossier de plans annexé au présent CCTP.

Le Titulaire assure la mise en place des précautions nécessaires à la préservation de l'environnement. Les prix comprennent l'amenée à pied d'œuvre et le repli d'engins nécessaires à l'ensemble des prestations quelles que soient les difficultés d'accès au site. Les prix comprennent également l'amenée à pied d'œuvre de l'ensemble des fournitures quelles que soient les difficultés d'accès au site.

B.1.1. LOCALISATION, PRÉSERVATION ET DÉPLACEMENT DES ESPÈCES VÉGÉTALES PROTÉGÉES ET PATRIMONIALES

B.1.1.1. Prestations à réaliser

Postes BPU 110 et 111

Le Titulaire s'adjoit les services d'un écologue qualifié pour procéder, préalablement aux travaux et en période adéquate, au repérage GPS (avec production d'une cartographie) et à un

piquetage/marquage des arbres gîtes favorables aux chiroptères, espèces végétales protégées, patrimoniales et exotiques envahissantes sur les secteurs devant faire l'objet d'abattages.

Le Titulaire doit baliser les stations préalablement repérées et entretenir le balisage sur toute la durée des prestations, afin de préserver les espèces protégées et patrimoniales, ainsi que les espèces exotiques envahissantes situées à proximité des zones d'intervention.

Le balisage est conforme à la NDD et adapté en fonction du type et du niveau d'enjeu associés, tout comme du risque associé de dégradation vis-à-vis des travaux. Il pourra s'agir de dispositifs légers (piquets avec filets) ou plus importants (clôtures temporaires de type palissade en bois avec grillage treillis soudé ou noué souple). Une marge d'environ 2 m sera prise autour de l'entité à préserver. Le retrait de ces balisages est réalisé par le Titulaire avant la réception définitive.

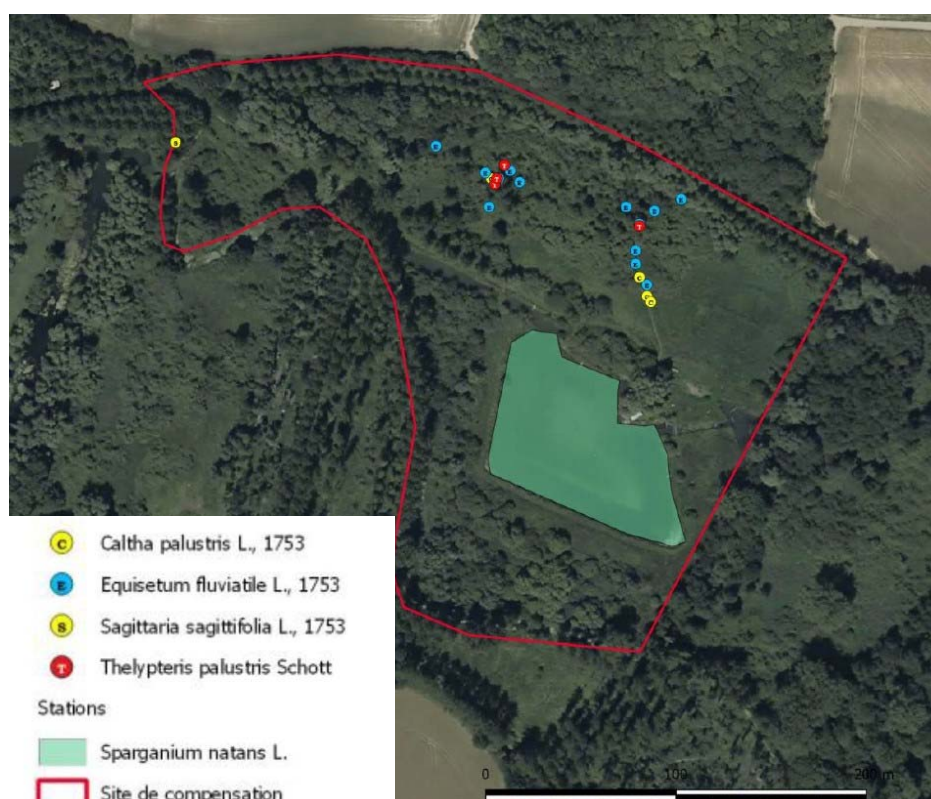
Lors de ses travaux, le Titulaire a pour obligation de respecter ces zones et a l'interdiction formelle de pénétrer dans les zones ainsi balisées.

Le Titulaire a par ailleurs, la charge de la gestion et du traitement des espèces exotiques envahissantes situées sur les zones d'intervention pendant toute la période des travaux.

Les arbres favorables au gîte des chiroptères seront à valider avec le MOE afin de déterminer la méthode d'abattage à privilégier (démontage ou coupe « classique »). Concernant les arbres gîtes, le Titulaire a la charge de la préservation et la conservation des sujets marqués sur toute la durée des prestations (voir C.4.3 du présent CCTP).

La carte suivante, localise à **titre indicatif** les espèces identifiées en 2017 sur l'entité (Verdi, 2017). Les principales espèces concernées sont la Fougère des marais (*Thelypteris palustris*), la Sagittaire flèche d'eau (*Sagittaria sagittifolia*) et le Rubanier nain (*Sparganium natans*) présent dans le plan d'eau.

Illustration 1. Localisation de la flore patrimoniale de l'entité Marais du Vivier (Verdi, 2017)



Les cartes suivantes résultent d'inventaires partiels (l'ensemble des sites n'étant pas accessible en période de développement de la végétation) réalisés par le MOE à l'été 2024.

Pour les espèces exotiques envahissantes, un unique pied de Buddléia de David a été mis en évidence sur le site. Il sera traité à l'occasion des travaux d'abattages au sein de la peupleraie.

On note également la présence du Gaillet des marais, du Groseiller noir et de la Thélyptéride des marais au sein du site. Toutes les stations identifiées l'ont été en dehors de zones visées par des travaux de restauration de milieux. **Les travaux ne sont ainsi pas sujets à impacter significativement les stations de ces espèces.** Aucune espèce protégée n'a été identifiée.

Illustration 2. Localisation de la flore patrimoniale de l'entité Marais du Vivier (EGIS, 2024)

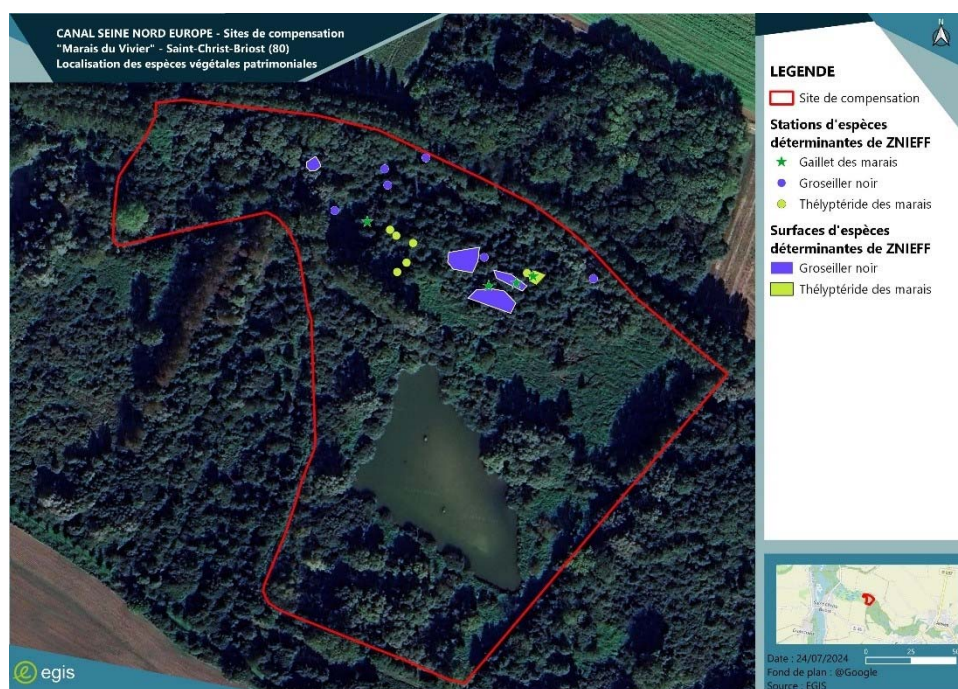


Illustration 3. Localisation de la flore exotique envahissante de l'entité Marais du vivier (EGIS, 2024)



B.1.1.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Postes BPU 110 et 111.

Le balisage devra être maintenu et entretenu pendant toute la durée des prestations de finalisation (N+1 et N+2).

B.1.2. CRÉATION D'UNE PASSERELLE PÉRENNE ET D'UN ACCÈS TECHNIQUE POUR LES TRAVAUX

B.1.2.1. Objectifs

La mesure de création d'une passerelle pérenne et d'un accès technique temporaire pour les travaux se distingue en plusieurs types d'actions :

- abattage de noisetiers et de sureaux sur une bande d'environ 5 mètres hors site de compensation (opération nécessitant une AOT préalable) pour la création d'un accès technique pour les travaux depuis le chemin agricole existant ;
- fourniture et mise en place d'une passerelle métallique pérenne (strictement dimensionnée pour les engins en phase de travaux et de gestion, sans surdimensionnement) avec portail en bois de chêne (2x2,5 m de large pour 1,2 m de haut), sans assise sur les berges et dans le lit du fossé, pour traverser le fossé bordant la limite nord du site de compensation ;
- débroussaillage pour création d'une aire de retournement au sein de l'extrémité nord-est du site (surface visée en roselière à la fin des travaux) ;
- remise en état et restitution de l'accès technique hors site à la fin des travaux.

B.1.2.2. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser pour la création de l'accès hors site de compensation depuis le chemin agricole sont les suivantes :

- piquetage pour délimiter les surfaces d'intervention ;
- identification et marquage avec le maître d'œuvre de 5 à 10 taillis de sureau et de noisetier à abattre sur la bordure nord du site- **Poste BPU 210** ;
- abattage sélectif manuel avec rognage des arbres marqués pour création d'une bande d'accès de 5 mètres de largeur sur la bordure nord du site pour création d'une piste d'accès -**Poste BPU 210** ;
- évacuation à l'avancement hors site des résidus issus des abattages. Le stockage temporaire en dehors du site de compensation est interdit sauf avis contraire mentionné dans l'AOT ;

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

Les prestations à réaliser pour la création de la passerelle et l'accès technique pour les travaux au sein du site sont les suivantes :

- piquetage pour délimiter les surfaces d'intervention ;
- dépose et évacuation de la passerelle existante - **Poste BPU 115** ;
- fourniture et mise en place d'une passerelle métallique pérenne strictement dimensionnée pour les engins en phase de travaux et de gestion, sans surdimensionnement et sans assise sur les berges et dans le lit du fossé, de traversée du fossé en bordure nord du site de 5 mètres de longueur et de 5 mètres de largeur, permettant la traversée des engins de chantier utilisés lors des travaux de restauration - **Poste BPU 201** ;
- fourniture et mise en place d'un portail d'accès en bois de chêne (2x2,5 m de largeur et 1,2 m de hauteur)- **Poste BPU 202** ;

- si nécessaire, débroussaillage pour création de l'aire de retournement sur approximativement 365 m² à l'extrémité nord-est du site de compensation - **Poste BPU 211** ;
- identification et marquage avec le maître d'œuvre d'environ 20 arbres à abattre au sein du site de compensation - **Poste BPU 211** ;
- abattage sélectif manuel avec rognage des arbres marqués pour création d'accès et de l'aire de retournement - **Poste BPU 211** ;
- valorisation sur site en BRF des résidus issus des abattages - **Postes BPU 210 et 211**. Le stockage temporaire est admis sur moins d'une semaine dans la roselière sur le site de compensation, sur une surface réduite pour ne pas impacter la végétation.

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

B.1.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.1.3. ENTRETIEN DES ROSELIÈRES PAR COUPE, FAUCHE ET ÉTRÉPAGE

B.1.3.1. Objectifs

Cette mesure a pour objectif de restaurer une roselière dégradée (nitrophile et atterrissement important) en réalisant une fauche et un étrépage de restauration. Ces mesures ont pour objectif de favoriser le développement d'une végétation typique de roselière ainsi que l'inondation régulière de cette même roselière.

B.1.3.2. Prestations à réaliser

Les prestations consistent en la restauration et l'entretien d'une roselière sur 7 010 m². Les profondeurs d'étrépage seront variables du nord (10 cm de moyenne) vers le sud (5 cm de moyenne) et des zones de dépression seront réalisées (profondeur d'étrépage de 10 à 20 cm) ponctuellement – (voir plan n°4 figurant au dossier de plans annexé) Ce gradient nord-sud prend en compte une saturation des sols en eau plus proche de la surface à mesure que la roselière est proche du plan d'eau.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- délimitation et piquetage de la zone d'intervention ;
- coupe sélective des ligneux (approximativement 30 sujets de diamètres < 10 cm) au sein de la roselière existante sur 7 010 m² - **Poste BPU 215** ;
- fauchage préalable sur 100% de la surface - **Poste BPU 214** ;
- évacuation hors site des résidus issus des fauches et des coupes sélectives - **Poste BPU 219** ;
- étrépage sur 100% de la surface sur une profondeur variant de 10 cm maximum par rapport au TN initial au nord de la roselière à 5 cm au sud de la roselière (gradient nord/sud) et de 10 à 20 cm de profondeur maximum par rapport au TN au sein des zones de dépression - **Poste BPU 204** ;
- évacuation hors site des terres à l'avancement, sans stockage sur le site - **Poste BPU 209**.

Les modalités d'exécution des prestations de terrassements sont décrites au chapitre C.6.2.4 du présent CCTP. La fauche préalable sera effectuée selon les modalités explicitées au C.6.2.2 du présent CCTP.

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le

Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

B.1.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Une coupe sélective des ligneux qui seront amenés à se développer dans la roselière sera effectuée en N+1 et N+2. **Postes BPU 219, 301 et 302**.

B.1.4. CRÉATION D'UNE PENTE DOUCE POUR RECONNEXION DU PLAN D'EAU ET DE LA ROSELIÈRE ET ARASEMENT DU BOURRELET NITROPHILE

B.1.4.1. Objectifs

Cette mesure vise à favoriser l'inondation de la roselière au nord du site en rétablissant une connexion avec le plan d'eau. Cette mesure sera accompagnée d'une réhabilitation de zone humide via l'arasement de l'actuel bourrelet nitrophile. Ce milieu, composé de remblais, a été identifié comme non humide à la suite des sondages réalisés par la MOE et fournis en annexe au présent CCTP.

B.1.4.2. Prestations à réaliser

Les prestations consistent en la création d'une pente douce pour rétablir la circulation hydraulique entre le plan d'eau et la roselière et à assurer une alimentation de cette dernière en cas de débordement de ce dernier.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- délimitation et piquetage de la zone d'intervention ;
- abattage préalable avec dessouchage sur 100% de la surface à terrasser (environ 5 sujets répartis sur 215 m²) - **Poste BPU 213** ;
- débroussaillage préalable sur 100% de la surface à terrasser (215 m²) - **Postes BPU 213** ;
- réalisation de sondages à la pelle de caractérisation géologique afin de déterminer la profondeur et le volume du décaissement - **Poste BPU 117** ;
- terrassement sur 215 m² pour connexion en transition douce du plan d'eau avec la roselière au nord-est - **Poste BPU 206** ;
- évacuation des stocks de terres excédentaires - **Poste BPU 209** ;
- remise en état de l'accès.

Les prestations consistent également en la suppression d'un bourrelet nitrophile à l'est du plan d'eau.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- délimitation et piquetage de la zone d'intervention ;
- fourniture et mise en place d'un dispositif de traversée temporaire strictement dimensionnée pour les engins en phase de travaux et de gestion, sans surdimensionnement et sans assise sur les berges ou dans le lit du fossé (bras de connexion de l'actuelle vanne) pour accéder aux secteurs visés par les travaux au sud - **Poste BPU 205** ;
- abattage préalable avec dessouchage sur 100% de la surface (environ 5 à 10 sujets répartis sur 690 m²) - **Poste BPU 213** ;
- débroussaillage préalable sur 100% de la surface (690 m²) - **Poste BPU 213** ;
- terrassement du bourrelet nitrophile sur 690 m² à l'est du plan d'eau pour décaissement sur 50 cm de profondeur moyenne jusqu'à atteindre le niveau du TN - **Poste BPU 207**. Tel que stipulé au chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP, des reconnaissances de sols seront à prévoir pour affiner la profondeur des déblais à effectuer ;
- évacuation des déblais à l'avancement - **Poste BPU 209** ;
- retrait du dispositif de traversée provisoire - **Poste BPU 205**.

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus (débroussaillage, fauche, abattage, etc.) non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

B.1.4.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.1.5. RESTAURATION DES RIPISYLVES PAR ABATTAGE DE PEUPLIERS

Cette mesure concerne la création d'une prairie humide sur une actuelle peupleraie de 5 350 m² dont la création d'accès est détaillée au B.1.2.

B.1.5.1. Objectifs

L'objectif de cette mesure est de favoriser la diversification de l'actuelle ripisylve en réalisant des abattages de peupliers tout en conservant les arbres présentant un intérêt pour la faune. Les cépées de noisetiers en sous-bois seront en partie abattues de manière à favoriser une ouverture du milieu et donc, le développement d'une strate herbacée de milieux humides.

B.1.5.2. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- identification préalable des arbres à abattre et des arbres à conserver avec le maître d'œuvre et en présence d'un écologue chargé du suivi, mis à disposition par l'entreprise ;
- marquage d'environ 120 peupliers à abattre sur 3 225 m² ;
- marquage des arbres gîtes présentant un intérêt pour la faune pour conservation ;
- abattage par démontage avec dessouchage d'environ 40 peupliers (sur 120 marqués) localisés dans un espace restreint aux abords du fossé bordant le nord du site de compensation - **Poste BPU 216** ;
- abattage directionnel avec dessouchage d'environ 80 peupliers (sur 120 marqués) sur le reste du site de compensation - **Poste BPU 217** ;
- abattage sans dessouchage ni rognage d'environ 80 cépées de noisetiers en patchs afin d'arriver à une ouverture du milieu d'environ 45% (environ 1 450 m²) Poste BPU 218 ;
- débroussaillage au sol de 100% des milieux ouverts (1 450 m²) Poste BPU 218 ;
- export des résidus de débroussaillages **Poste BPU 219** et valorisation sur site en BRF des résidus issus des abattages - **Postes BPU 216, 217 et 218**.

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

B.1.5.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.1.6. CHANTIER D'ENLÈVEMENT DE DÉCHETS DIVERS ET DÉMONTAGE DE HUTTE DE CHASSE

B.1.6.1. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- réalisation d'un diagnostic amiante sur la hutte de chasse par un prestataire spécialisé - **Poste BPU 112** ;
- enlèvement et évacuation des déchets dispersés sur l'entité en filière de traitement adaptée - **Postes BPU 116 et/ou 127** ;
- démontage de la hutte de chasse et évacuation des déchets en filière de traitement adaptée- **Postes BPU 113, 116 et 127** ;
- si présence d'une dalle béton sous la hutte de chasse, réalisation de perçages verticaux et horizontaux de diamètres variés dans la dalle de béton de manière à permettre l'infiltration d'eau et l'installation d'une végétation aquatique - **Poste BPU 114**.



Illustration 4. Hutte de chasse sur le « Marais du Vivier »

B.1.6.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.2. ENTITÉ « LES EAUX »

Les mesures prévues sur cette entité sont les suivantes :

- localisation et préservation des stations d'espèces végétales protégées et patrimoniales ;
- création d'une passerelle pérenne et aménagement de l'entrée du site ;
- restauration de ripisylves par abattages ciblés d'embâcles et recépage d'Aulnes ;
- gestion d'une ceinture de saules par coupes ;
- aménagement d'un radeau en faveur de la Sterne pierregarin ;
- entretien des roselières par coupe et fauche ;
- chantier d'enlèvement de déchets divers et démontage de hutte de chasse.

Le reste des habitats de l'entité seront laissés en libre évolution (sans travaux ni entretien). Cela concerne approximativement 1,4 ha de milieux naturels.

Voir plans n°1 et 2 figurant au dossier de plans annexés au présent CCTP.

Le Titulaire devra la mise en place des précautions nécessaires à la préservation de l'environnement. Les prix comprennent l'amenée et le repli d'engins quelles que soient les difficultés d'accès au site.

B.2.1. LOCALISATION ET PRÉSERVATION DES ESPÈCES VÉGÉTALES PROTÉGÉES ET PATRIMONIALES

B.2.1.1. Prestations à réaliser

Postes BPU 120 et 121

Le Titulaire s'adjoint les services d'un écologue qualifié pour procéder préalablement aux travaux et en période adéquate au repérage GPS (avec production d'une cartographie) et à un piquetage/marquage des arbres gîtes favorables aux chiroptères, espèces végétales protégées, patrimoniales et exotiques envahissantes sur les secteurs devant faire l'objet d'abattages.

Le Titulaire doit baliser les stations préalablement repérées et entretenir le balisage sur toute la durée des prestations, afin de préserver les espèces protégées et patrimoniales, ainsi que les espèces exotiques envahissantes situées à proximité des zones d'intervention.

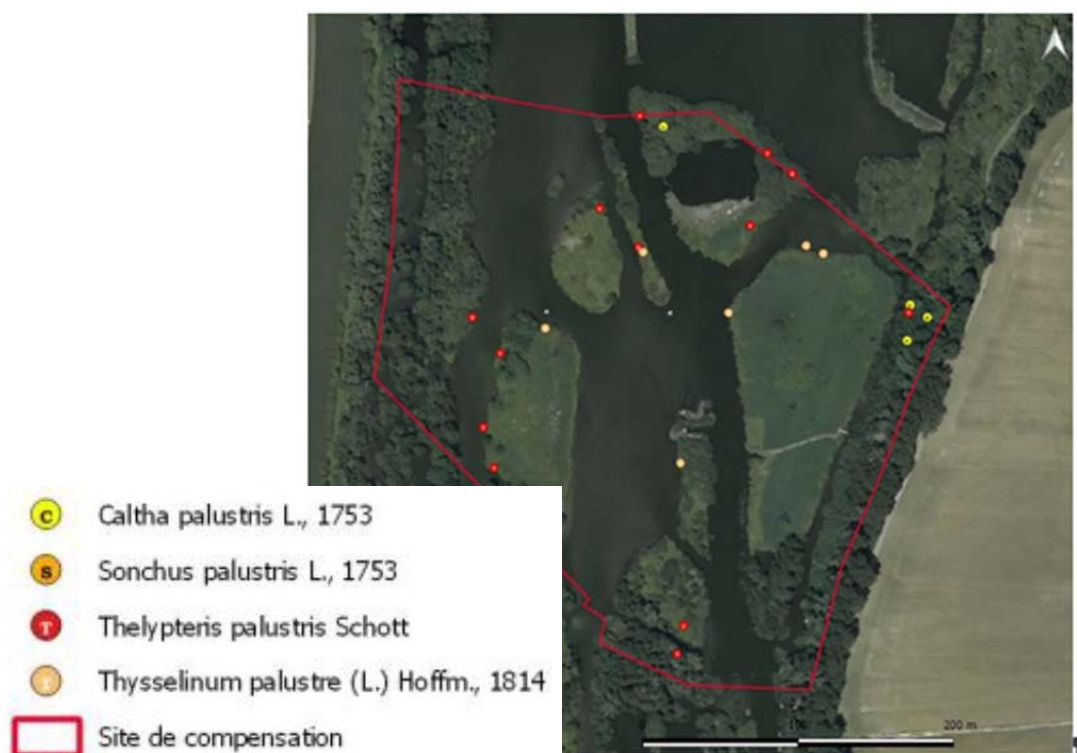
Le balisage est conforme à la NDD et adapté en fonction du type et du niveau d'enjeu associés, tout comme du risque associé de dégradation vis-à-vis des travaux. Il pourra s'agir de dispositifs légers (piquets avec filets) ou plus importants (clôtures temporaires de type palissade en bois avec grillage treillis soudé ou noué souple). Une marge d'environ 2 m sera prise autour de l'entité à préserver. Le retrait de ces balisages est réalisé par le Titulaire avant la réception définitive.

Lors de ses travaux, le Titulaire a pour obligation de respecter ces zones et a l'interdiction formelle de pénétrer dans les zones ainsi balisées.

Le Titulaire a par ailleurs, la charge de la gestion et du traitement des espèces exotiques envahissantes situées sur les zones d'intervention pendant toute la période des travaux (voir présent CCTP). Les arbres favorables au gîte des chiroptères seront à valider avec le MOE afin de déterminer la méthode d'abattage à privilégier (démontage ou coupe « classique »). Concernant les arbres gîtes, le Titulaire a la charge de la préservation et la conservation des sujets marqués sur toute la durée des prestations (voir C.4.3 du présent CCTP).

La carte suivante localise à titre indicatif les espèces patrimoniales identifiées en 2017 sur l'entité. Les deux espèces concernées sont le Peucedan des marais (*Thysselinum palustre*) et la Fougère des marais (*Thelypteris palustris*) (Verdi, 2017).

Illustration 5. Localisation de la flore patrimoniale de l'entité « Les Eaux » (Verdi, 2017)



Les cartes suivantes résultent d'inventaires partiels (l'ensemble des sites n'étant pas accessible en période de développement de la végétation) réalisés par le MOE à l'été 2024.

Pour les espèces exotiques envahissantes, aucune espèce n'a été directement identifiée sur le site de compensation.

On note également la présence du Gaillet des marais, du Laiteron des marais et de la Thélyptéride des marais au sein du site. Toutes les stations identifiées l'ont été en bordure du chemin, le reste du site n'étant pas accessible. Les espèces sont probablement réparties sur l'ensemble de la roselière et des milieux humides herbacés. Les travaux dans ce secteur consistent uniquement en un faucardage tardif de la roselière accompagné d'une coupe sélective de saules et de recépage d'aulnes. Ainsi, les travaux ne sont pas sujet à dégrader des stations d'espèces patrimoniales. Aucune espèce protégée n'a été identifiée.

Illustration 6. Localisation de la flore patrimoniale de l'entité Les Eaux (EGIS, 2024)

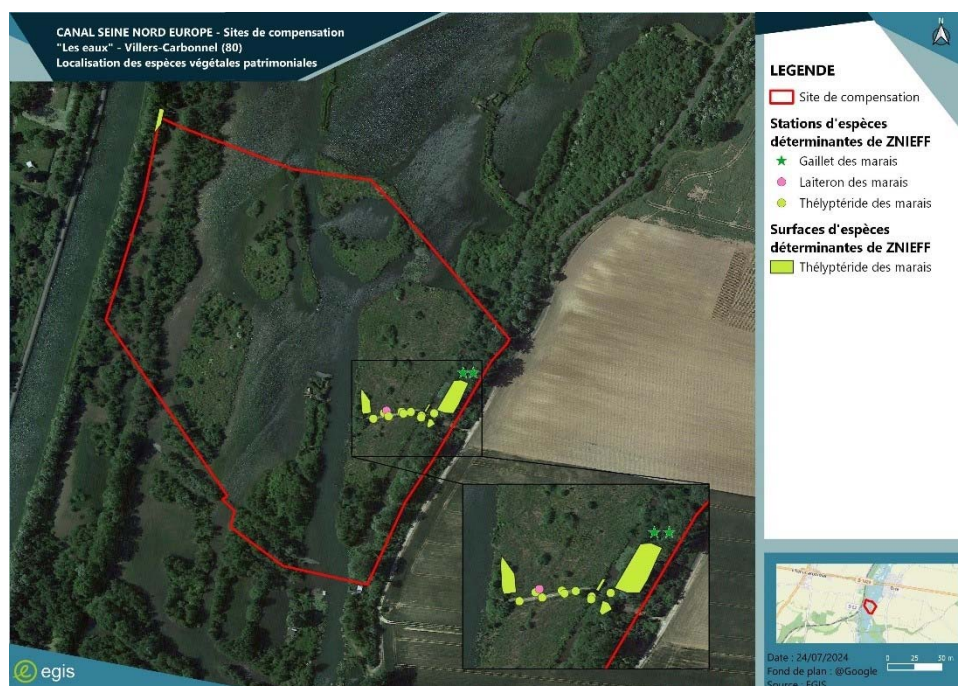
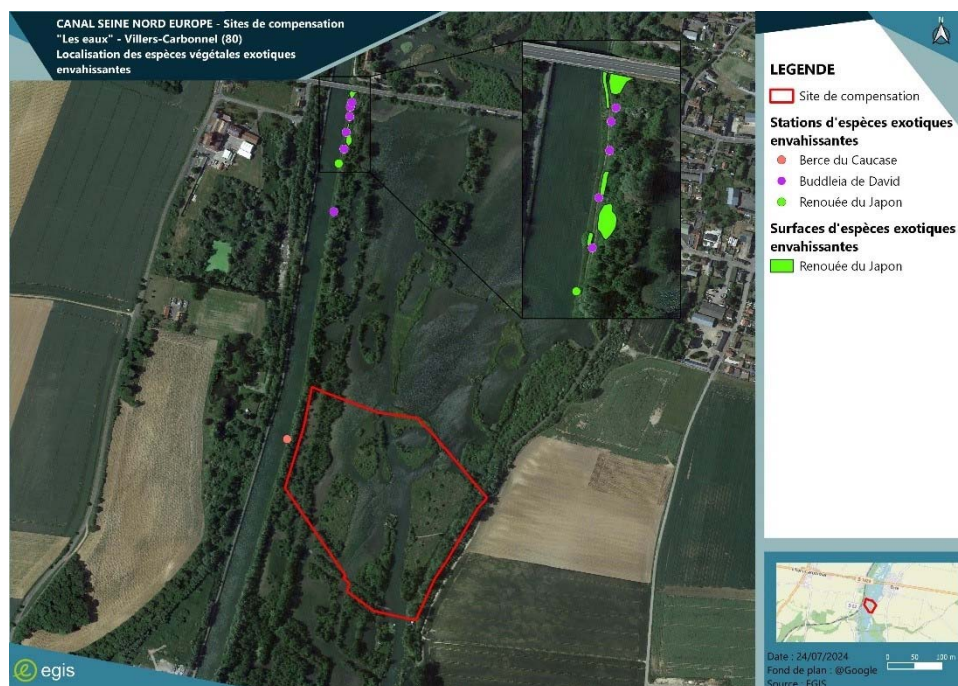


Illustration 7. Localisation de la flore exotique envahissante de l'entité Les Eaux (EGIS, 2024)



B.2.1.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Postes BPU 120 et 121

Le balisage devra être maintenu et entretenu pendant toute la durée des prestations de finalisation (N+1 et N+2).

B.2.2. CRÉATION D'UNE PASSERELLE PÉRENNE ET AMÉNAGEMENT DE L'ENTRÉE DU SITE

B.2.2.1. Objectifs

La mesure consiste en la création d'une passerelle pérenne pour traverser la Somme à l'est ainsi qu'en la désartificialisation d'une partie de l'entrée afin de conserver un unique chemin d'accès central qui relie le portail d'entrée du site et la passerelle et ainsi réhabiliter des zones humides actuellement sous ces gravillons. Le portail existant sera conservé.

B.2.2.2. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser pour la création de la passerelle sont les suivantes :

- piquetage pour délimiter les surfaces d'intervention ;
- dépose et évacuation de la passerelle existante - **Poste BPU 123** ;
- marquage d'environ dix arbres à abattre afin de dégager l'espace nécessaire à la mise en place de la passerelle - **Poste BPU 212** ;
- abattage sans dessouchage ni rognage des dix arbres marqués - **Poste BPU 212** ;
- mise en place d'une passerelle métallique pérenne strictement dimensionnée pour les engins en phase de travaux et de gestion, sans surdimensionnement et sans assise sur les berges ou dans le lit mineur, de traversée de la Somme à l'est de 12 mètres de longueur et 5 mètres de largeur - **Poste BPU 203** ;
- aménagement de l'entrée par désartificialisation par terrassement en déblais des gravillons sur environ 170 m² sur 15 cm de profondeur moyenne en conservant un sentier central d'accès sur 4 m de largeur, réalisation d'un décompactage léger suite aux terrassements - **Poste BPU 208** ;
- évacuation des matériaux excavés en filière adaptée - **Poste BPU 209**.

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219**.

B.2.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.2.3. RESTAURATION DE RIPISYLVES PAR ABATTAGES CIBLÉS D'EMBÂCLES ET RECÉPAGE D'AULNES

B.2.3.1. Objectifs

Sur ce site, la restauration de ripisylves concernera uniquement des abattages légers. Sur la ripisylve à l'est de la parcelle, un maximum de 10 vieilles cépées d'Aulnes feront l'objet d'un recépage ou de simples élagages. Sur les îlots, seuls des arbres tombés ou en mauvais état sanitaire, et donc susceptibles de créer des embâcles, feront l'objet d'un abattage. Certains arbres tombés pourront être conservés de manière à diversifier les micro-habitats aquatiques pour la faune. Il sera au maximum conservé les vieux bois et embâcles qui ne présentent pas de risques en termes de continuités hydrauliques et d'érosion des berges.

B.2.3.2. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- identification préalable des arbres à abattre (arbres tombés ou menaçants de créer des embâcles au sein des îlots sur la Somme) et des arbres à recéper ou à élaguer (ripisylve à l'est) avec le maître d'œuvre et l'écologue mis à disposition par l'entreprise ;
- marquage de maximum 10 vieilles cépées d'Aulnes sur la ripisylve à l'est et d'environ 10 arbres tombés ou menaçants à abattre sur les îlots, sur 9 710 m² ;
- marquage des arbres gîtes à conserver présentant un intérêt pour la faune ;
- recépage et/ou élagage de maximum 10 vieilles cépées d'Aulnes par réalisation d'une coupe nette au collet, à la base du tronc, parallèlement au sol Poste BPU 220 ;
- abattage sans dessouchage ni rognage d'une dizaine d'arbres de 10 à 30 cm de diamètre - **Poste BPU 221.**

Les produits issus des abattages seront valorisés sur site en BRF pour le paillage des plantations effectuées sur l'entité Bois de la Chapelle et les excédents évacués pour valorisation hors site par le Titulaire ou en centre agréé, proposé par le Titulaire. Les déchets verts en surplus non valorisés en BRF seront évacués dans un centre agréé proposé par le Titulaire – **Poste BPU 219.**

B.2.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

À l'hiver suivant le recépage initial (N+1), il sera réalisé une taille de sélection par coupe des rejets adventifs (i.e. qui se développent sur le bourrelet de recouvrement lié à la coupe) et une conservation de 3 à 5 rejets proventifs (i.e. qui se développent sous la ligne de coupe) éloignées les uns des autres **Postes BPU 219 et 308.**

B.2.4. GESTION D'UNE CEINTURE DE SAULES PAR COUPES

B.2.4.1. Objectifs

Actuellement, une roselière fortement colonisée par les saules se développe sur un îlot de la Somme. La mesure a pour objectif de supprimer les ligneux au sein de la roselière tout en conservant une ceinture de saules entre la roselière et le fleuve. Cette ceinture a pour objectif de conserver une zone de quiétude en roselière au centre de l'îlot pour favoriser la nidification d'espèces comme le Busard des roseaux.

B.2.4.2. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont les suivantes (voir plans n°1 et 2 figurant au dossier de plans annexé) :

- identification et marquage préalable des saules à couper et des secteurs à débroussailler avec le maître d'œuvre ;
- tailles et coupes sélectives sans dessouchage ni rognage d'environ 50 saules marqués en bords de berges sur 100% de la surface pour mise en œuvre d'un profil progressif des ceintures de saules (i.e. hauteur de végétation croissante de l'intérieur (roselières) vers l'extérieur (bords du fleuve) sur 10 à 15 mètres de large - **Poste BPU 222 ;**
- débroussaillage sur 100% de la surface identifiée au sol (425 m²) pour mise en œuvre d'un profil progressif des ceintures de saules (i.e. hauteur de végétation croissante de l'intérieur (roselières) vers l'extérieur (bords du fleuve) sur 10 à 15 mètres de large - **Poste BPU 222 ;**
- export et évacuation par voie fluviale des résidus issus des coupes et du débroussaillage – **Poste BPU 219.**

B.2.4.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.2.5. AMÉNAGEMENT D'UN RADEAU EN FAVEUR DE LA STERNE PIERREGARIN

B.2.5.1. Objectifs

Cette mesure consiste en la mise en place d'un radeau en faveur de la Sterne pierregarin sur la Somme de manière à fournir un site de nidification possible pour l'espèce.

B.2.5.2. Prestations à réaliser

Le Titulaire aura à sa charge la fourniture, la réalisation et la mise en place d'un radeau à Sterne pierregarin. Cette mesure consiste en la mise en place d'un radeau à sternes de 20 m² à un minimum de 50 m du rivage (idéalement 150 à 200 m, en fonction des possibilités). Il sera utilisé des matériaux limitant la production de microplastiques. Le radeau sera placé de manière à être à l'abri des vents dominants et avec un minimum de 35 cm de profondeur sous le radeau.

Les prestations à réaliser pour la création du radeau à sternes sont les suivantes - **Poste BPU 248** :

- mise en place d'une armature en métal ou en bois (avec bordures d'une hauteur de 20 cm) avec disposition de flotteurs en-dessous, fixés entre eux via des dispositifs permettant une légère mobilité du radeau en cas de vent ;
- découpe de plaques pour mise en place d'un plancher en bois autoclavé d'environ 50 mm d'épaisseur, avec écartement d'environ 6 mm entre les planches et conservation de trous de drainage sur le plancher et l'armature ;
- disposition d'un treillis en plastique résistant sur le plancher ;
- délimitation du radeau par la mise en place de chevrons de bois sur 20 à 30 cm de hauteur ;
- construction d'abris en chicane en bois de 20 cm de hauteur et 40 cm de longueur sur le pourtour complet du radeau avec espacement entre chicanes de 60 cm ;
- disposition d'un treillis métallique de 50 cm de haut en maille 5x5mm sur le pourtour du radeau, fixation avec tasseaux verticaux et fixation au contour du plancher pour ne pas laisser d'espace ;
- mise en place de petits gravillons de granulométrie max 20 mm sur 20 à 30 cm d'épaisseur sur l'ensemble du plancher du radeau ;
- mise en place d'abris en bois (planches coulées à 90° fixées à l'aide d'une latte avec ouverture latérale de chaque côté) et/ou de tuiles faîtières ;
- stabilisation du radeau avec un système de corps morts attachés au radeau par des chaines ou cordes d'ancrage (ex. corde en nylon imputrescible 22mm) avec amarrage sur plusieurs points et mise en place d'un système de poulies et de contrepoids pour anticiper les fluctuations du niveau d'eau.

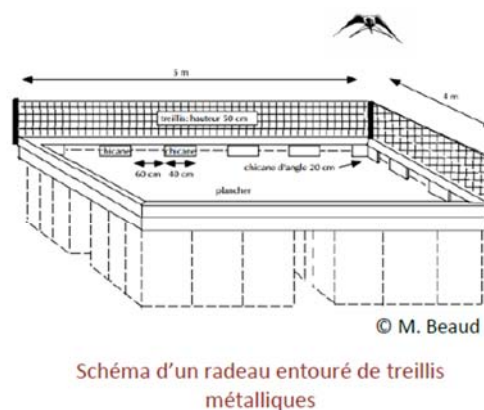
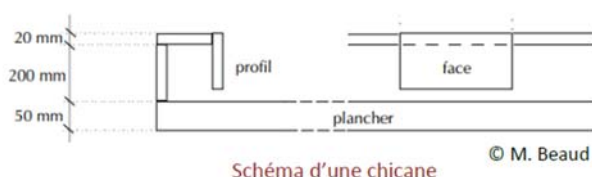


Illustration 8. Schémas de principe d'une chicane et du radeau principal

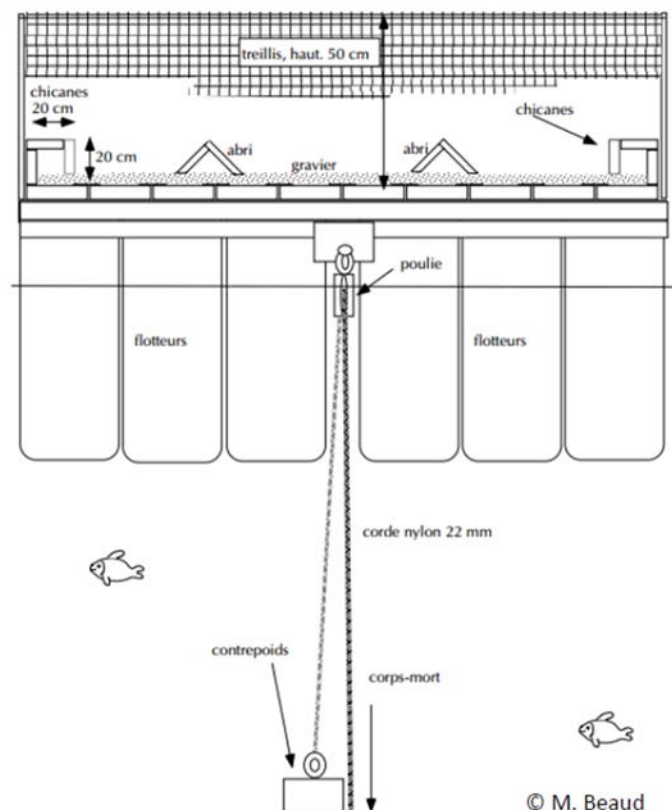


Illustration 9. Schémas de principe du radeau

B.2.5.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Il sera réalisé à N+1 et N+2 (automne) un arrachage de la végétation, nettoyage du radeau ainsi qu'un entretien du grillage et des abris ainsi qu'un éventuel remplacement de matériel dégradé (abris, chicanes, flotteurs, etc.) **Poste BPU 307**.

B.2.6. ENTRETIEN DES ROSELIÈRES PAR COUPE ET FAUCHE

B.2.6.1. Objectifs

L'actuelle absence de gestion sur les roselières conduit à la fermeture de ces dernières. Cette mesure a pour objectif de restaurer ces roselières en limitant la colonisation par des ligneux tout en instaurant une gestion visant à conserver ces surfaces de roselières.

B.2.6.2. Prestations à réaliser

Les prestations consistent en l'entretien de roselières sur 20 640 m².

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- délimitation et piquetage de la zone d'intervention ;
- coupe sans dessouchage ni rognage des ligneux au sein des roselières existantes sur 20 640 m² - **Poste BPU 224** ;
- fauchage sur un tiers de la surface (6 900 m²) - **Poste BPU 223** ;
- évacuation hors site des résidus issus des fauches et des coupes sélectives - **Poste BPU 219**.

B.2.6.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

En fonction du développement de la végétation, une coupe sélective des ligneux qui seront amenés à se développer dans la roselière sera effectuée en N+1 et N+2. Postes BPU 219, 303 et 304. La gestion consistera également au faucardage d'un tiers de la surface des roselières (6 880 m²) à N+1 et N+2. Postes BPU 305 et 306 avec export (**Poste BPU 219**).

B.2.7. CHANTIER D'ENLÈVEMENT DE DÉCHETS DIVERS ET DÉMONTAGE DE HUTTE DE CHASSE

B.2.7.1. Prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- réalisation d'un diagnostic amiante sur la hutte de chasse existante par un prestataire spécialisé Poste BPU 122 ;
- enlèvement et évacuation des déchets dispersés sur l'entité en filière de traitement adaptée Postes BPU 124 et/ou 127 ;
- démontage de la hutte de chasse et évacuation des déchets en filière de traitement adaptée Poste BPU 125 ;
- marquage, arrachage et évacuation des espèces arbustives horticoles (environ 20 sujets concernés) autour de la hutte de chasse Postes BPU 219 et 225 ;
- réalisation de perçages verticaux et horizontaux de diamètres variés dans la dalle de béton sous l'actuelle hutte de chasse de manière à permettre l'infiltration d'eau Poste BPU 126 ;
- enlèvement et évacuation des déchets en filière de traitement adaptée Postes BPU 124 et 127.





Illustration 10. Hutte de chasse sur l'entité « Les Eaux »

B.2.7.2. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.3. ENTITÉ « BOIS DE LA CHAPELLE »

Les mesures prévues sur cette entité sont les suivantes :

- restauration d'une prairie mésophile par ensemencement ;
- restauration d'une prairie mésohygrophile par ensemencement ;
- plantation d'une haie.

Il est à noter la conservation d'environ 80 ml d'une haie existante sur le site.

Voir plans n°5 et 6 figurant au dossier de plans annexé au présent CCTP.

Le Titulaire devra la mise en place des précautions nécessaires à la préservation de l'environnement. Les prix comprennent l'amenée et le repli d'engins quelles que soient les difficultés d'accès au site.

B.3.1. RESTAURATION D'UNE PRAIRIE MÉSOPHILE PAR ENSEMENCEMENT

B.3.1.1. Objectifs

L'actuelle culture ne revêt aucun enjeu écologique. Cette mesure a ainsi pour objectif de restaurer une surface prairiale sur la partie haute de la parcelle, la plus éloignée de la Somme.

B.3.1.2. Prestations à réaliser

Il est prévu la création de 7 125 m² de prairie mésophile sur le site par ensemencement.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- piquetage pour délimiter l'ensemble des surfaces d'intervention¹ en présence de la MOE ;
- si nécessaire, fauchage avec export sur 100 % de la surface (voir modalités d'exécution explicitées au C.6.2.2 du présent CCTP) Postes BPU 219 et 226 ;
- préparation des sols avec réalisation d'un hersage sur 10 cm pour l'ensemencement du mélange de type prairie mésophile Poste BPU 227 ;
- ensemencement sur 100 % de la surface avec un mélange de type prairie mésophile (7 125 m²) Poste BPU 228.

La palette végétale de la prairie mésophile proposée est la suivante :

- Mélange de type prairie mésophile (dosage 5 grammes /m²) :
 - Graminées (60% de la composition) :
 - Anthoxanthum odoratum 5% ;
 - Briza media 5% ;
 - Bromus erectus 15% ;
 - Cynosurus cristatus 8% ;
 - Festuca arundinacea 5% ;
 - Festuca pratensis 5% ;
 - Festuca rubra subsp. commutata 4% ;
 - Festuca rubra subsp. rubra 4% ;
 - Poa trivialis 5% ;
 - Poa pratensis 4% ;
 - Légumineuses (10%) :
 - Lathyrus pratensis 2% ;
 - Medicago lupulina 2% ;
 - Trifolium pratense 2% ;
 - Trifolium campestre 2% ;
 - Trifolium medium 2% ;
 - Autres plantes (30%) :
 - Achillea millefolium 5% ;
 - Agrimonia eupatoria 5% ;
 - Centaurea scabiosa 5% ;
 - Crepis biennis 5% ;
 - Knautia arvensis 5% ;
 - Scabiosa columbaria 5%.

B.3.1.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.3.2. RESTAURATION D'UNE PRAIRIE MÉSOHYGROPHILE PAR ENSEMENCEMENT

B.3.2.1. Objectifs

L'actuelle culture ne revêt aucun enjeu écologique. Cette mesure a ainsi pour objectif de restaurer une surface prairiale humide sur la partie basse de la parcelle, la plus proche de la Somme.

¹ Le piquetage sera réalisé par la mise en place d'échelas carrés en bois / métal de hauteur maximale 1 m.

B.3.2.2. Prestations à réaliser

Il est prévu la création de 9 965 m² de prairie mésohygrophile sur le site par ensemencement.

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- piquetage pour délimiter l'ensemble des surfaces d'intervention² en présence de la MOE ;
- si nécessaire, fauchage avec export sur 100 % de la surface (voir modalités d'exécution explicitées au C.6.2.2 du présent CCTP) Postes BPU 219 et 229 ;
- préparation des sols pour l'ensemencement du mélange de type prairie mésohygrophile Poste BPU 230 ;
- ensemencement sur 100 % de la surface avec un mélange de type prairie mésohygrophile (9 965 m²) Poste BPU 231.

La palette végétale de la prairie mésohygrophile proposée est la suivante :

- Mélange de type prairie mésohygrophile (dosage 5 grammes /m²) :
 - 25% Vulpin des prés (*Alopecurus pratensis*) ;
 - 25% Agrostis stolonifère (*Agrostis stolonifera*) ;
 - 10% Brome en grappe (*Bromus racemosus*) ;
 - 5% Jonc des crapauds (*Juncus buffonus*) ;
 - 5% Potentille ansérine (*Potentilla anserina*) ;
 - 5% Pulicaire dysentérique (*Pulicaria dysenterica*) ;
 - 5% Renoncule rampante (*Ranunculus repens*) ;
 - 7% Lotier pédonculé (*Lotus pedunculatus*) ;
 - 5% Cardamine des prés (*Cardamine pratense*) ;
 - 3% Séneçon aquatique (*Senecio aquaticus*) ;
 - 3% Canche cespiteuse (*Deschampsia cespitosa*) ;
 - 2% Reine-des-prés (*Filipendula ulmaria*).

B.3.2.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Sans objet.

B.3.3. PLANTATION D'UNE HAIE

B.3.3.1. Objectifs

Une haie fragmentée existe actuellement le long de l'actuelle limite parcellaire. Cette mesure a pour objectif de renforcer et d'améliorer le linéaire de haie sur toute la longueur de la limite parcellaire.

B.3.3.2. Prestations à réaliser

Les prestations consistent en la plantation d'une haie de 4 rangs sur 265 ml. Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- piquetage des différentes surfaces d'intervention en présence du MOE ;
- marquage des 80 ml de haie existante à préserver en présence du MOE ;
- si nécessaire, fauchage sur 100 % des surfaces à planter (1 470 m²) - **Poste BPU 232** ;
- nivellement par griffage (décompactage) sur l'ensemble des surfaces à planter **Poste BPU 233** ;
- travail de préparation de sol pour la réalisation des trous de plantation **Postes BPU 234 à 246** ;

² Le piquetage sera réalisé par la mise en place d'échelas carrés en bois / métal de hauteur maximale 1 m.

- fourniture, préparation et mise en place des plantations (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP) sur 265 ml, haie sur 4 rangs avec distance inter rangs de 1,5 m, distance entre plants arbustifs de 1,5 m et distance entre plants d'arbres 8 m **Postes BPU 234 à 246** ;
- remblaiement des trous de plantations **Postes BPU 234 à 246** ;
- fourniture et mise en œuvre d'accessoire de plantation (voir chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent document) **Postes BPU 234 à 246** ;
- évacuation des résidus issus des fauches **Poste BPU 219** ;
- en option, paillage des plantations (si manque de BRF revalorisé sur site via les abattages) selon les modalités détaillées au chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP - **Poste BPU 247**.

Pour le module de plantations, voir plan n°6 figurant au dossier de plans annexé.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Type	Pourcentage dans la composition
Essences arborées			
<i>Prunus avium</i>	Merisier	JP REP 60 / 80 RN	4%
<i>Ulmus minor</i>	Orme champêtre	JP REP 60 / 80 RN	4%
<i>Malus sylvestris</i>	Pommier sauvage	JP REP 60 / 80 RN	4%
<i>Sorbus torminalis</i>	Alisier torminal	JP REP 60 / 80 RN	4%
<i>Carpinus betulus</i>	Charme commun	JP REP 60 / 80 RN	4%
<i>Acer campestre</i>	Érable champêtre	JP REP 60 / 80 RN	4%
Essences arbustives			
<i>Crataegus monogyna</i>	Aubépine monogyne	JP REP 60 / 80 RN	11%
<i>Rhamnus frangula</i>	Bourdaine	JP REP 60 / 80 RN	11%
<i>Euonymus europaeus</i>	Fusain d'Europe	JP REP 60 / 80 RN	10%
<i>Prunus spinosa</i>	Prunellier	JP REP 60 / 80 RN	11%
<i>Sambucus nigra</i>	Sureau noir	JP REP 60 / 80 RN	11%
<i>Corylus avellana</i>	Noisetier	JP REP 60 / 80 RN	11%
<i>Ligustrum vulgare</i>	Troène commun	JP REP 60 / 80 RN	11%

Tableau 1. Palette végétale de la haie à planter

B.3.3.3. Entretien et gestion écologiques à réaliser

Aucun entretien en dehors des prestations de finalisation comme définis au chapitre F.3.

C. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET DES ENTRETIENS

C.1. DOCUMENTS TECHNIQUES ET HYPOTHESE DE BASE

Sont considérés comme applicables au marché, tous les règlements officiels, normes et les Documents Techniques Unifiés (DTU) et notamment les textes rappelés ci-après, en vigueur le jour précédant la date de signature de l'acte d'engagement.

C.1.1. NORMES – RÈGLEMENTS, DTU

C.1.1.1. *Provenance des matériaux*

Font partie des prestations du Titulaire toutes les fournitures de matériaux destinés à être incorporés aux prestations.

Les matériaux destinés à la construction des ouvrages devront satisfaire aux conditions fixées par le CCTG travaux et complétées par le présent CCTP.

À défaut de stipulation du CCTG ou du CCTP concernant certains matériaux, le Titulaire devra préciser, avant la mise en œuvre, les conditions auxquelles devront répondre ces matériaux et les essais de contrôle auxquels ils devront être soumis. Tous les matériaux devront systématiquement et individuellement être soumis à l'avis du Maître d'œuvre dans le fichier DAF (Dossier Agrément Fourniture).

La provenance de tous les matériaux devra être soumise à l'agrément du Maître d'Œuvre au plus tard dans un délai de dix (10) jours ouvrables avant leur livraison.

Il est précisé que, dans le délai fixé ci-dessus, le Titulaire devra fournir les noms et adresses de tous ses fournisseurs, sites et carrières, aucun approvisionnement ne pourra se faire sans l'accord préalable écrit du Maître d'Œuvre.

Il est également précisé que le Titulaire ne pourra modifier les provenances sans l'accord écrit préalable écrite du Maître d'Œuvre.

C.1.1.2. *Qualité des matériaux*

Il est rappelé que la fourniture des matériaux, composants ou autres produits est à charge de l'entreprise. Le titulaire doit en conséquence imposer dans les conventions avec les fournisseurs ou producteurs, toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas d'anomalies constatées sur les matériaux, produits composants et équipements avant leur mise en place dans l'ouvrage au niveau du contrôle interne, ou dans le cadre du contrôle extérieur, il est fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

Lorsque le MOE présume qu'il existe un vice de construction dans un ouvrage, il peut, jusqu'à l'expiration du délai de garantie et après avoir recueilli l'accord du maître d'ouvrage, prescrire par ordre de service les mesures de nature à permettre de déceler ce vice. Ces mesures peuvent comprendre, le cas échéant, la démolition partielle ou totale de l'ouvrage.

Si un vice de construction est constaté, les dépenses correspondant au rétablissement de l'intégralité de l'ouvrage ou à sa mise en conformité avec les règles de l'art et les spécifications du marché, ainsi que les dépenses résultant des opérations éventuelles ayant permis de mettre le vice en évidence, sont à la charge du titulaire, sans préjudice de l'indemnité à laquelle le maître d'ouvrage peut alors prétendre.

Le Titulaire peut proposer d'autres produits ou services à condition d'une part, qu'ils soient conformes aux normes en vigueur dans d'autres États membres de l'espace économique européen et d'autre part, qu'ils soient acceptés par le MOE, ce dernier restant seul juge de l'équivalence.

C.1.1.3. Références aux règles et normes

Tous les matériaux, produits et éléments destinés à la réalisation des ouvrages, devront être soumis par le Titulaire à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre (fichier DAF en phase de préparation de chantier). Chaque nouvelle entrée de matériaux, produits ou divers éléments devra être validée de manière individuelle en phase chantier avant commande et utilisation.

Les normes relatives aux prestations, à la fourniture et à la mise en œuvre des matériaux seront, sauf spécifications contraires figurant au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et au Cahier des Clauses Administratives Particulières du présent marché, celles du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux publics (ou celles du Cahier des Prescriptions Communes pour les fascicules non modifiés) et plus spécialement celles précisées aux :

- fascicule n° 2 : terrassements généraux ;
- DTU 12 : terrassements ;
- fascicule n°34 : travaux forestiers de boisement ;
- fascicule n°35 : aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs plein air ;
- prescriptions techniques des concessionnaires : France Telecom, EDF/GDF, concessionnaire de l'assainissement ;
- autres normes en vigueur.

C.1.1.4. Éléments de référence CCTG : art. C3 et annexe A

Autres normes applicables au présent marché :

- NF P 94-051, mars 1993 détermination des limites d'Atterberg ;
- NF X 50-164 - Guide pour l'établissement d'un Plan d'Assurance Qualité ;
- toutes les normes énoncées dans les recueils de l'AFNOR publiés en 1999 sous le titre « qualité des sols » (volumes 1 et 2) ;
- toutes les normes énoncées dans les recueils de l'AFNOR publiés en 1999 sous le titre « Granulats » (volumes 1 et 2) ;
- toutes nouvelles normes françaises ou européenne relatives à la mise à jour des normes précédemment citées, ou dont le champ d'application est concerné par les prestations du marché.

Le Titulaire est réputé connaître ces normes, elles sont réputées exigibles et opposables aux tiers dans le cadre du présent marché.

Au sujet des DTU/CCTG et normes le cas échéant visés ci-avant, il est bien précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions et descriptions ci-après du présent document, et celles des DTU/CCTG et normes, l'ordre de préséance sera celui énoncé au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les matériaux dont l'origine n'est pas imposée devront être soumis par le Titulaire à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre se réserve, pour donner son agrément, un délai maximum de quinze (15) jours à partir de la remise par le Titulaire des échantillons, ou des renseignements sur les matériaux, ou des résultats des essais préalables.

Si l'indication d'une marque ou d'un type est mentionnée, suivie des termes « ou similaire », « ou de caractéristiques techniques équivalentes », etc., la définition ainsi exprimée précise soit l'absence de modèle correspondant chez d'autres fournisseurs, soit le choix du Maître d'Œuvre d'un modèle ou d'une fourniture déterminée, pour des raisons environnementales ou techniques.

C.1.2. AGRÉMENT DES MATÉRIAUX AVANT TRAVAUX

Les matériaux dont l'origine n'est pas imposée devront être soumis par le Titulaire à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre se réserve, pour donner son agrément, un délai maximum de quinze (15) jours à partir de la remise par le Titulaire des échantillons, ou des renseignements sur les matériaux, ou des résultats des essais préalables.

Si l'indication d'une marque ou d'un type est mentionnée, suivie des termes « ou similaire », « ou de caractéristiques techniques équivalentes », etc., la définition ainsi exprimée précise soit l'absence de modèle correspondant chez d'autres fournisseurs, soit le choix du Maître d'Œuvre d'un modèle ou d'une fourniture déterminée, pour des raisons environnementales ou techniques.

C.2. CONNAISSANCE DES LIEUX

C.2.1. VÉRIFICATION DES DOCUMENTS

Avant toute exécution, le Titulaire doit vérifier toutes les pièces graphiques qui lui sont soumises au marché.

Il signale en temps utile au Maître d'Œuvre les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire ainsi que les changements qu'il croit utile d'apporter.

Il provoque tous les renseignements complémentaires pour tout ce qui lui semble douteux, non conforme aux règles de l'art et aux prescriptions légales.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il devient responsable des erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résultent.

Ainsi, aucun travail supplémentaire, ni aucun travail refait provenant des erreurs ou omissions ne fera l'objet d'un supplément de prix.

Le Titulaire réunit dès le début du chantier tous renseignements sur les niveaux des différents ouvrages et signale au Maître d'Œuvre les anomalies qu'il peut constater.

C.2.2. PIQUETAGE ET CONSTATS AVANT DÉMARRAGE ET APRÈS TRAVAUX

Les futures emprises, y compris les emprises temporaires, les abords et les voies de desserte du site sur lequel les prestations ont vocation à être exécutées feront systématiquement l'objet d'un piquetage par le Titulaire avant le démarrage des prestations. Ce piquetage fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le MOE et notifié par ordre de service.

En cas de présence de réseaux dans les emprises concernées par les travaux, le piquetage de ces derniers sera réalisé par le MOE en présence du Titulaire et celui-ci fera l'objet d'un compte rendu spécifique de piquetage.

De plus, les emprises du chantier ainsi que ses abords et ses voies de desserte, font l'objet d'un constat des lieux contradictoires avant le démarrage des prestations. Ce constat est établi par un Commissaire de Justice et une copie dudit constat étant remise au MOE. Un constat des lieux contradictoire équivalent sera réalisé, par un Commissaire de Justice et à la charge du Titulaire, après la remise en état du site.

Le Titulaire peut, par ailleurs, faire réaliser, à ses seuls frais, tous autres constats et états des lieux qu'il jugera nécessaires afin de se prémunir de tous risques liés aux travaux, en informera le MOE et lui communiquera les constats qui en seront issus.

C.2.3. AVANCEMENT DES PRESTATIONS— COMPTE RENDU CONTRACTUEL AVEC OU SANS CONSTATS

L'avancement des prestations (phase, quantité, volume, évènement) seront consignés au sein d'un compte rendu. Il peut être accompagné si nécessaire de tous documents justificatifs (plans,

photographies avec un élément permettant de déterminer l'échelle de la vue ...). Celui-ci fera suite aux visites que le MOE réalisera sur le chantier pour contrôler l'avancement des opérations de travaux. Le Titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours pour faire ses remarques. Ces comptes rendus seront établis par le MOE et seront donc contractuels. Ils seront transmis au MOA, au Titulaire et au CSPS le cas échéant.

C.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : CONTRAINTES SPECIFIQUES

Les contraintes résultent :

- de l'arrêté préfectoral du 09/08/2024 portant autorisation au titre de l'article L181-1 du code de l'environnement de construire et exploiter le canal Seine-Nord Europe de Passel à Aubencheul-au-Bac (secteurs 2, 3 et 4), fourni au présent DCE, dont les prescriptions spécifiques pouvant concerner le présent marché, issues du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale de Passel à Aubencheul-au-Bac (« DAE II ») fourni en Pièce B.2 du présent DCE, sont précisées dans la Pièce A4.6.1 : Notice du développement durable (NDD) du présent DCE ;
- des interdictions réglementaires diverses prises à titre temporaire ou définitif par les collectivités publiques ou des tiers privés ;
- de la concomitance d'intervention d'ateliers différents sur des postes limitrophes ;
- du phasage complexe découlant des contraintes d'exploitation des voies maintenues en circulation (voies ferroviaires, voies routières, voies autoroutières, circulation piétonne...) ;
- des difficultés d'accès aux différents postes de travail, nécessitant l'emploi de moyens d'accès spécifiques ;
- des risques d'humidité et d'inondation pour certaines parcelles qu'elles soient en dehors, contigües ou qu'elles appartiennent aux emprises du projet.

C.3.1. ECOLOGUE(S) DE CHANTIER

Le Titulaire devra s'adjoindre les services d'un ou plusieurs écologues (Poste BPU 103) qualifiés pour le suivi de ces prestations. Il aura en charge le contrôle interne de la bonne exécution des mesures écologiques et en particulier de la préservation des milieux et espèces qui les fréquentent. Il devra notamment s'assurer :

- du repérage et du balisage des espèces protégées et/ou patrimoniales avant le démarrage des prestations et de leur maintien pendant toute la durée des prestations (voir chapitres **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et B.2.1 du présent CCTP) ;
- du marquage des arbres favorables au gîte des chiroptères avant le démarrage des prestations et de l'application de la méthode d'abattage adaptée validée préalablement avec le MOE (voir chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) ;
- de confirmer l'absence d'espèce exotique envahissante sur les emprises des travaux avant leur démarrage puis pendant toute leur durée. Le cas échéant, il sera responsable de la bonne mise en œuvre de mesures de gestion adaptées (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP) ;
- du suivi, des inventaires et du déplacement éventuel des amphibiens (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP) – Poste BPU 128.

C.3.2. ADAPTATION DE LA PÉRIODE DES TRAVAUX

Pour des raisons de préservation de la faune présente sur site, des mesures spécifiques sont applicables à toutes opération d'abattage et de débroussaillage.

Les prestations de débroussaillage et d'abattage seront réalisés entre début septembre et le 15 mars, en fonction des périodes sensibles pour les groupes faunistiques suivants :

- entre le 1er septembre et le 31 octobre pour les arbres favorables au gîte des chiroptères, c'est-à-dire avant la période d'hivernage, permettant ainsi de préserver les individus en léthargie ;
- entre le 1er septembre et le 31 janvier pour les zones accueillant de la nidification de Pics ;
- entre le 1er septembre et le 15 mars sur les autres secteurs, avant la période de reproduction des oiseaux, pour préserver les nids et jeunes.

Enfin au-delà des secteurs boisés, le décapage des sols des milieux ouverts pourra impacter les espèces qui les exploitent (oiseaux nichant au sol notamment). Les décapages seront réalisés entre le 1^{er} septembre et le 15 mars en interdisant les interventions en dehors de cette période.

Les sujets à potentialités d'accueil (arbres-gîtes pour les chiroptères notamment), qui auront fait l'objet d'un marquage préalable par le MOE, seront exclus des abattages. Avant chaque intervention, l'écologue de l'entreprise en charge des prestations vérifiera que les arbres qui sont prévus d'abattre par l'entreprise ne présentent pas d'enjeux écologiques et les abattages seront soumis à validation du MOE (voir B.1.1 et B.2.1 du présent CCTP).

Le Titulaire prendra en compte dans ses études et ses chiffrages ces contraintes pouvant interférer dans l'avancement des prestations prévues au présent lot.

C.3.3. RECONNAISSANCES DE SOL

Les résultats des investigations géotechniques et de qualités des sols sont présentés en annexe du présent CCTP.

Le Titulaire devra considérer que la terre de couverture en place n'est pas criblée.

Toute reconnaissance complémentaire que le Titulaire du marché jugera nécessaire devra être effectuée à sa charge avant le démarrage des prestations. Les résultats de la reconnaissance complémentaire devront faire l'objet d'un rapport d'interprétation. Des sondages géotechniques pourront notamment s'avérer nécessaires pour préciser la profondeur et les volumes de matériaux à terrasser sur l'entité « Marais du Vivier » (reprofilage des berges et arasement du bourrelet nitrophile) – **Poste BPU 117**.

Le Titulaire sera réputé avoir reconnu le terrain et avoir exactement apprécié la nature et les difficultés présentées par les différents types de substrat présents sur le site dans l'établissement de ses différents prix. Aucun supplément dû à une mauvaise appréciation des difficultés du chantier ne sera accordé.

C.3.4. MARQUAGE DES ARBRES A ABATTRE

Il s'agit :

- des arbres dangereux ou dépérissant aux abords des routes et chemins circulés devant être abattus afin de prévenir au risque de chutes ;
- des boisements devant faire l'objet d'un abattage (sélectif ou non).

Arbres dangereux ou dépérissant

Avant le démarrage des travaux, il sera systématiquement opéré par le Titulaire, en présence du MOE, à un premier type de marquage des arbres dangereux ou dépérissant aux abords des routes et chemins circulés, devant être abattus afin de prévenir au risque de chutes.

Les arbres concernés devront également avoir fait l'objet d'une reconnaissance préalable par le Titulaire afin de repérer les arbres pouvant présenter des cavités potentiellement favorables aux gîtes des chiroptères et des pics (voir détails de la procédure à suivre ci-après).

Les arbres concernés seront à valider avec le MOE afin de déterminer la méthode d'élagage ou d'abattage à privilégier selon le risque de gîte favorable (démontage ou coupe « classique »).

Boisements devant faire l'objet d'un abattage (sélectif ou non)

Pour les boisements devant faire l'objet d'un abattage (sélectif ou non), un second type de marquage préalable des arbres pouvant présenter des cavités potentiellement favorables aux gîtes des chiroptères et des pics a été réalisé préalablement aux travaux par le MOE. Les arbres à gîtes identifiés ont été géolocalisés et marqués à l'aide d'une bombe de peinture. Une symbolologie différente a été appliquée en fonction du type de gîte (gîte avéré, potentiel fort, potentiel moyen). Le rapport relatif à ces inventaires est annexé au présent CCTP.

Les arbres concernés devront également avoir fait l'objet d'une reconnaissance préalable par le Titulaire afin de repérer les arbres pouvant présenter des cavités potentiellement favorables aux gîtes des chiroptères et des pics (voir détails de la procédure à suivre ci-après).

Les arbres concernés seront à valider avec le MOE afin de déterminer la méthode d'élagage ou d'abattage à privilégier selon le risque de gîte favorable (démontage ou coupe « classique »).

C.3.5. DISPOSITIONS RELATIVES AU RISQUE DE POLLUTION

A défaut de possibilité de raccordement au réseau de collecte des eaux usées, les rejets des installations sanitaires de chantier seront soit traités en assainissement autonome, soit récupérés dans des bacs collecteurs étanches et évacués dans un centre de traitement adapté. Aucun rejet d'eaux usées ou d'eaux vannes ne s'effectuera directement ou indirectement dans le milieu naturel.

Les produits polluants seront stockés sur des bacs de rétention d'un volume au moins égal au volume stocké.

Les engins fixes (groupes électrogène, compresseur...) ne sont pas autorisés sur le site de travaux. Ces derniers devront être mobiles, positionnés sur des systèmes de rétention de fuites accidentelles et repliés sur les installations de chantier après chaque intervention.

Le remplissage de carburant des engins de chantier utilisés devra être réalisé sur une aire étanche en dehors des sites de compensation.

Le Titulaire devra prévoir en permanence sur site des équipements adaptés (types et quantités) destinés à lutter contre les pollutions accidentelles. Les engins seront équipés de protections sous les machines afin d'éviter des fuites d'hydrocarbures. En outre, des kits d'intervention antipollution devront être disponible dans tous les engins de chantier présents sur le site.

C.3.6. DISPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS ET DES MATERIAUX EXCEDENTAIRES

Les modalités de gestion des déchets verts sont précisées ci-après.

Les autres déchets découverts lors des prestations sont évacués vers des sites agréés prévus à cet effet, proposés par le Titulaire. Aucun déchet n'est enfoui dans le sol.

En fin de chantier, les entreprises de travaux devront procéder à un nettoyage de la zone de travaux et des installations de chantier. Cela comprend une évacuation complète des matériels, matériaux résiduels et déchets.

C.3.6.1. Matériaux excédentaires

Des sondages pédologiques ont été réalisés. Les résultats et les analyses de ces sondages sont présentés en annexe au présent CCTP (Pièce B3.4).

Conformément aux analyses réalisées, les matériaux excavés pour le terrassement (étrépage des roselières, reprofilage de berges et arasement de bourrelet nitrophile sur l'entité « Marais du vivier ») seront évacués en ISDI. Le site de dépôt sera proposé par le Titulaire. Le Titulaire sera chargé de remplir et compléter les registres RNTDS.

C.3.6.2. Déchets verts

Produits de débroussaillages et de fauches

Les produits issus des fauches et des débroussaillages seront exportés et valorisés par le Titulaire. Les résidus trop fins pour être exportés pourront être laissés sur site, sous réserve de l'accord du Maître d'Œuvre.

Rémanents

Il sera laissé la possibilité au Titulaire de valoriser les déchets rémanents (en broyats pour le paillage des plantations sur les entités) ou de les exporter pour être valorisés en dehors du site.

Les broyats de saules ne seront pas utilisés pour le paillage.

Les produits d'abattage issus de la restauration de ripisylves par abattages ciblés d'embâcle et recépage d'Aulnes sur l'entité « Les Eaux » seront réutilisés tel que défini ci-dessous :

- broyage des branches issues des abattages et utilisation en paillage sur les plantations de l'entité « Bois de la chapelle » et/ou export pour valorisation par l'entreprise en dehors du site.

Dans le cas d'une évacuation hors site, le Titulaire devra prendre en charge et entreprendre la collecte, l'évacuation et le transport en centre de traitement de déchets adapté.

Les quantités considérées seront évaluées au m³ à partir d'un véhicule étalon ou d'un conteneur dont le volume est connu et en fonction de la nature des déchets considérés.

Chaque chargement fera l'objet d'un bordereau de suivi de déchets qui sera remis au MOE en version papier et/ou numérique. Les bordereaux seront déposés de manière numérique sur le SharePoint du projet.

C.3.7. ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE – DÉCOUVERTES PYROTECHNIQUES

Les secteurs au droit desquels les mesures compensatoires vont être ont été réalisés ont été le théâtre de combats et bombardements au cours des deux guerres mondiales. De nombreux engins pyrotechniques non explosés sont probablement enfouis dans le sol, ce qui fait courir un risque aux entreprises intervenantes.

L'instruction « MAITRISE DU RISQUE PYROTECHNIQUE » (réf. : SETE-M001-T-B-QSSE-SECU-CSNE-INST-0016-00-C), annexée au présent CCTP a pour objectif de cadrer la maîtrise du risque pyrotechnique des chantiers de la SCSNE. Elle devra être respectée par le Titulaire qui devra prendre des mesures pour assurer la sécurité et la protection de ses employés.

Cette instruction organise les prérequis d'intervention sur le terrain, détermine les attitudes à adopter en cas de découverte d'un engin pyrotechnique et impose le formalisme de demande et de traçabilité des interventions. L'instruction prévoit également les modalités de suivi de ces découvertes, l'enlèvement et du déminage associé.

Concernant les prérequis d'intervention sur le terrain, une formation d'une demi-journée sera dispensée au centre de Déminage de Laon au Chef de chantier et conducteurs d'engins de terrassement au démarrage de l'opération pour les informer des conduites à tenir en cas de découverte pyrotechniques. L'organisation de cette formation devra faire l'objet d'une demande du titulaire au MOE durant la période de préparation.

Les coûts de formation du personnels (temps de présence et déplacement) seront inclus par le Titulaire dans le Poste 102 du BPU.

Toute découverte pyrotechnique doit faire l'objet d'une suspension immédiate des travaux dans le voisinage simultanément à une alerte du Maître d'Œuvre et du Maître d'ouvrage qui interviennent directement auprès de l'autorité administrative compétente.

Les niveaux de risques identifiés pour le site 6 sont les suivants :

Entité « Les Eaux » : risque faible :

Entité « Marais du Vivier » : risque fort (située entre deux lignes de tranchées et dans un bois) ;

Entité « Bois de la chapelle » : risque fort (située à proximité d'une ligne de tranchée et dans un bois et marais).

Les mesures de prévention à mettre a minima en place sont décrites au § C.2 de l'instruction.

Ainsi, le Titulaire devra prévoir (**poste 118 du BPU**) :

- pour l'entité les Eaux (zone à risque faible) :
 - du matériel de premier secours et de décontamination dans chaque engin concerné,
 - la sensibilisation au personnel le nécessitant,
 - a minima, un flacon de spray de DIPHOTERINE, un lave-œil DIPHOTERINE et une compresse pour les brûlures),
 - un passage pour le véhicule des démineurs afin de faciliter l'enlèvement des munitions découvertes, le cas échéant,
 - un affichage dans les bases vies de même type que celui présenté à l'annexe 1 de l'instruction, cette dernière devant par ailleurs être disponible à la demande ;
- en complément, pour les entités « Marais du Vivier » et « Bois de la Chapelle » (zones à risques forts) :
 - une douche de décontamination DIPHOTERINE à moins de 250 mètres du poste de travail,
 - de conduire des rappels d'information pyrotechnique par les responsables chantiers tous les mois aux équipes en place lors de rendez-vous sécurité particulier afin de ne pas banaliser le risque,
 - d'utiliser le diagnostic pyrotechnique fournis par la SCSNE dans le secteur identifié, permettent d'identifier les présences d'importantes masses métalliques.

Selon la nature de l'intervention dans les zones à risques important, les mesures minimales pourront être renforcées conformément aux recommandations du GID-LAON.

C.3.8. NOTE LIMINAIRE

L'opération se déroulant dans le périmètre de plusieurs communes, les travaux sont tenus de se conformer aux prescriptions des Services techniques concernés.

En particulier, il supporte toutes les conséquences pécuniaires dues à l'inobservation de ces prescriptions.

De plus, le Titulaire est réputé avoir :

- procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains ;
- apprécié l'exécution des prestations ainsi que l'organisation et le fonctionnement du chantier de terrassements généraux en fonction de la période d'exécution des prestations fixée par le planning ;
- pris connaissance de tous les réseaux existants sur le site et aux abords immédiats ;
- examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les campagnes de reconnaissance des sols, les plans, les dessins et le présent CCTP y compris ses annexes, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes et avoir pris tous renseignements utiles notamment en ce qui concerne la liste et la nature des divers autres travaux exécutés simultanément.

C.3.9. OBJETS ET VESTIGES TROUVÉS SUR CHANTIER

Le Titulaire n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature, trouvés sur le chantier en cours de travaux, notamment dans les fouilles ou les démolitions.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le Titulaire doit le signaler au Maître d'Œuvre et faire la déclaration réglementaire au Maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Sans préjuger des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le Titulaire ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du Maître de l'Ouvrage. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

C.3.10. RÉSEAUX EXISTANTS

Nous attirons l'attention du Titulaire sur la présence potentielle de réseaux existants dans ou autour de l'emprise des travaux, nécessaires au fonctionnement actuel et à la sécurité des activités de la zone concernée, réseaux qui seront conservés en fin de travaux, en particulier :

- les réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales ;
- les réseaux d'eau potable et de défense incendie ;
- les réseaux d'électricité, et d'éclairage extérieurs ;
- les réseaux d'électricité HT ;
- les réseaux de télécommunication ;
- les réseaux du gaz distribution ;
- les réseaux du gaz transport.

Ces réseaux sont protégés et maintenus en fonctionnement pendant toute la durée des travaux.

Des sondages pour la reconnaissance de tout réseau implanté dans l'emprise des travaux, en particulier sur les zones de terrassements profondes, sont nécessaires avant d'entreprendre l'exécution des travaux pour recenser et assurer leur protection éventuelle, évitant ainsi tout désordre ou toute coupure accidentelle. Ces sondages sont exécutés sur l'ensemble du parcours des réseaux.

Dans le cas où un réseau inconnu est mis en évidence, le Titulaire doit en informer immédiatement le Maître d'œuvre et le ou les concessionnaires concernés.

En outre, le Titulaire doit veiller à n'endommager aucun réseau rencontré lors des terrassements en déblais. Sa dépose éventuelle sera possible qu'après s'être assuré de sa déconnexion et de son abandon pour le projet. Pour les conduites avant compteur, le titulaire devra avoir l'autorisation du concessionnaire concerné.

C.3.11. DÉCLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX (DICT)

Avant le début des travaux, le Titulaire du marché établira les déclarations d'intention de commencement des travaux après réception des numéros de DT transmis par le Maître d'Ouvrage et :

- adressera au MOE copie des déclarations DICT et récépissés ainsi que les consignes et autorisations reçues ;
- le MOE procédera au piquetage des réseaux en présence du Titulaire ;
- le Titulaire mettra en place les protections de réseaux nécessaires, après validation des dispositions par les concessionnaires des réseaux concernés.

Les travaux ne peuvent démarrer sans avoir réalisé les déclarations d'intention de commencement des travaux.

C.3.12. INSTALLATIONS DE CHANTIER, STOCKAGES DES MATÉRIAUX, DU MATÉRIEL ET DES ENGINS DE CHANTIER

Les sites étant localisés en zone humide et en zone inondable, le Titulaire ne pourra pas s'y installer.

Aucun stockage de matériaux/matériel sur site n'est autorisé.

Les bases-vie seront situées en dehors des parcelles du site de compensation. Toute incidence négative sur le milieu naturel devra être portée à la connaissance du MOE et du MOA afin que ce dernier en informe le service chargé de la police de l'eau.

Il sera toutefois admis, en dehors des milieux sensibles (notamment hors zones humides, zones inondables et zones de présence d'espèces floristiques patrimoniales), pendant les périodes d'activité de chantier :

- des dépôts provisoires pour les matériaux qui font l'objet de mouvements de terres à l'intérieur de l'emprise des parcelles du site. Les autres matériaux doivent être évacués au plus vite après terrassement ;
- le stockage des engins de chantier en semaine sous réserve de la mise en place de dispositions spécifiques évitant tous risques de pollutions.

Le Titulaire aura à sa charge de trouver un terrain pour l'aménagement de ses installations de chantier en dehors des milieux naturels sensibles (et notamment hors zone humide et hors zone inondables), et prendra en charge les frais liés à la mise en place de son installation ainsi que les frais éventuels de raccordement aux réseaux. Il lui appartiendra d'obtenir en temps utile les conventions, autorisations ou dérogations nécessaires.

Dès le début de la période de préparation, les emplacements des installations de chantier seront soumis au MOE et devront être validés par le CSPS.

Il est demandé au Titulaire de fournir en période de préparation, un plan d'installation de chantier indiquant comment il compte organiser ses installations suivant les différentes phases du chantier (lieux de cantonnement, aires de stationnement, plateforme de stockage / d'entretien du matériel, accès...).

Sur ces installations de chantier, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures conservatoires nécessaires afin de limiter les impacts sur les milieux, notamment afin de limiter tout déversement de produit polluant et la dispersion de déchets dans le milieu naturel. Ces mesures sont décrites dans le PMDD et le SOGED du Titulaire élaboré en période de préparation et validé par le MOE.

Le cantonnement de chantier comprend tous les locaux nécessaires aux prestations du présent marché et à son personnel, en conformité avec la réglementation en vigueur (vestiaire, toilettes, réfectoire...).

C.3.13. ENGINS DE CHANTIER

Pour les opérations de débroussaillages et de coupes, il est strictement interdit de travailler au moyen d'une pelle hydraulique équipé d'un godet de terrassement ou d'un bulldozer.

Il est préconisé l'utilisation de tarières manuelles pour effectuer les trous de plantations afin d'impacter le moins possible la structure du sol, ou de réaliser les plantations à la fente.

Les moyens matériels mis à disposition par le Titulaire prennent en compte les contraintes des sites : sols meubles, zones humides et zones en eau. Les engins utilisés en zones humides devront exercer une pression au sol inférieure à 300-350 g/cm². Le poids et/ou les caractéristiques (ex. chenille, pneus basse pression, etc.) des engins sera adapté en conséquence.

Pour les prestations de terrassement et d'évacuation des terres en zone humide (étrépage, création de pente douce et arasement du bourrelet nitrophile sur le Marais du vivier), des engins de type mini-pelle (godet large à bords lisses sans dents pour les étrépages), dumper avec chenilles marais ou pelle marais devront être utilisés. Les engins seront adaptés à la portance des sols et aux dispositifs de franchissement mis en place. Le poids des engins sera ainsi strictement adapté aux dispositifs de

franchissement. L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les terrains sur lesquels les travaux devront être effectués sont particulièrement sensibles au tassement. La préservation du caractère humide des terrains passe par la limitation de ces phénomènes de tassement.

L'entretien des roselières (entités Marais du vivier et Les Eaux) sera réalisé manuellement et/ou à l'aide d'engins de type faucheuse à section ou à disque montée sur un porte-outil chenillé ou sur un microtracteur ou motoculteur équipés de pneus basse pression ou de chenilles.

Les opérations d'abattage (entités Marais du vivier et Les Eaux) seront réalisées manuellement et/ou, pour les petits sujets, à l'aide d'engins de type broyeur forestier monté sur une mini-pelle 5t maximum pour les sites accessibles via un dispositif de franchissement. Le débardage sera réalisé de manière à impacter les sols le moins possible, par exemple à l'aide d'une pelle équipée d'un grappin, traction mécanique via un engin léger ou traction animale.

Lors de la préparation de chantier, le Titulaire soumet pour validation du MOE, la liste exhaustive des matériels et engins utilisés lors des travaux.

Si les engins de chantier s'avèrent inadaptés, le MOE peut refuser leur utilisation sans que le Titulaire puisse réclamer une plus-value ou une indemnité. Si les engins de chantier venaient à impacter les milieux naturels, la remise en état serait effectuée aux frais du Titulaire.

C.3.14. ORGANISATIONS DES ACCÈS ET SORTIES DE CHANTIER

En phase de préparation, le Titulaire établit un plan de circulation de chantier dans le cas de fortes circulations de véhicules à l'intérieur ou à l'extérieur des emprises de chantier dans le cas de présence d'autres travaux qu'ils soient situés sur des emprises publiques ou privées.

Au préalable, le Titulaire doit impérativement prendre connaissance auprès des autorités locales compétentes des contraintes pouvant frapper les voies de desserte publiques ou privées susceptibles d'être empruntées (limitations de tonnage, restrictions de circulation...).

Le Titulaire se conforme aux directives administratives qu'il est tenu de solliciter. Il doit prendre contact avec les services des mairies concernées pour coordonner la circulation de ses engins sur les communes et pour respecter les contraintes qui lui seront imposées.

Le Titulaire doit tenir compte du phasage complexe découlant des contraintes d'exploitation des voies maintenues en circulation (voies ferroviaires, voies routières, voies autoroutières, circulation piétonne...), du caractère humide et des risques d'inondation pour tout ou partie des abords des emprises de travaux.

Enfin, le Titulaire doit prévoir toutes dispositions de nettoyage de ses véhicules ainsi que les accès et sorties de chantier au droit des voies d'accès principales.

Les trois entités composant le site de compensation sont distantes de 2 à 3 km environ les unes des autres.

Des possibilités d'accès au site ont été identifiées sur les plans (n°1, 3 et 5) inclus au marché :

- pour accéder à l'entité « Les Eaux » l'accès se fait via un chemin agricole qui arrive sur un portail en rive droite de la Somme. L'accès aux îlots qui constituent cette entité se fera par voie fluviale, via un ponton aménagé en rive droite situé à l'extérieur du site ;
- l'accès aux entités « Marais du Vivier » et « Bois de la Chapelle » emprunte des routes communales ainsi que des chemins d'exploitation agricoles donc porteurs pour les engins de chantiers. Les voies sont larges d'un moins 5 m comprenant des affaissements et des nids de poules ;
- l'accès à l'intérieur de l'entité « Marais du vivier » est possible au nord-est. Le sol est très meuble (portance très faible) dans le marais et susceptible de laisser des ornières. Il sera nécessaire d'utiliser des engins de chantier adaptés à la portance des sols.

Les itinéraires de cheminement des engins devront tenir compte des enjeux écologiques identifiés en période de préparation (stations d'espèces végétales patrimoniale et EEE) afin de les éviter.

Le Titulaire est en droit de proposer d'éventuelles solutions alternatives, au regard du matériel qu'il comptera mettre en œuvre et du dimensionnement nécessaire associé, lors de la période de préparation.

Le Titulaire du marché établit un plan de circulation de chantier à l'intérieur et à l'extérieur des emprises de chantier.

Au préalable, le Titulaire du marché prend connaissance auprès des autorités locales compétentes des contraintes pouvant frapper les voies de desserte publiques ou privées susceptibles d'être empruntées (limitations de tonnage, restrictions de circulation...).

Il se conforme aux directives administratives qu'il est tenu de solliciter. Il prend contact avec les services des mairies concernées pour coordonner la circulation de ses engins sur les communes et pour respecter les contraintes qui lui seront imposées.

Enfin, le Titulaire prévoit toutes dispositions de nettoyage de ses véhicules et des voies d'accès principales.

Les itinéraires de cheminement des engins doivent tenir compte des enjeux écologiques identifiés en période de préparation (stations d'espèces végétales patrimoniale et EEE) afin de les éviter.

Le Titulaire proposera pour validation au MOA et au MOE les dispositions pratiques de réalisation de l'accès (travaux sur le chemin, fauche du site, etc.) et de remise en état des lieux en fin de chantier. Après validation, le Maître d'ouvrage se chargera d'obtenir les autorisations éventuellement nécessaires.

Les risques des dégradations occasionnées sur les voies et espaces publics pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier seront pris en charge par le Titulaire.

C.3.15. FRANCHISSEMENT DE COURS D'EAU

L'entité « Les Eaux » est localisée dans le lit de la Somme. Une passerelle pérenne devra être aménagée pour traverser la Somme à l'est (voir chapitre B.2.2 du présent CCTP). L'accès aux îlots qui constituent cette entité se fera par voie fluviale, via un ponton aménagé en rive droite situé à l'extérieur du site.

L'entité « Marais du vivier » est délimitée au sud et à l'ouest par le cours d'eau de l'Omigon. Elle est par ailleurs traversée par des fossés permanent connectés au cours d'eau et au plan d'eau situé sur l'entité. Une passerelle devra être aménagée pour traverser le fossé bordant la limite nord du site de compensation (voir détails au chapitre B.1.2).

Ces passerelles devront être aménagées sans assise sur les berges et dans le lit des cours d'eau et fossé (strictement dimensionnée pour les engins en phase de travaux et de gestion, sans surdimensionnement).

Compte tenu de ces possibilités d'accès identifiées permettant d'éviter le franchissement, le Titulaire est dans l'interdiction de procéder à d'autres franchissements de cours d'eau pour la réalisation des prestations.

Lors des opérations d'abattage, le Titulaire veille à ce qu'aucun arbre ne se retrouve dans les cours d'eau et fossés et il en va de même pour les résidus.

Une vigilance est à prévoir pour éviter tout déversement dans les cours d'eau et fossés.

C.3.16. CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE GESTION DES EEE

C.3.16.1. *Espèces concernées*

Une espèce exotique envahissante a été observée sur le site : le Buddléia de David. Un unique pied a été identifié sur l'entité Marais du vivier au sein du secteur visé par les prestations d'« Entretien des ripisylves par abattage de peupliers ». Ce pied fera l'objet d'une coupe du système aérien accompagné d'un arrachage du système racinaire et d'un export en centre de traitement adapté lors des travaux réalisés sur le secteur.

De nouveaux inventaires devront être réalisés par le Titulaire du marché en amont de la réalisation des travaux. En cas de découverte d'EEE sur les emprises des travaux, celles-ci seront piquetées et le Titulaire devra mettre en œuvre des mesures de gestion spécifiques pendant toute la durée des travaux (**Poste BPU 108**).

Des dispositions de prévention et de surveillance seront également à mettre en place pendant et postérieurement à la réalisation des travaux.

C.3.16.2. Règlementation

Les préconisations réglementaires devront être strictement respectées, Le Titulaire, responsable des prestations, assurant la responsabilité juridique et pénale de ce respect.

Il est rappelé notamment que des mesures spécifiques à la gestion des EEE sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation environnementale des secteurs 2, 3 et 4 (DAE II) et sont applicables au Titulaire conformément à l'arrêté préfectoral du 09/08/224 portant autorisation au titre de l'article L181-1 du code de l'environnement de construire et exploiter le canal Seine-Nord Europe secteurs 2, 3 et 4, joint en Annexe du CCAP. Les prescriptions de cet arrêté concernant les prestations objet du présent marché sont reprises dans la Notice du développement durable (NDD) jointe et s'appliquent à l'ensemble des prestations et devront être respectées par le Titulaire.

C.3.16.3. Procédure en cas de découverte d'une nouvelle espèce

Afin de prévenir l'implantation d'espèces exotiques envahissantes, l'entreprise se chargera de faire venir des engins et du matériel propres sur la zone de chantier. Pour cela, un contrôle des équipements, des engins et du matériel amenés à entrer et sortir des zones infestées (camions, véhicules légers, godet...), sera réalisé avant chaque entrée dans le chantier.

Les zones contaminées par les EEE seront exclusivement balisées et évitées dans le cadre des travaux. Sur l'entité « Marais du Vivier », un unique pied de Buddléia est localisé, ce qui permettra une gestion rapide et manuelle. En cas de menace d'invasion constatée à la suite de la réalisation des travaux, il sera nécessaire d'appliquer des mesures de gestion rapides afin de prévenir et/ou de limiter son expansion. Il sera procédé à :

- l'identification et à la signalisation des secteurs contaminés ;
- une intervention le plus précocement possible avant la période de floraison des espèces ciblées afin d'éviter la dissémination du pollen ;
- la mise en œuvre de mesures préventives plutôt que curatives, à définir au cas par cas.

Le cas échéant, le Titulaire devra mettre en place un plan d'action de gestion des EEE qui devra être validé au préalable par l'écologue de la MOE. De plus, les sujets qui auront été identifiés seront éliminés et traités de manière spécifiques conformément aux procédures de gestion des EEE en vigueur, notamment :

- le guide de la FNTF « Guide identification et de gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes » ;
- le guide de l'UPGE « Préconisations pour une meilleure prise en compte du risque de dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) terrestres dans les projets de travaux » ;
- le centre de ressources des espèces d'exotiques envahissantes (<http://especes-exotiques-envahissantes.fr>) ;
- les règles professionnelles UNEP « Gestion de populations de plantes exotiques envahissantes et d'adventices » ;
- les espèces exotiques envahissantes sur les sites d'entreprises – Livret 1 : Connaissances et recommandations générale – Guide de l'UICN ;
- guide des plantes exotiques envahissantes des Hauts-de-France (CBNBI) ;

- centre de ressources Hauts-de-France – Espèces exotiques envahissantes.
- le guide de la FNTF « Guide identification et de gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes » ;
- le guide de l'UPGE « Préconisations pour une meilleure prise en compte du risque de dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) terrestres dans les projets de travaux » ;
- le centre de ressources des espèces d'exotiques envahissantes (<http://especes-exotiques-envahissantes.fr>) ;
- les règles professionnelles UNEP « Gestion de populations de plantes exotiques envahissantes et d'adventices » ;
- les espèces exotiques envahissantes sur les sites d'entreprises – Livret 1 : Connaissances et recommandations générale – Guide de l'UICN ;
- guide des plantes exotiques envahissantes des Hauts-de-France (CBNBI) ;
- centre de ressources Hauts-de-France – Espèces exotiques envahissantes.

C.3.17. GARDIENNAGE

Le gardiennage et la surveillance du chantier, de l'avancement des prestations, des ouvrages réalisés, de ses emprises et de tout bien s'y trouvant (dont les installations de chantier) sont à la charge du Titulaire et ce jusqu'à réception des travaux.

En particulier, le Titulaire sera responsable du gardiennage des fournitures.

C.3.18. MESURES DE RÉDUCTION EN FAVEUR DES AMPHIBIENS

Afin de préserver les populations locales d'amphibiens, plusieurs mesures seront mises en œuvre :

- retrait des habitats favorables sur les emprises travaux (andains, souches, etc.) et déplacement en dehors des emprises travaux ;
- passages d'un écologue en amont des prestations sur l'ensemble des emprises, pour capturer et déplacer en dehors desdites emprises les éventuels individus présents. Deux passages nocturnes seront réalisés la soirée/nuit précédant le démarrage du chantier.

Les zones non impactées par les prestations seront piquetées en phase préparatoires afin d'éviter toute entrée accidentelle des engins dans ces secteurs.

Il n'est pas prévu la pose de barrière afin de ne pas impacter des milieux avec des passages d'engins et de personnel.

Préalablement à tout comblement de fossé, un passage par un écologue sera réalisé afin de vérifier la présence d'amphibiens et, le cas échéant, déplacer les individus en dehors des emprises. Les prestations seront par ailleurs réalisées en dehors de la période de reproduction des espèces.

Une procédure spécifique sera transmise pour validation aux services de l'État avant le démarrage des prestations, dans laquelle il sera notamment décrit la zone de déplacement et le nombre de passages préalables, par un écologue.

C.4. TRAVAUX PRELIMINAIRES

C.4.1. RÉALISATION D'UN BORNAGE PAR UN GÉOMÈTRE

Le bornage des emprises a pour but de repérer définitivement les limites des parcelles difficilement discernables de manière à en assurer leur conservation et leur pérennité.

Les travaux préliminaires comprennent le bornage en limite de parcelles extérieures au site de travaux par un géomètre du Titulaire ou mandaté par le Titulaire pour les limites qui ne sont pas clairement

matérialisées. Dans certains cas, ce bornage devra être réalisé par un géomètre expert. Les limites à bornées seront définies avec le MOE et le MOA en période de préparation.

Le géomètre réalisera le bornage des emprises à partir des coordonnées x,y Lambert définies lors de l'établissement des plans parcellaires et à partir des sommets de polygonale de lever ou d'implantation. Le rétablissement des limites séparatives préalablement bornées est également inclus.

Le niveau de précision planimétrique correspondra à la précision d'implantation.

Le Titulaire remettra au maître d'ouvrage le plan de bornage des emprises dressé à partir du plan parcellaire ou du plan topographique suivant le souhait du maître d'œuvre.

Il comportera :

- les limites d'emprises ;
- l'indication des bornes ;
- le numéro des bornes ;
- le listing des coordonnées x,y Lambert des bornes ;
- les numéros et coordonnées des sommets de la polygonale ;
- les cotes planimétriques de repérages des bornes de l'emprise.

Les méthodes de lever et le matériel utilisé, sont laissés à l'initiative du géomètre expert dans la mesure où ceux-ci concourent à assurer la précision requise des travaux demandés.

Néanmoins, il est précisé que les fichiers informatiques doivent être compatibles avec une exploitation SIG et sur le logiciel AUTOCAD et respecter les spécifications du Maître d'œuvre pour une intégration – ces éléments pouvant avoir une incidence directe sur les choix des méthodes de lever.

Le Titulaire du présent lot devra lors de ses travaux le maintien de ces bornes mise en place.

Prix BPU 109 et 119.

C.4.2. NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES DÉCHETS NON INERTES NON DANGEREUX (DIB)

Le nettoyage des surfaces à terrasser est dû par le Titulaire. Il s'agit d'évacuer en décharge toute matière organique, minérale ou synthétique indésirable à la bonne réalisation des terrassements. L'évacuation immédiate des produits sera faite en dépôt définitif, le choix de la décharge étant proposé par le Titulaire en période de préparation.

Celui-ci devra transmettre au Maître d'Œuvre les bons de décharge associés dans la semaine qui suit.

Les différents types de déchets collectés lors du nettoyage préalable du site (déchets inertes, déchets dangereux et non dangereux) seront identifiés par le Titulaire, triés par filière puis évacués conformément aux dispositions présentées dans le Schéma d'Organisation de Suivi et d'Évacuation des Déchets (SOSED) établi par lui en période de préparation et visé par le MOE.

Le Titulaire doit la collecte, le tri et l'évacuation des déchets identifiés dans l'emprise des prestations. L'identification des déchets à évacuer fera l'objet d'une réunion contradictoire lors de la réunion de chantier, en présence du Maître d'Œuvre et du Titulaire.

Avant évacuation des déchets, le Titulaire du marché devra fournir les justificatifs de l'acceptation de ceux-ci par les centres de tri ou de valorisation / élimination choisis.

Le Titulaire doit l'ensemble des prestations et sujétions d'évacuation dans les décharges agréées pour les matériels évacués.

Localisation : toutes zones - Poste BPU 116 et 123

Le transport des déchets est à exécuter suivant les règles du Code de la route et de la réglementation en vigueur.

Le Titulaire possède l'ensemble des autorisations à jour pour le transport routier des déchets sur la durée du marché et s'est notamment acquitté de son obligation de déclaration préfectorale préalable pour son activité de transport par route des déchets, conformément au décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences financières des sanctions qui seraient infligées par les autorités compétentes en cas de non-respect de la réglementation en vigueur.

Aucun déchet d'autre origine, de producteur ou de nature différents ne doit être mélangé lors du transport des déchets.

Les moyens d'évacuations sont conformes à la réglementation relative au transport des déchets.

Le traitement des déchets, objet du présent CCTP, doit être réalisé dans une installation autorisée à cet effet par arrêté préfectoral pendant toute la durée du marché et exploitée conformément à la législation sur les installations classées, au règlement sanitaire départemental, au Code du Travail, au Code de l'Environnement et à toute autre réglementation qui s'applique.

Les différents types de déchets collectés lors du nettoyage préalable du site (déchets inertes, déchets dangereux et non dangereux) seront identifiés par le Titulaire, triés par filière puis évacués conformément aux dispositions présentées dans le Schéma d'Organisation de Suivi et d'Évacuation des Déchets (SOSED) établi par le Titulaire en période de préparation et visé par le MOE.

Avant évacuation des déchets, le Titulaire du marché devra fournir les justificatifs de l'acceptation de ceux-ci par les centres de tri ou de valorisation / élimination choisis.

Chaque chargement fera l'objet d'un bordereau de suivi de déchets qui sera remis au Maître d'Œuvre en version papier.

Le Titulaire devra fournir une liste des centres de traitement agréés qu'il souhaite viser pour ce marché lors de la remise des documents préalable à l'exécution des prestations au MOE.

C.4.3. BALISAGE DE MASSIFS DE PLANTES PROTEGEES ET/OU PATRIMONIALES, ET ARBRES-GITES

Le Titulaire devra, préalablement au démarrage des travaux, les prestations détaillées au chapitre 0. du présent CCTP.

Afin de garantir la bonne application de ces préconisations, il est demandé au Titulaire de s'adjoindre les services d'un expert écologue pour la réalisation des travaux (voir chapitre C.3.1 du présent CCTP).

C.5. TRAVAUX PREPARATOIRES

C.5.1. CONTRAINTES DE TRAVAUX

Avant le commencement des prestations, le Titulaire aura l'obligation de demander toutes les autorisations nécessaires au bon déroulement du chantier (ex : arrêté de circulation, etc.).

Le Titulaire doit prendre tous les contacts nécessaires et indispensables avec les Administrations, les Services Publics (circulation, autorisations, modalités d'exécution...) pour mener à bien le chantier et éviter tous les problèmes administratifs. Les prestations doivent être exécutées en conformité avec les règlements particuliers fournis par chaque organisme.

Sauf impossibilité, les voies de circulation doivent être maintenues en état de viabilité. D'une façon générale, la signalisation sur le chantier doit être faite en conformité avec les règlements en vigueur. En particulier, les matériels utilisés sur le chantier doivent être insonorisés (décret 69.380 du 18.04.69).

En cours de prestations, le Titulaire doit le nettoyage permanent des voies publiques et des voies hors emprise du chantier desservant le chantier et polluées par ses engins et véhicules. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour ne pas détériorer les voies extérieures au chantier. Avant la sortie sur la voie extérieure au chantier, les roues de ses camions et de ses engins doivent être systématiquement lavées.

Si nécessaire, le Titulaire doit également mettre en œuvre des moyens spécifiques pour le nettoyage des engins afin d'éviter la dispersion d'espèces exotiques envahissantes à l'intérieur et à l'extérieur du site (voir détails au chapitre 0 du présent CCTP).

Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou matériaux divers ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier. Le Maître d'Œuvre peut faire procéder d'office et à la charge du Titulaire au nettoyage et réfection indispensables à la sécurité des tiers.

La responsabilité du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre ne pourra être engagée pour tout incident survenant sur les voies dû à un manque de signalisation ou défaut de nettoyage.

Le Titulaire a la charge des réparations de dégâts causés par lui aux ouvrages de voirie, de réseaux divers et d'aménagement général exécutés, ainsi que les nettoyages permanents des voies empruntées et salies par la circulation de ses véhicules. Pour autant que l'auteur des dégâts n'a pu être identifié, cette charge est répartie entre tous les Entrepreneurs au prorata de leur marché par rapport à l'ensemble de ceux en cours d'exécution au cours de la période où les dégâts ont été causés.

Le Titulaire est tenu d'assurer les sécurités et hygiènes de son personnel ainsi que la sécurité publique. Il prendra les dispositions nécessaires pour protéger le chantier contre tout risque d'incendie.

Le Titulaire devra donc les sécurités particulières à ses travaux, conformes aux règlements en vigueur.

Le Titulaire fait agréer par le Maître d'Œuvre, les dispositions détaillées de l'organisation de son chantier, notamment :

- la provenance des matériaux ;
- l'encadrement et la liste du matériel envisagé ;
- les lieux de rangement des engins et camions de chantier en dehors des heures de travail.

De même, le Titulaire fait agréer toutes les mesures de sécurité, générales et particulières sur le site et hors site, par le coordonnateur sécurité.

C.5.2. PISTES DE CHANTIER PROVISOIRES

C.5.2.1. *Rappels des besoins pré-identifiés*

Les possibilités d'accès aux trois entités composant le site ont été présentées au chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP et les modalités de mises en œuvre de pistes de chantier provisoires sont décrites au chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP. Pour mémoire, les pistes de chantier à créer dans le cadre des travaux du lot 1 sont les suivantes :

- **Entité « Marais du Vivier »** : piste d'accès de 5 mètres de largeur sur la bordure nord du site, à l'extérieur de celui-ci (cf. chapitre B.1.2 du présent CCTP). Cette opération nécessitera une AOT préalable.

L'accès à l'intérieur du site se fera ensuite par la mise en place d'une passerelle pérenne pour traverser le fossé bordant la limite nord du site de compensation débouchant sur une aire de retournement à créer au sein de l'extrémité nord-est du site. A l'intérieur du site, l'accès aux zones de travaux se fera par la mise en place de plaques de protection du sol (cf. chapitre B.1.4 du présent CCTP).

- **Entité « Les Eaux »** : l'accès à l'intérieur du site sera effectué par conservation d'un unique chemin d'accès central qui relie le portail d'entrée du site et une passerelle pérenne à mettre en œuvre pour traverser la Somme à l'est. Les circulations à l'intérieur du site se feront par voie terrestre et fluviale grâce à l'utilisation d'un sentier et d'un embarcadère existants qui seront conservés.
- **Entité « Bois de la Chapelle »** : le besoin de mise en œuvre de piste(s) de chantier sera à analyser par les candidats dans leurs offres.

C.5.2.2. Modalités de mise en œuvre

Le Titulaire a la charge de la mise en œuvre et le retrait des pistes de chantier nécessaires à la réalisation des travaux spécifique à ses prestations (aucune piste de chantier ne sera conservée). Les pistes devront être conçue pour éviter l'impact sur les zones humides et notamment le tassement des sols ainsi que sur l'écoulement naturel de l'eau.

Le Titulaire convient, à sa charge, avec le Maître d'ouvrage, les exploitants concernés et le Maître d'Œuvre, des dispositions pratiques de réalisation de l'accès (travaux sur le chemin, fauche du site, etc.) et de remise en état des lieux en fin de chantier. Le Titulaire aura à sa charge la remise en état de l'emprise une fois les travaux terminés, y compris un ensemencement en fin d'intervention si nécessaire.

Les sites étant en zone inondable, l'attention du Titulaire est portée sur le fait que les pistes de chantier éventuellement créées devront rester au niveau du terrain naturel (pas de remblai pouvant faire obstacle à l'écoulement des crues) ou être démontées en cas d'alerte crue.

Le Titulaire produit une liste descriptive des matériels adaptés au travaux pour ce type de milieu (pneus basses pression...).

Le Titulaire proposera les éventuelles pistes de chantier provisoires à aménager.

Les accès chantier, si nécessaire, comprennent :

- les terrassements en déblais, comprenant la mise en dépôt provisoire des matériaux terreux décapés et réutilisables pour la remise en état ;
- l'évacuation éventuel à la décharge des déblais non réutilisés en remblais ;
- les déblais comprendront un reprofilage ;
- le remblaiement éventuel à partir des déblais précédemment triés, y compris compactage par couches successives ;
- l'utilisation éventuelle de remblais d'apport sains ;
- le compactage énergétique du fond de fouille afin de déceler d'éventuelles poches de sols mous ou de remblais évolutifs pouvant subsister au niveau d'assise purges éventuelles ;
- la mise en œuvre d'un feutre géotextile non tissé remontant sur les parois latérales du sol encaissant afin d'éviter la contamination du matériau d'apport par les remblais sous-jacents ;
- la mise en œuvre d'une couche de matériaux caillouteux 40/200 de 50 cm au minimum (matériaux caillouteux, dur et peu friable, classe GTR R2,R4,R6) soigneusement compactées ;
- l'entretien des voies d'accès en cours de chantier (purges, requalification, ...).

La surépaisseur de la voie de chantier par rapport au décaissement réalisé permettra de protéger les pistes en cas de pluie passagère.

Le Titulaire communique au MOE son planning de travaux pour chaque site au moins quinze (15) jours avant le démarrage des travaux afin de permettre l'information des personnes susceptibles d'être concernée par les accès aux sites des mesures compensatoires.

Les déplacements sur le site se feront dans le respect d'un plan de cheminement transmis par le Titulaire en période de préparation au moins sept (7) jours avant le démarrage des travaux pour validation par le MOE. Il devra être mis à jour en prévision de modifications notables apportées à l'organisation des travaux.

Ce plan de cheminement s'attache à éviter les zones les plus sensibles, qui doivent être balisées, et à limiter les nuisances pour les riverains.

Les engins de chantier n'emprunteront que les cheminements définis sur le plan. Ceux-ci seront matérialisés afin de limiter le tassement par les manœuvres des engins.

Les risques des dégradations occasionnées sur les voies et espaces publics pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier seront pris en charge par le Titulaire.

C.5.3. CLÔTURES PROVISOIRES DE CHANTIER

Les clôtures et protections principales du chantier sont fournies et posées par le Titulaire.

La décision d'implanter des clôtures provisoires sera prise sur place en période de préparation entre le Titulaire et le MOE, le cas échéant en concertation avec les exploitants agricoles pouvant être concernés aux abords de certaines parcelles.

Compte tenu des contraintes et des prestations, le Titulaire peut être amené à déplacer ces clôtures par dépose et repose des poteaux, des panneaux et des portails. Cette prestation est incluse dans ses prestations.

L'ensemble des clôtures est constamment entretenu en bon état, tant du point de vue de leur structure que de leur propreté. Elles sont nettoyées aussi souvent que nécessaire, si l'apposition de graffitis ou d'affiches n'en n'assurait plus la parfaite lisibilité. En fin de travaux, la clôture de chantier est déposée et les éléments de démolition évacués aux décharges idoines.

Le Titulaire fournit et met en œuvre une clôture provisoire sur le périmètre des entités constituant le site, si celle-ci est jugée nécessaire par le Maître d'Œuvre, en concertation avec les exploitants agricoles pouvant être concernés aux abords de certaines parcelles.

C.5.4. SIGNALISATION DE CHANTIER / SÉCURITÉ DES PERSONNELS

La signalisation générale de chantier et de police sera visible de jour comme de nuit, compréhensible pour l'ensemble des usagers et crédible (c'est à dire adaptée au contexte du chantier et de la circulation).

Cette signalisation spécifique de chantier sera à la charge du Titulaire. Les panneaux seront de type et de taille normalisés.

Chaque fois que des panneaux porteurs de symboles normalisés existent, on les emploiera de préférence aux panneaux porteurs de texte. Les panneaux ne devront pas être multipliés excessivement mais être choisis et disposés judicieusement, afin d'avertir les usagers de façon claire et précise tout en tentant de gêner au minimum la circulation.

Le Titulaire est tenu de s'assurer, au préalable que la signalisation temporaire et la signalisation permanente ne se contredisent pas. La signalisation devra suivre l'évolution du chantier.

C.5.5. SUJÉTIONS AUX EAUX DE SURFACES ET DE NAPPE

Le Titulaire prendra toutes dispositions pour débarrasser son chantier des eaux de toute nature, pour maintenir les écoulements et prendre toutes les mesures utiles pour que ceux-ci ne soient pas préjudiciables pour les fonds et ouvrages appartenant à des tiers.

Lors de ses interventions, le Titulaire ne doit, en aucun cas, modifier les écoulements des eaux superficielles situées en dehors des emprises.

C.5.6. DÉROULEMENT DU CHANTIER

Le Titulaire doit prendre sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, sont protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié.

Le Titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables, l'écoulement des eaux pluviales et usées.

Lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux habités ou fréquentés, le Titulaire prend à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, autant que faire se peut, les gênes imposées aux usagers de ces lieux, notamment celles qui pourraient être causées par des difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées, les poussières, etc. L'accès aux logements devra être en permanence conservé.

À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mis en demeure par la personne responsable du marché, ces prescriptions seront réalisées sans délai, aux frais du Titulaire.

Le Titulaire met en place toutes les actions d'information et de préventions nécessaires aux abords des sites afin d'assurer la sécurité du public en dehors des périodes d'activités : (jours fériés, de week-end et pendant les arrêts de chantier).

C.5.7. ÉTUDES D'EXÉCUTION / DOCUMENTS À REMETTRE

C.5.7.1. Généralités

Le Titulaire doit l'ensemble des études, des calculs et des plans nécessaires à l'exécution des prestations (voie de chantier, surfaces/volumes des zones à terrasser, à planter/ensemencer balisage des stations d'espèces protégées et/ou remarquables, évacuation des terres surnuméraires...) en respectant les dispositions du projet et les objectifs fixés par les pièces écrites et plans du présent marché. Aucun plan n'est dû par la Maîtrise d'Œuvre après la mise au point du marché.

Le Titulaire doit également tenir compte de la coordination de ses prestations avec d'éventuels autres travaux à proximité.

Les plans et les notes de calculs sont soumis au Maître d'Œuvre suivant la procédure décrite dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le Titulaire doit se conformer, sans augmentation de prix, aux rectifications que le Maître d'Œuvre juge utile d'apporter aux plans, tant sur le plan technique qu'esthétique dans les limites des documents contractuels.

Les études d'exécution comprennent :

- une note définissant les bases des études d'exécution ;
- les documents d'exécution des ouvrages définitifs.

Le Titulaire a la faculté de proposer, en les motivant, des modifications aux dessins de principe prévus dans le projet, à la condition que ces modifications ne soient pas de nature à nuire à la stabilité des ouvrages.

Le Maître d'Œuvre reste libre d'accepter ou de rejeter, sans avoir à motiver son refus, tout ou partie des modifications ainsi proposées par le Titulaire.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents qui ont été examinés et approuvés par le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage demeurant juges en chaque cas d'espèce, ont toute autorité et pouvoir de décision pour rejeter une proposition de matériel ou de matériau qu'ils estiment ne pas répondre aux définitions caractéristiques minimales exigées. Le Titulaire ne peut s'élever contre leur arbitrage et en particulier faire état de critère d'ordre financier. Le Titulaire est tenu de se conformer au choix arrêté, et de fournir dans le cadre de son marché les matériels ou matériaux retenus.

C.5.7.2. Pendant la période de préparation

Le Titulaire, procède, au cours de cette période aux opérations suivantes :

- établissement et présentation au visa du MOE d'un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier, du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément à l'Article 28 du C.C.A.G. ;

Il doit en tous points respecter les clauses d'exécution du C.C.T.P. et en particulier le mode d'exécution. Pour cela, il est détaillé par journée, en comprenant toutes les phases de travaux, et se traduit sous forme graphique constamment tenu à jour par le Titulaire.

- établissement et présentation au visa du MOE du planning détaillé des prestations ;

- établissement et présentation au visa du MOE du programme général d'exécution des prestations, accompagné de plans d'organisation des travaux pour chaque journée (schémas, plans) avec définition des moyens matériels et humains mobilisés, la localisation des différents ateliers, la durée des différentes tâches élémentaires avec les moyens affectés à ces tâches ;
- mise au point et présentation au visa du MOE, des documents de planification environnementale suivants (voir détails à l'article C.5.7.3 du présent CCTP) :
 - PMDD (Plan de Management du Développement Durable) et les procédures Environnement particulières éventuellement associées,
 - Plan d'Organisation et d'Intervention (POI) développant les moyens pour maîtriser les risques et nuisances et alerter toutes les urgences en cas de pollution accidentelle,
 - Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Enlèvement des Déchets (SOSED) ;
 - Procédures Particulières Environnement (PPE), en cas d'opération présentant des risques environnementaux particuliers ;
- mise au point et présentation au visa du MOE du Plan de Management de la Qualité Sécurité Santé Environnement (PMQSSE, voir paragraphes suivants du présent CCTP), considérant que le MOE et le contrôle extérieur sont autorisés à formuler toutes remarques à prendre en compte avant visas ;

Au sein du Titulaire (dans le cas d'un marché conclu avec un groupement d'entreprises), le Mandataire a une mission globale de coordination des systèmes de qualité des contractants et approuve le PMQSSE avant de le soumettre au visa du MOE. Le PMQSSE du Mandataire comprendra un chapitre relatif à cette coordination.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de sous-traitance. Dans le cas de propositions de sous-traitants, après la signature du marché, le Titulaire accompagne sa demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement, soit :

- du SOPMQSSE du sous-traitant,
- d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre le PMQSSE déjà établi par le Titulaire ;
- mise en place des installations de chantier ;
- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre des documents d'exécution (plans d'exécution, documents de méthode, demandes d'agrément).

Les échanges documentaires devront passer par le système de gestion documentaire (GED) du projet CSNE. Les procédures SCSNE devront être respectées pour la réalisation des prestations. Les modalités de validation des documents établis par le Titulaire, par le MOE seront réalisées conformément aux procédures existantes.

Objectifs de la démarche qualité

Le présent marché est soumis aux principes de la norme ISO 9001 dans sa dernière version en vigueur. Le Maître d'ouvrage a décidé d'appliquer à ce marché les recommandations de la commission centrale des marchés relatives à la gestion et l'assurance de la qualité lors de la passation et de l'exécution des marchés.

Le Titulaire décline les exigences définies dans la documentation QSSE du MOA et dans le présent contrat au sein de son organisation QSSE interne et la décrit au sein de sa documentation QSSE.

Cette documentation doit être revue régulièrement lors de tout changement dans l'organisation du projet ou du Titulaire.

Le Titulaire peut utiliser, dans la mesure où elles sont applicables, les règles et procédures qu'il a développées en interne. Elles doivent être conformes et compatibles avec les exigences du MOA.

Objectifs du PMQSSE

Le PMQSSE est l'outil d'amélioration de l'organisation des prestations, d'une part en formalisant celle-ci, d'autre part en anticipant autant que possible les problèmes quotidiens, notamment pendant la phase de préparation.

Le PMQSSE est un document essentiellement pratique, à l'usage du Titulaire, et du Maître d'œuvre. Il doit donc être simple, concis, sans formalisme excessif, facilement accessible pour tous et renvoyant au besoin aux pièces contractuelles, aux normes, etc.

La rédaction du document est de plus l'occasion pour le Titulaire de sensibiliser et d'impliquer les acteurs du chantier par une concertation étroite au moment de l'élaboration du document.

Élaboration et mises à jour du PMQSSE

Le Plan de Management de la Qualité Sécurité Santé Environnement (PMQSSE) est établi en phase de préparation de chantier par le Titulaire pour chaque phase de travaux à réaliser, sous la responsabilité du conducteur de travaux ou du chef de chantier qui doit activement participer à sa rédaction, et en concertation avec le MOE.

Il est approuvé par un membre ayant autorité chez le Titulaire et soumis au visa du Maître d'œuvre.

Le PMQSSE revêt un caractère évolutif tout au long de l'opération, c'est pourquoi les compléments et additifs élaborés en cours de chantier seront également soumis au visa du Maître d'œuvre.

Les documents constituant et appliquant le PMQSSE sont établis en quatre phases :

- **Première phase** : le Titulaire remet une proposition de cadre de PMQSSE (SO-PMQSSE) dans son offre, constituée par la note des moyens minimaux en personnel et matériel ainsi que leur organisation ;
- **Deuxième phase**, au cours de la préparation de chantier :
 - le Titulaire initie le PMQSSE en rédigeant une Note d'Organisation Générale, basée sur les documents de référence suivants :
 - le contrat et le SO-PMQSSE rédigé par le Titulaire dans son offre,
 - le plan de management de projet CSNE (annexé au présent cahier des charges) : il décrit le système de management CSNE et intègre un sommaire type de PMQSSE (à adapter à la nature de l'opération),
 - les stipulations générales du présent CCTP,
 - les prescriptions du chapitre 2 du fascicule 65 du CCTG, complété par les dispositions du contrôle externe,
 - le guide édité en décembre 1991 par le SETRA pour la mise en œuvre des plans d'assurance de la qualité.
 - Le Titulaire établit des procédures d'exécution correspondant aux différentes tâches principales. Ces procédures seront soumises au visa du Maître d'œuvre ;

Le PMQSSE et les procédures d'exécution sont soumis au VISA du MOE dans un délai de sept (7) jours avant le démarrage des travaux. Le PMQSSE doit tenir compte des observations du MOE et il doit être visé sans observation par ce dernier avant tout démarrage des travaux.

- **Troisième phase**, avant toute phase d'exécution et conformément aux délais prescrits par le CCAP du présent marché :
 - préparation des documents de suivi d'exécution,
 - renseignement et tenue à disposition sur le chantier des documents de suivi ;
- **Quatrième phase**, à l'achèvement des prestations :
 - regroupement et remise au MOE de l'ensemble des documents du PMQSSE et des documents de suivi d'exécution (traçabilité des contrôles, fiches de non-conformités)

closes, plan de contrôle réalisé, origine des matériaux et rapports d'essais le cas échéant, ...). Ces documents sont fournis en un exemplaire papier facilement reproductible.

Contenu spécifique du PMQSSE du Titulaire

Le responsable du contrôle externe est indépendant de l'organisation hiérarchique du chantier. Les contrôles externes comprendront les contrôles de laboratoire des matériaux.

En phase préparation, le PMQSSE est constitué d'une note d'organisation générale qui comprend au moins :

- la désignation des prestations,
- les entreprises, fournisseurs, sous-traitants et bureaux d'études,
- la liste et l'organigramme des responsables des entreprises réalisant le chantier,
- la liste et le contenu prévu des études d'exécution, les méthodes d'implantation et de piquetage topographique,
- la liste des matériels prévus,
- la liste des procédures d'exécution et de contrôle à rédiger,
- la liste des fiches techniques des matériaux et produits devant être approvisionnés par le Titulaire,
- la liste des fiches de suivi à établir,
- la liste des points d'arrêt et des points critiques,
- le contenu du dossier de récolement à produire par le Titulaire,
- le contenu prévu des procédures d'exécution et de contrôle,
- l'organisation du contrôle intérieur,
- le circuit d'instruction et l'archivage des documents relatifs à la qualité (PMQSSE, fiches de suivi...),
- l'organisation pour la détection et le traitement des anomalies,
- l'organisation des rapports, des plannings et de l'assurance de la qualité avec les cotraitants, les sous-traitants et les fournisseurs,
- des modèles de fiches de suivi,
- des points d'arrêt et points critiques.

Le Titulaire doit soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre le programme d'exécution des prestations qui définira avec précision :

- les lieux d'extractions, les lieux de dépôts, les mouvements des terres... ;
- le calendrier prévisionnel des prestations ;
- la description des phases de chantier et leurs délais d'exécution ;
- la composition de chaque atelier et leurs rendements pour chaque tâche objet du chemin critique ;
- la description générale des matériels et méthodes à utiliser.

Procédures d'exécution

En phase préparation et avant tout démarrage d'une opération, le Titulaire rédige les procédures d'exécution de ses travaux, conformes aux exigences du marché et soumises au VISA du MOE et listées dans son PMQSSE. Une procédure d'exécution doit notamment contenir :

- la partie des prestations faisant l'objet de la procédure considérée, les moyens en personnel et matériels spécifiques utilisés et les choix du Titulaire en matière de produit et composants (qualité, certification, origine, marque, ...), les points sensibles de l'exécution (un point sensible

est un point d'exécution qui doit particulièrement retenir l'attention en vue d'une bonne réalisation), par référence aux phases d'exécution des prestations, avec s'il y a lieu une description des modes opératoires et les consignes d'exécution ;

- le cas échéant, les interactions avec d'autres procédures et les conditions préalables à remplir pour l'exécution ultérieure de certaines tâches ;
- les modalités du contrôle interne :
 - pour les matériaux, produits et composants utilisés, soumis à une procédure officielle de certification de conformité (les procédures de certification de conformité recouvrent notamment la marque NF), les conditions d'identification sur le chantier,
 - en l'absence de procédure officielle de certification ou lorsque, par dérogation, le produit livré ne bénéficie pas de la certification, les modalités d'exécution de conformité en indiquant les opérations qui incombent aux fournisseurs ou sous-traitants,
 - les conditions d'exécution et interprétation des épreuves de convenance, lorsque celles-ci sont prescrites à l'origine ou s'avèrent nécessaires en cours de prestations,
 - le modèle des documents, dit de suivi d'exécution, à établir au titre du contrôle interne, ainsi que les conditions de leur transmission au MOE ou de tenue à disposition ;
 - des fiches de contrôle et d'agrément pour chaque fourniture mise en œuvre, avec les résultats d'analyses et d'essai correspondant ;
 - des fiches de procédures de travaux, pour chaque type de prestation et/ou chaque tâche (exemples : terrassement en remblais et en déblais, étrépage, traitements des EEE, évacuation des terres surnuméraires...).

L'organigramme et les références des personnels affectés au contrôle interne sont à proposer à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Contrôles sur chantier

Le Titulaire doit fournir en phase préparation un plan de contrôle de ses prestations pour chaque ouvrage ou partie d'ouvrage, soumis au VISA du MOE. Le cas échéant, le Titulaire rédige des procédures d'inspection et s'il y a lieu, des instructions de contrôle, soumises au VISA du MOE.

Les contrôles effectués et leurs résultats doivent être conservés et intégrer le PMQSSE au cours de l'exécution. Quatre niveaux de contrôle qualité sont définis à l'agrément du MOE pour visa avant travaux et doivent être intégrés au plan de contrôle :

- identification des matériaux et fournitures ;
- modes opératoires de mise en œuvre ;
- points critiques, pour contrôle par le Titulaire ;
- points d'arrêt, dont la levée nécessite a minima la validation du Maître d'œuvre avant démarrage ou poursuite des opérations.

Le Titulaire informe le Maître d'Œuvre de la date de réalisation des tâches liées aux points critiques et points d'arrêt avec un délai de préavis suffisant, permettant, s'il le souhaite, au MOE d'y assister.

Contrôle extérieur au producteur

Le contrôle extérieur est assuré par le Maître d'Œuvre.

Il s'assure de la convenance du PMQSSE puis de son respect par le Titulaire. Il ne se substitue en rien au contrôle intérieur, sauf indication contraire du présent CCTP.

Le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de prendre l'initiative de tout contrôle extérieur inopiné destiné à vérifier la conformité aux stipulations du marché.

Les points clés et les points d'arrêt font l'objet de dispositions spécifiques définis avec le Maître d'Œuvre durant la période de préparation.

Ces points d'arrêt sont associés à des délais de préavis, délais au-delà desquels le Titulaire peut poursuivre l'exécution en l'absence de manifestation du Maître d'Œuvre.

Dans le cadre des différentes procédures du plan d'assurance qualité, le Titulaire récapitulera les délais de préavis associés aux points d'arrêt.

Les prix du Titulaire sont réputés tenir compte des sujétions dues à l'exercice du contrôle extérieur par le Maître d'Œuvre.

C.5.7.3. Mise en place d'un système de management environnemental

Plan de Management du Développement Durable (PMDD)

La mise en place, le suivi et le contrôle du respect des mesures particulières destinées à protéger l'environnement aux abords du chantier, feront l'objet d'un Plan de Management du Développement Durable (PMDD), établi par le Titulaire et validé par le MOE.

Ce plan doit tenir compte des spécifications environnementales du présent CCTP.

Le PMDD constitue un engagement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Établi par le Titulaire, il tient compte des exigences suivantes :

- les exigences contractuelles édictées par le MOA,
- les stipulations générales du présent CCTP,
- le contrat et le SO-PMDD rédigé par le Titulaire dans son offre,
- le S3D (annexé au présent cahier des charges) : il décrit le système de management de la Maîtrise d'Ouvrage pour la prise en compte du développement durable. Il intègre un sommaire type de PMDD (à adapter à la nature de l'opération),
- les observations du Maître d'Œuvre.

Le PMDD devra notamment :

- répertorier les enjeux environnementaux des secteurs géographiques concernés ;
- identifier les aspects environnementaux et évaluer les impacts potentiels associés, liés aux prestations ;
- identifier les réglementations environnementales nationales et locales applicables ;
- apporter des solutions pour la prévention, la détection et la gestion des nuisances environnementales : mesures organisationnelles (moyens humains, méthodes et matériels) et techniques préventives et curatives ;
- définir les rôles et responsabilités de chacun des intervenants en matière de préservation de l'environnement ;
- définir les procédures de maîtrise opérationnelles, y compris en situation d'urgence, de contrôle, de traitement des anomalies et de « reporting » relatives à l'environnement que devront respecter l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Le Titulaire doit obligatoirement définir son PMDD 7 (sept) jours avant le démarrage des travaux pour le soumettre à l'approbation du MOE.

Aucune phase de travaux ne peut commencer avant que le PMDD ne soit approuvé par le MOE (Visé sans observation) et que ses directives ne soient appliquées par le Titulaire.

Ce document pourra être révisé au fur et à mesure de l'avancement des prestations afin de refléter la réalité de terrain et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques et aux nouveaux risques découlant de l'évolution du chantier.

Pour son application, le Titulaire détaillera les procédures particulières environnement (PPE) qu'il met en œuvre, par exemple pour l'installation de pistes de chantier, base de vie, aire de stockage de matériaux ou encore pour la réalisation de travaux dans ou près de zones écologiques sensibles. Le

respect de procédures est assuré par le chargé environnement du Titulaire. Un contrôle peut être effectué par le MOA ou le MOE.

Contrôles environnementaux

Le plan de contrôle du Titulaire doit contenir des points de contrôle du respect des prescriptions environnementales.

Plan d'Organisation et d'intervention en cas de pollution accidentelle

Le Plan d'Organisation et d'intervention (POI) est explicité en annexe du PMDD. Il définit les moyens de prévention et d'intervention que le Titulaire met en œuvre en cas de pollution accidentelle.

Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets

Les moyens de suivi et la traçabilité des déchets seront explicités en annexe du PMDD, sous forme d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSD).

Le SOSD visera tous les déchets du chantier définis ci-dessous :

- déchets produits par les installations du chantier. Sont également visés les déchets issus de la mise en œuvre des aménagements neufs du chantier ;
- déchets issus notamment de la gestion des espèces exotiques envahissantes.

En fin de chantier, le Titulaire devra procéder à un nettoyage de la zone de travaux et des installations de chantier. Cela comprend une évacuation complète des matériels, matériaux résiduels et déchets.

Suivi environnemental de chantier

Le suivi environnemental du chantier sera réalisé par :

- le responsable environnement du MOE ;
- le chargé environnement désigné du Titulaire ;
- un écologue chargé du suivi du chantier mis à disposition par le Titulaire.

Ils interviendront, a minima, sur tous les domaines de l'environnement soumis à réglementation :

- pollution atmosphérique ;
- nuisances sonores ;
- eau et milieux aquatiques ;
- gestion des déchets ;
- protection de la faune et de la flore.

Le responsable environnement du MOE valide le PMDD fourni par le Titulaire. Il vérifie que les engagements du Titulaire concernant l'environnement sont bien respectés sur le chantier. Il contrôle que la transmission organisée par le Chargé Environnement du Titulaire a été correctement prise en compte par les compagnons sur le chantier. Il assure le suivi de la mise en application du PMDD sur le chantier et vérifie que l'information et la sensibilisation des différents intervenants du Titulaire a bien été effectuée. Il assure les contrôles de l'exécution tels que définis dans le PMDD et des contrôles inopinés sur des points critiques touchant à la protection de l'environnement.

La partie environnementale du journal de chantier est suivie par le Chargé Environnement du Titulaire qui y consigne les événements environnementaux apparus au cours du chantier et les mesures adoptées suite à ces événements.

Le Responsable Environnement du MOE sera particulièrement vigilant sur le respect de la règle de dissociation du suivi des déchets produits au cours du chantier et du suivi des déchets présents sur le terrain avant les travaux, la gestion de ces derniers étant confiée au titulaire du présent lot.

Le Responsable Environnement du MOE contrôlera que le Titulaire ou son Chargé Environnement assure correctement :

- le suivi des quantités de matériaux réellement traités par filières ;
- le suivi du matériel, des bennes et conteneurs, de leur collecte, de leur accessibilité, de leur signalétique... ;
- le contrôle des bordereaux de suivi et registre de suivi des déchets dangereux ainsi que le traitement des refus.

C.6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

C.6.1. RÉALISATION DES PLANTATIONS ET DES ENSEMENCEMENTS

Le Titulaire devra les prestations de plantations de jeunes plants et d'ensemencement sur les surfaces considérées identifiées au dossier de plans du présent document. Le Titulaire prendra en compte l'amenée et le repli d'engins quelque soient les difficultés d'accès.

Les prestations de plantation sont conformes à l'article 2.3.5 : Modalité de plantations du fascicule 35 du C.C.T.G. et comprennent :

- le nettoyage général des zones à planter et évacuation en filière adaptée ;
- la fourniture de jeunes plants (végétaux et mélanges grainiers) ;
- les opérations de distribution sur le chantier ;
- la mise en jauge des plants ;
- le piquetage des plantations ;
- le travail de préparation de sol pour la réalisation des trous de plantation ;
- la préparation du sujet, enlèvement des emballages et habillage du système racinaire ;
- le trempage du végétal dans le pralin ;
- la mise en place du sujet ;
- le remblaiement du trou de plantations ;
- la mise en place des tuteurs et protections anti-gibier ;
- le paillage ;
- les désherbages jusqu'à réception et constat d'achèvement. Les amendements, engrais et pesticides sont proscrits.

Les prescriptions communes à la plantation de tous les végétaux ligneux devront obligatoirement respecter les critères suivants : pose des sujets de façon à ce que le collet ne soit jamais enterré ou ne menace de l'être par les tassements, et dans le futur par un effondrement des terres environnantes (cuvette).

Nota : Toutes les opérations de taille (système aérien comme racinaire) se feront en respectant scrupuleusement les règles de la prophylaxie.

Pour le transport jusqu'au lieu de plantation, le Titulaire prendra toutes les dispositions afin que le végétal ne subisse aucun dommage (protection contre le dessèchement et les blessures). Tous les végétaux ayant le tronc écorcé ou les branches maîtresses brisées ou abîmées, seront refusés.

Les dimensions des trous de plantations sont adaptées à celles du système racinaire et doivent être supérieures de 1/3 à celles-ci.

C.6.1.1. Provenance des matériaux

L'ensemble des végétaux à fournir par le Titulaire devra être conforme aux spécifications décrites ci-après. **Les contraintes ci-dessous ne s'appliquent qu'aux jeunes plants forestiers.**

Le chantier de plantation se situe à l'est du département de la Somme (Hauts-de-France) dans la région d'origine « bassin parisien nord », unité naturelle bassin parisien nord.

Les documents fournis et l'étiquetage attesteront que les végétaux sont issus de récoltes dans la région d'origine du projet.

Les espèces végétales doivent provenir de pépinières de zone climatique et de nature de sol équivalentes ou compatibles avec celles du site. Les plants ne devront en aucun cas avoir été forcés ou contraints. Ils auront été élevés dans des conditions phytosanitaires répondant à la réglementation en vigueur.

Aucun changement dans la nature de l'essence ou dans la force du végétal ne sera admis au regard des prescriptions détaillées dans le présent document, sauf accord écrit préalable du Maître d'Œuvre et création d'un prix nouveau soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire sera tenu d'établir un contrat de réservation avec ses fournisseurs. Ce contrat contiendra les éléments suivants :

- identification complète de la pépinière ;
- identification des lots (adresse et n° de parcelle) ;
- liste complète des espèces et quantités par producteurs ;
- nombre de végétaux marqués dans chaque espèce ;
- les documents officiels certifiant l'assurance des plantations contre les risques naturels ;
- la provenance, afin de vérifier que les végétaux sont issus de récoltes dans la région d'origine du projet.

Lors de la réception des prestations, le Titulaire remet au MOE la totalité des étiquettes des plants (avec l'origine du plant et le nom scientifique du végétal).

Marque « végétal local »

Afin de répondre aux exigences fonctionnelles, l'origine biogéographique locale des végétaux devra, a minima et dans tous les cas, être garantie.

La récolte et la production des végétaux devront, le plus possible, avoir été récoltés et produits suivant le référentiel technique de la marque « Végétal local » (ou équivalent) afin de garantir l'origine biogéographique locale des végétaux.

Si les végétaux ne sont pas issus de la marque « Végétal local », l'équivalence devra être démontrée sur la base d'un dossier technique reprenant les critères de la marque « Végétal local ».

Pour les plants concernés, le Titulaire s'engage à fournir sur les documents de vente et sur les étiquettes, les informations obligatoires de l'étiquetage « Végétal local » (cf. Article 6 du référentiel technique Végétal local) ainsi que les avis de labellisation de la marque « Végétal local » (ou équivalent) pour l'espèce et la région d'origine correspondant à la zone d'implantation du projet.

Les graines et mélanges seront conformes aux prescriptions de l'article N.2.2.4.2 « Choix et qualité des semences » du fascicule 35 du CCTG.

Les listes d'espèces sont structurées suivant la classification définie dans le fascicule 35 du CCTG, article 6.2. de l'annexe 6.

Pour les espèces dont la certification est obligatoire, ne peuvent être commercialisées que :

- des semences certifiées de cultivars inscrits au catalogue officiel français des espèces fourragères et à gazon ou aux catalogues des autres pays de la Communauté européenne ;
- des semences issues de collecte en milieu naturel (suivie d'une éventuelle multiplication) si les producteurs ont obtenu une dérogation au titre de l'arrêté du 24 janvier 2012 relatif aux mélanges de préservation.

Parmi les espèces à certification obligatoire, seules celles pour lesquelles le collecteur et/ou producteur aurait obtenu une dérogation dans le cadre de l'arrêté du 24 janvier 2012 relatif aux mélanges de préservation peuvent prétendre à la marque Végétal local.

C.6.1.2. Caractéristiques racinaires des végétaux à fournir : racines nues

Le conditionnement des plantations se fera en racines nues.

Les racines pour les plants à racines nues seront sans écorchures bien ramifiées, pourvues d'un chevelu abondant, et conservées autant que possible dans leur intégralité. Le système racinaire doit être bien développé, indemne de maladies et symptômes de carences, le chevelu abondant et les racines bien réparties. Les plants à racines principales tordues ou en crosse seront refusés. Les plants à racines détériorées, gelées, nécrosées seront refusés.

Les végétaux seront fournis en RN40/60 ou RN60/80.

C.6.1.3. Caractéristiques particulières des végétaux à fournir

Le Titulaire chargé des prestations donnera tous les renseignements et facilités au MOE pour les contrôles :

- informations fournies dans les fiches d'identification des pépinières ;
- quantité des végétaux disponibles ;
- conditions de culture ;
- qualité des végétaux pour la partie aérienne et racinaire.

Le MOE reste seul juge pour déterminer l'acceptabilité des plantes.

Le Titulaire devra avertir le MOE au moins une (1) semaine avant la date précise de livraison.

Il sera vérifié :

- le nombre et l'étiquetage des végétaux ;
- la conformité par rapport au CCTP ;
- la qualité du chargement et du déchargement ;
- la qualité des systèmes racinaires et aériens.

Toutes les plantes défectueuses ou endommagées seront systématiquement refusées, celles-ci seront à remplacer par le Titulaire dans un délai de deux (2) semaines et sans supplément de prix. L'ensemble des végétaux à fournir au marché seront issus de pépinières spécialisées en jeunes plants.

C.6.1.4. Réalisation de la jauge pour le stockage des végétaux

La jauge sera établie dans un endroit abrité du vent, du soleil, du gel et des stagnations d'eau. Le Titulaire pourra apporter toutes sujétions de protection particulière complémentaire et il aura la charge de la mise à disposition d'eau pour le maintien en humidité des systèmes racinaires.

La jauge devra recevoir l'agrément du Maître d'Œuvre.

Le Titulaire devra effectuer si nécessaire un travail du sol et amener à sa charge de la terre ou du sable pour la bonne tenue de la jauge.

C.6.1.5. Nivellement et préparation de sols

Avant les ensemencements et les plantations, le Titulaire veillera à préparer les sols à l'accueil des semences et des plants.

Le Titulaire est informé que les terrains sur lesquels les travaux devront être effectués sont particulièrement sensibles au tassement.

Les nivellements et les préparations de sols sont réalisés en conditions de sol sec ou suffisamment ressuyé pour éviter tout compactage. Ainsi au cours du nivellement, le sol doit être tassé sans être compacté. Le Titulaire veillera à niveler le sol par griffage.

Le Titulaire doit notamment :

- la reconnaissance des lieux et des sols ;
- l'implantation planimétrique;

- toute sujétions de protection vis à vis de la végétation existante et des ouvrages mitoyens ou enterrés ;
- le nivellement ;
- le piquetage ;
- le sous-solage ;
- le hersage sur 5 cm de profondeur ;
- l'amenée et le repli d'engins quelles que soient les difficultés d'accès au site.

C.6.1.6. Distribution, piquetage

Un piquetage est réalisé par le Titulaire en présence du MOE afin de matérialiser l'emplacement des végétaux. Ceux-ci sont distribués conformément à la disposition définie dans le marché et conformément au plan défini.

C.6.1.7. Réception des surfaces

La réception des surfaces des zones à planter fait l'objet d'un contrôle. Pour ce contrôle, le Titulaire est tenu d'exécuter tous les contrôles nécessaires.

La terre végétale en place sera conservée sur la totalité des zones à planter.

C.6.1.8. Réalisations des plantations

Travail de préparation de sol pour la réalisation des trous de plantation

La réalisation des trous de plantation ne pourra commencer que lorsque le piquetage aura été reconnu et agréé par le MOE.

Les prestations comprennent l'ouverture manuelle ou mécanique de trous selon les dimensions suivantes pour les jeunes plants : 0,40 x 0,40 x 0,30 m soit 0,050 m³ par sujet.

Pralinage

Un pralin sera utilisé pour les sujets en racines nues, afin de protéger les racines des végétaux au moment de la plantation et améliorer leur reprise.

Le Titulaire pourra, au choix :

- utiliser une préparation commerciale à diluer (Tilco RD1 ou analogue) ;
- fabriquer un mélange par tiers d'eau, de terre végétale et de compost. Cette formule devra être proposée au Maître d'Œuvre et acceptée avant son emploi. Ce pralin devra être suffisamment épais pour adhérer aux racines et former la gangue protectrice escomptée.

Habillage

L'habillage des racines nues consiste à couper les racines endommagées, meurtries, trop longues et une partie de la chevelure racinaire pour favoriser la croissance racinaire.

Remblayage

Le remblayage des trous de plantation sera effectué avec la terre excavée des trous de plantation.

La terre doit être disposée entre les racines, plombée soigneusement par couches successives et par l'eau, afin d'éviter la formation de poches d'air, le tout exécuté avec soin de manière à ne pas blesser les racines. Le collet de la plante doit se trouver légèrement au-dessus du niveau du sol. Ainsi, après tassement naturel du sol, le collet du végétal sera au niveau général du terrain, sans être recouvert.

Toutes les plantes doivent être d'aplomb et placées au centre du trou. La terre sera tassée et non piétinée.

La terre foisonnée sera positionnée en dôme de manière à se tasser naturellement.

Taille à la plantation

Aucun végétal ne sera taillé à la plantation, hormis dans le cas de branches abîmées.

Une taille complémentaire de la partie aérienne pourra être effectuée, si le volume de feuillage n'est pas en proportion du système racinaire et uniquement avec l'accord préalable du MOE, notamment sur la forme à donner.

Nota : toutes les opérations de taille (système aérien comme racinaire) se font en respectant scrupuleusement les règles de la prophylaxie.

Accessoires de plantations : tuteurage et protections anti-gibiers

Le Titulaire met en place une protection biodégradable anti-faune. Au-delà des rongeurs, les plantations doivent également permettre de protéger les jeunes plants du gibier. Les caractéristiques de ces protections sont les suivantes :

- protection dont la tenue dans le temps doit être d'au moins 5 ans ;
- hauteur : 120 cm, diamètre 33 cm.

Maintien de la protection par deux échelas en châtaigner ou acacia de 1,50 m de haut, enfoncé à minima de 30 cm dans le sol.

Un ourlet en partie basse est réalisé sur l'ensemble des protections mis en place afin de rigidifier la protection. En complément, des attaches pour le manchon de protection vient le fixer solidement aux tuteurs.

Paillage

Les rémanents issus des abattages et coupes opérées sur le site, sur des sujets sains et exempts de maladies, sont broyés pour être valorisés en paillage (copeaux de calibre BRF 10/20) pour mise en œuvre au niveau des plantations sur une épaisseur de 10 cm et sur une bande de 1 m de large, conformément aux plans fournis au marché. Il sera nécessaire de préalablement de veiller à ce qu'aucun résidu d'espèce exotique envahissante n'y soit présent.

Pour tout paillage fourni par le Titulaire, une toile de paillage biodégradable est mise en œuvre (prestation optionnelle).

C.6.1.9. Ensemencements

Les semis sont effectués manuellement ou mécaniquement selon les lieux.

Le Titulaire tient compte des prévisions météorologiques pour effectuer les semis. Toutefois, et quelles que soient les circonstances, les semis ne seront pas entrepris en période de gelée, de fortes chaleurs, de sécheresse ou de fortes pluies.

Le Titulaire établit et présente à l'agrément du MOE, le programme d'exécution des prestations d'ensemencement ainsi que l'ensemble des moyens mis en œuvre.

Le Titulaire prend en compte l'amenée et le repli d'engins quelque soient les difficultés d'accès.

Le Titulaire doit:

- l'affinage superficiel du sol à l'aide d'un outil à dents mécaniques (type herse vibrante) ou manuel (type griffe) avec épierrage grossier et évacuation en décharge y compris les droits de décharge ;
- l'enlèvement de tous les déchets d'un diamètre > à 0,05 m et leur évacuation à la décharge publique y compris les droits de décharge et la préparation du lit de semence ;
- le contrôle qualitatif et quantitatif du mélange grainier à mettre en œuvre comprenant les espèces détaillées par poste ci-après :
 - la façon de filets et contre-filets ;
 - les semis de regarnissage s'il y a lieu ;

- la réception des zones semées s'effectue en même temps que l'établissement des constats de reprise des végétaux ;
- la main d'œuvre qualifiée et tout le matériel ou fournitures connexes nécessaires ;
- le maintien en état de propreté des abords des lieux des travaux.

C.6.1.10. Conditions particulières d'exécution des prestations

Durant la période hivernale, les plantations seront arrêtées si le sol est gelé sur plus de 10 cm, par temps de forte neige et lorsque le sol est trop humide (pluie, dégel) ou inondé.

Si le Titulaire intervient en dehors des périodes préconisées, il engage systématiquement sa responsabilité en cas d'échec de reprise des végétaux, sauf s'il répond à une demande expresse du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

C.6.1.11. Modules de plantations

Modules proposés et compositions : se référer au carnet de plans joint au présent CCTP « Dossier de plans spécifique au Lot A ».

C.6.1.12. Traitements phytosanitaires

Les méthodes de lutte biologique et de lutte intégrée peuvent être employées, après accord et validation des produits par le MOE. Le mode de mise en œuvre doit être soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Aucun produit phytosanitaire nocif pour l'environnement ne sera utilisé au cours du chantier. Le Titulaire s'informe des interdictions et restrictions d'usage auprès du ministère de l'Agriculture et du Département de la Somme pour connaître les risques qu'il présente pour la santé et l'environnement. Pour toutes ces fournitures, le Titulaire fournit **TOUTES** les étiquettes des sacs et conteneurs, il ne pourra prétendre au paiement de ces prestations uniquement sur présentation des étiquettes.

C.6.2. PRESTATIONS DE MESURES ÉCOLOGIQUES

C.6.2.1. Abattages

On distingue trois types d'abattages à réaliser sur le site :

- les abattages manuels simples ;
- les abattages manuels avec dessouchage ou rognage ;
- les abattages manuels par démontage.

Les prestations d'abattage d'arbres comprennent :

- le marquage des arbres à abattre en présence du maître d'œuvre et de l'écologue chargé du suivi mis à disposition par l'entreprise ;
- l'abattage, par démontage ou non (découpe tronçon par tronçon avec système de rétention et de cordage), d'arbres et d'arbustes, isolés ou non, au sein de boisements ;
- le câblage éventuel des billes et l'évacuation des rémanents ;
- le rognage ou le dessouchage éventuel des souches ;
- l'ébranchage, le débitage éventuel des billots à la tronçonneuse et l'évacuation de ces billots en un lieu de valorisation approprié proposé à l'agrément du maître d'œuvre.

C.6.2.2. Fauches

Le Titulaire devra à la surface mesurée sur place, conformément aux pièces graphiques transmises au présent marché, l'élimination de la végétation herbacée sur 100% de la surface considérée.

Les prairies seront fauchées annuellement, tardivement entre fin-août et septembre, selon la portance des sols.

Les roselières seront fauchées à hauteur d'un tiers de la surface tous les ans, en septembre-octobre, selon la portance des sols. Chaque tiers des roselières sera donc fauché tous les 3 ans.

Le fauchage consiste à réduire la hauteur de la végétation herbacée par un moyen mécanisé afin de permettre de garder, sur les surfaces enherbées, une hauteur de végétation compatible avec des objectifs écologiques.

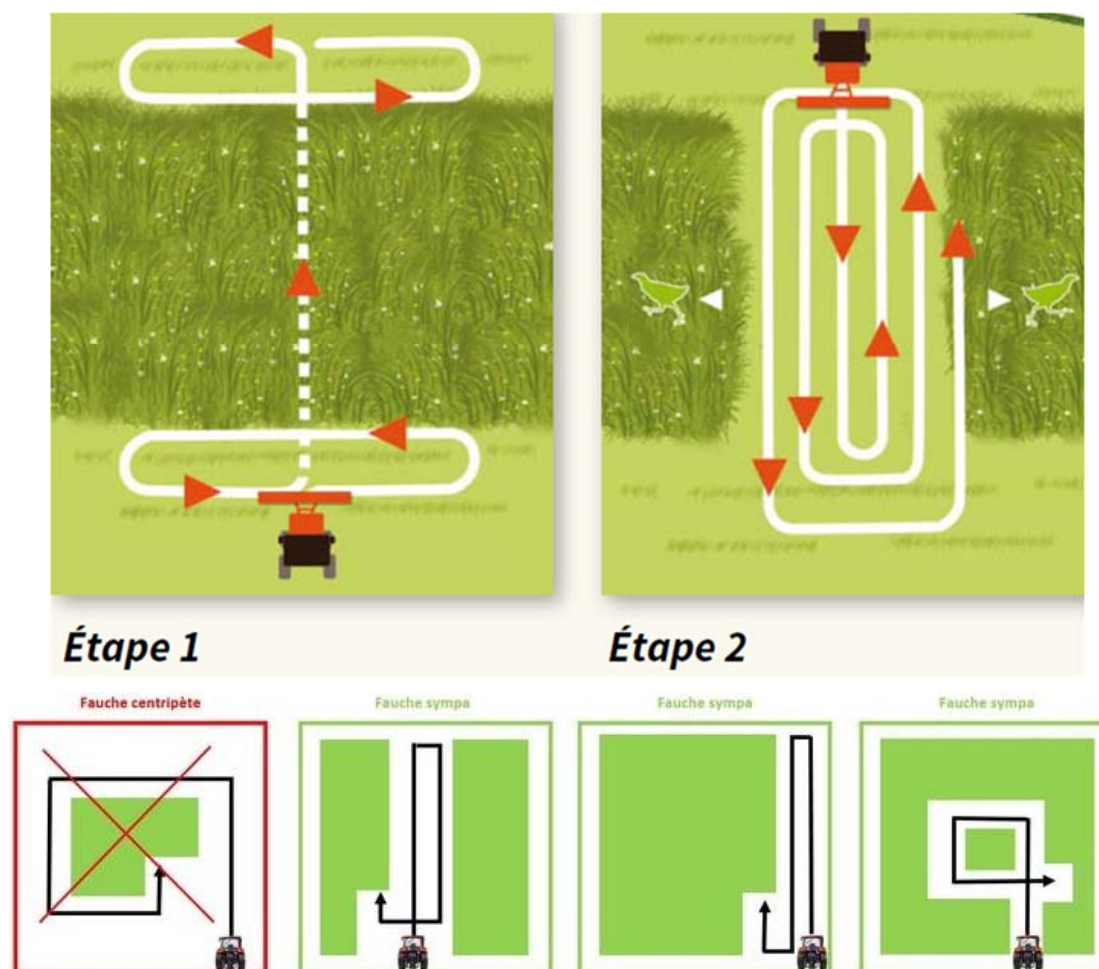
Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- une fauche à l'automne sur 70 % de la surface pour les prairies ou un tiers de la surface pour les roselières : fauche centrifuge à vitesse réduite et à 15 cm de hauteur. L'utilisation de barres de fauche latérale / barres d'envol est obligatoire. La barre de coupe aura une largeur limitée, le conditionneur sera proscrit. Les coupes auront lieu après 10 h du matin pour que les espèces poïkilothermes (à sang froid) puissent fuir efficacement et, dans la mesure du possible, le fanage sera évité. Cette opération consistera à maintenir une vitesse de fauche entre 4 et 8 km/h afin de faciliter la fuite des animaux devant la faucheuse. Une barre d'effarouchement est recommandée (chaines verticales trainant au sol devant le tracteur). De plus, la mise en place d'une fauche centrifuge, c'est-à-dire de l'intérieur vers l'extérieur de la parcelle, va permettre de repousser la faune vers les bordures ;
- les zones de refuge constitueront 30 % de la surface sur les prairies, sous la forme de bandes d'au moins 10 mètres de large, afin de réduire la distance de fuite des espèces sur l'ensemble du site. Les zones refuge seront déterminées au préalable par le MOE et varieront d'une année à l'autre (5 à 10%).

Les caractéristiques des fauches sont les suivantes :

- la hauteur de coupe sera de 15 cm minimum ;
- fauche centrifuge (progression du centre vers l'extérieur afin que la faune puisse s'échapper) ;

Illustration 11. Schéma de principe d'une fauche centrifuge



- ramassage et exportation des produits de fauche dès qu'ils sont secs (après au moins 2 jours selon les conditions).

Dans le cas d'une valorisation en fourrage, les produits de fauche devront être laissés sur place pendant 2 à 3 jours avant d'être exportés, ce qui sera favorable aux insectes et compatible avec une éventuelle valorisation en fourrage.

C.6.2.3. Surveillance, gestion et suivi des Espèces Exotiques Envahissantes

Aucune espèce exotique envahissante n'a été observée sur le site. De nouveaux inventaires seront réalisés par le Titulaire en amont de la réalisation des travaux. En cas de découverte d'EEE sur les emprises des travaux, celles-ci seront piquetées et le Titulaire devra mettre en œuvre des mesures de gestion spécifiques pendant toute la durée des travaux (**prix BPU 108**) ainsi qu'en N+1 et N°2 (**Postes BPU 309 et 310**).

Des dispositions de prévention et de surveillance seront également à mettre en place pendant et suite à la réalisation des travaux.

L'ensemble de ces mesures sont décrites au chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCTP.

C.6.2.4. Prestations de terrassements

Les terrassements réalisés dans le cadre de ces aménagements doivent prendre un certain nombre de précautions, à savoir :

- le respect des principes des profils types précisés dans les plans d'aménagements projet (profondeur du décaissement, largeur en fond, pentes de berges) ;
- la nécessité de restituer des formes naturelles et adoucies ;
- l'évitement des tassements des terres lors des terrassements.

L'implantation et le repérage des terrassements en déblais pour l'étrépage des zones humides ou la réhabilitation de prairies humides sont indiqués sur les plans figurant au sein du présent marché.

Les terrassements se font conformément aux piquetages réalisés par le Titulaire et validés par le MOE.

L'implantation et le repérage des terrassements en déblais sont indiqués au dossier de plans fournis au présent CCTP.

Les terrassements en déblais concernent l'arasement du bourrelet nitrophile et l'étrépage de la roselière sur l'entité « Marais du vivier ».

C.6.2.5. Fouilles

Définition des fouilles

Les terrassements comprennent tous les mouvements de terre en déblais et en remblais nécessaires à la réalisation des prestations de mise en œuvre des mesures compensatoires, en tenant compte des calages altimétriques projetés.

Le Titulaire tient compte du transport des matériaux excédentaires dans les conditions prévues.

Lors de la préparation de chantier le Titulaire soumet pour validation du MOE la liste exhaustive des matériels et engins selon les éléments indiqués au C.3.13 qui sont utilisés lors des travaux.

C.6.2.6. Exécution des déblais

Terrassements en déblais

Les terrassements consistent au retrait des matériaux par des engins mécaniques (étrépage, création de pentes douces et arasement de bourrelet).

L'identification des terres à décaisser fait l'objet d'un constat contradictoire avec le Maître d'Œuvre.

Cette opération doit être réalisée avec une certaine minutie afin que soit dégagé le bon horizon du sol. Elle peut être réalisée en plein ou en placettes de quelques dizaines de mètres.

Déblais mis en remblais

Pour les déblais mis en remblais (comblement de fossés), le Titulaire est tenu de soumettre à l'accord du Maître d'Œuvre le plan préalable de mouvements des terres en tenant compte du planning, des délais et des circulations imposées.

Le Maître d'Œuvre dispose d'un délai de dix (10) jours pour faire connaître ses observations.

Déblais évacués

Les conditions d'évacuation des matériaux excédentaires ou impropres à la mise en remblai sont détaillées à l'article C.3.6 du présent CCTP.

La méthodologie décrivant l'ensemble des prestations inhérentes au traitement des terres et leur évacuation font l'objet d'une validation de la Maîtrise d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre avant tout démarrage de travaux.

D. PLANNING D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – SUIVI ET COORDINATION

D.1. ORGANISATION ET PRÉPARATION DES TRAVAUX

Il est fixé une période préparatoire d'organisation des travaux durant laquelle le PMQSSE doit être approuvé.

Le Titulaire doit présenter, sept (7) jours avant la date de démarrage des travaux, ses propositions pour l'agrément des matériaux et le **programme détaillé de l'exécution des prestations**, prenant en compte les éventualités et obligations ci-après ainsi que toutes les sujétions énoncées au CCAP. Dès validation de ce planning d'exécution, ce dernier deviendra contractuel.

D.2. JOURNAL DE CHANTIER

Conformément à la NDD, le Titulaire ouvre, dès le démarrage des travaux, un journal de chantier sur lequel sont consignés chaque jour, tous les renseignements sur la marche du chantier et en particulier :

- les quantités approximatives effectuées ;
- la nature et le nombre des engins en fonctionnement ou en panne ;
- la composition des équipes ;
- la durée et la cause des arrêts de chantier ;
- les incidents de chantier constatés ;
- toutes les prescriptions imposées par le MOE ;
- les dispositions prises et les mesures effectuées par le Titulaire pour régler son matériel et contrôler les réglages.

Ce document est signé chaque fin de semaine par le Titulaire et par le Maître d'Œuvre, leur signature étant, s'il y a lieu, accompagnée d'observations. Il pourra être établi en plusieurs exemplaires, l'original sera remis dûment paraphé au Maître d'Œuvre.

Le Titulaire est chargé de déposer l'ensemble des documents liés au chantier sur la GED travaux du projet. La fréquence de transmission sera mensuelle.

D.3. PLANNING D'INTERVENTION

Le planning prévisionnel des prestations et des entretiens écologiques prévues au présent marché est joint au présent CCTP.

Le Titulaire élabore en période de préparation, puis met à jour dès que modifié et a minima mensuellement, le planning détaillé de ses interventions (travaux et entretiens) pour approbation par le MOE.

Il détaille par mois et pour toute la saison de végétation, tous les travaux à effectuer pour chaque type de plantation. Le Titulaire avertit par courriel le Maître d'Œuvre quarante-huit (48) heures avant chaque début d'opération.

Chaque intervention sera obligatoirement notée dans le journal de chantier et pourra être consulté à tout moment par le MOE. Il y sera précisé :

- la date (les horaires, la durée) ;
- le nom de l'entreprise intervenante et du signataire ;
- la nature des prestations effectuées (mode opératoire, engins utilisés) ;
- les remarques ou observations diverses.

La trame de ce journal de chantier sera présentée dans la réponse au marché. Des bons de passage pourront également être remis en sus au Maître d’Ouvrage.

E. CONTROLE DE QUALITE D'EXECUTION

Pendant toute la durée de l'opération, le MOE veille à la conformité des prestations, telles qu'elles sont définies dans le marché.

D'une manière générale, le non-respect des normes ou des règles en vigueur ainsi que des prescriptions édictées dans le marché entraînera systématiquement le remplacement à la charge du Titulaire des matériaux, ouvrages ou parties d'ouvrages concernés.

Les prestations font l'objet d'opérations de contrôle des fournitures et de leur mise en œuvre par le Maître d'Œuvre.

Leur objet est de vérifier :

- le qualitatif relatif au maintien ou à l'amélioration du niveau de pratique ;
- l'application et le suivi du PMQSSE ;
- l'organisation générale du chantier, le respect des consignes relatives à la sécurité du personnel, des usagers et des riverains, à l'environnement et à la signalisation du chantier ;
- la remise en état des zones libérées (nettoyage des équipements et des voiries liées aux travaux), les difficultés rencontrées ;
- le quantitatif portant sur la progression du chantier, le respect du planning et des quantités.

Le Titulaire ne peut s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que le Maître d'Œuvre estime nécessaire de faire ou de faire faire pour s'assurer que les fournitures et les prestations sont conformes aux dispositions du contrat, ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée au Titulaire.

E.1. POINTS DE CONTROLES ET POINTS D'ARRETS

Le Titulaire doit prévoir dans le PMQSSE et/ou l'organisation de son chantier les points de contrôle et points d'arrêt mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Ces points sont donnés à titre indicatif, le Titulaire inclut tous les autres points qu'il jugera nécessaire pour l'Assurance Qualité du chantier.

PHASE DU CHANTIER	MODE DE CONTROLE	TYPE DE POINTS
1 -Validation du PMQSSE	Lecture Titulaire et MOE. Recherche d'un accord sur modifications éventuelles	ARRÊT
2 -Préparation du chantier		
Plans d'exécution	Localisation et quantifications des prestations à réaliser	ARRÊT
Fourniture des fiches d'agrément des matériaux		ARRÊT
Agrément des fournitures :		
Pralin	Description du processus de fabrication	CONTRÔLE
Tuteurs, attaches	Caractéristiques des produits / Échantillon	CONTRÔLE
Protection anti-gibier/rongeurs	Caractéristiques des produits / Échantillon	CONTRÔLE

PHASE DU CHANTIER	MODE DE CONTROLE	TYPE DE POINTS
Habitats pour la faune	Caractéristiques des produits / Échantillon	CONTRÔLE
3 -Mode d'exécution des prestations		
Travaux préliminaires :		
Implantation / installation	Visuel contradictoire	ARRÊT
Nettoyage des sols	Visuel	CONTRÔLE
Débroussaillage	Visuel contradictoire	CONTRÔLE
Ouverture des trous de plantation et encaissement des plantations	Vérification des dimensions	CONTRÔLE
Travaux de terrassements		
Emprises et côtes de terrassement	Visuel	CONTRÔLE
Prestations de plantation :		
Réception des végétaux sur le site	Végétaux marqués chez les pépiniéristes	ARRÊT
Ouverture du trou de plantation	Vérification des dimensions	CONTRÔLE
Préparation de végétaux avant plantation	Visualisation	CONTRÔLE
Mise en place des végétaux	Visualisation emplacement du collet	CONTRÔLE
Comblement du trou de plantation	Visualisation	CONTRÔLE
Mise en place protections contre la faune	Visualisation	CONTRÔLE
Tuteurage	Visualisation	CONTRÔLE
Prestations d'ensemencement :		
Exécution de l'ensemencement	Visualisation	CONTRÔLE
Prestations génie végétal :		
Implantation	Visualisation	CONTRÔLE
Prestations d'entretien :		CONTRÔLE
Taille des végétaux	Visualisation contradictoire	ARRÊT
Maintenance	Visualisation	CONTRÔLE
Fauchage – tontes	Visualisation	CONTRÔLE

E.2. CONTROLE PREALABLES ET RECEPTION DES FOURNITURES

Les fournitures horticoles font l'objet d'un contrôle et choix des végétaux sur pied : par repérage, marquage, acceptation ou refus en pépinière des végétaux avant arrachage, lors du passage du Maître d'Œuvre dans sa pépinière, le pépiniériste devra être en mesure de produire son journal de culture indiquant le nombre de transplantation dont auront fait l'objet les végétaux en mottes.

Les livraisons sur le chantier sont réceptionnées par le Maître d'Œuvre et le Titulaire, après contrôle de l'état sanitaire des plants, de leurs systèmes racinaires, de l'homogénéité des lots, de leur étiquetage et de la correspondance des forces demandées au marché fourniture.

Le contrôleur peut procéder à tout moment à des sondages dans les emprises chantier pour effectuer des comparaisons avec les échantillons témoins.

E.3. CONTROLE DE QUALITE DES PLANTATIONS

E.3.1. CONTROLE DU PIQUETAGE

Le Titulaire est tenu d'effectuer un piquetage préalable des plantations et à le faire approuver avant exécution par le Maître d'Œuvre.

E.3.2. CONTROLE DES PLANTATIONS

Outre le contrôle qualitatif et spécifique, il est procédé à la plantation aux vérifications suivantes :

- intégrité du végétal après plantation ;
- vivacité des bourgeons ;
- niveau du collet par rapport au sol fini.

E.3.3. CONTROLE DES ENSEMENCEMENTS

Il est exigé une garantie de présence de toutes les espèces semées. Les ensemencements devront respecter les exigences de la garantie de reprise.

F. ENTRETIENS, RECEPTION ET GARANTIES

F.1. MODALITÉS DE RÉCEPTION DES TRAVAUX HORS PLANTATIONS

À l'achèvement des travaux, le Titulaire demande par lettre recommandée adressée au Maître d'Œuvre, le lancement des OPR. Le Maître d'Ouvrage sera invité à assister aux opérations préalables. Les OPR sont établies contradictoirement entre les parties concernées. Elles seront formalisées par un procès-verbal qui spécifie les points suivants :

- le secteur géographique faisant l'objet du constat ;
- la date considérée comme fin de travaux ;
- les réserves éventuelles sur les travaux effectués ;
- la date limite de levée des réserves.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception partielle est prononcée ou non.

Pour les travaux hors plantations, le titulaire, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, sera entièrement responsable des travaux jusqu'à la réception partielle et devra prendre toutes les précautions pour en assurer le maintien.

F.2. MODALITÉS DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS DE PLANTATIONS

Pour les prestations de plantations, la fin des prestations fera l'objet d'un constat d'exécution des prestations végétales qui sera prononcé après le contrôle de leur bonne réalisation et qui attestera le service fait. Il sera exigé la présence de toutes les espèces plantées y compris l'ensemble des protections.

La première année des prestations d'entretien des plantations

- débutera en mars 2026, à la date de la réception partielle des prestations (constat de recouvrement n°1),
 - réalisation du constat de reprise n°1 en avril 2026
 - réalisation du constat de remplacement n°1 en octobre 2026
- et se terminera en mars 2027.

Cette réception partielle marque le déclenchement des périodes de finalisation et de la garantie.

La deuxième année d'entretien des plantations

- débutera en mars 2027 (constat de recouvrement n°2)
 - réalisation du constat de reprise n°2 en avril 2027
 - réalisation du constat de remplacement n°2 en octobre 2027
 - réalisation d'un constat intermédiaire en février 2028
- et se terminera en mars 2028 (réception définitive).

La réception définitive des prestations aura lieu en mars 2028, à l'issue des prestations de remplacement de la 2^{de} année et des levées des éventuelles réserves.

Préalablement à la réception définitive des plantations, un constat intermédiaire sera réalisé en février 2028, afin de vérifier avec le Titulaire et le MOE, le taux de reprise des végétaux.

Les constats de recouvrement sont réalisés chaque année, durant le délai de garantie, au mois de mars, en présence du MOE. Ils ont pour objectif de déterminer le taux de recouvrement des ensemencements.

Les constats de reprises sont réalisés chaque année durant le délai de garantie au mois d'avril en présence du MOE. Les constats de recouvrement ont pour objectif de déterminer le taux de reprise des végétaux.

À l'issue de chaque constat de recouvrement (réalisés en mars 2026 et mars 2027), constat de reprise (réalisés en avril 2026 et avril 2027) et constat de remplacement (réalisés en octobre 2026 et octobre 2027), il sera procédé au remplacement des végétaux dans les conditions spécifiées entre novembre et décembre pour les plantations et en octobre pour le regarnissage (ensemencements).

Les constats de remplacement sont réalisés chaque année en octobre durant le délai de garantie, après les prestations de remplacement. Les constats de remplacement ont pour objectif de définir les éventuels végétaux à remplacer avec le MOE.

Pour les prestations de plantations, la responsabilité du Titulaire est engagée jusqu'à la levée de la garantie de reprise.

Au début de saison végétative, le Titulaire devra réaliser et faire approuver par le MOE un planning des opérations d'entretien des plantations. Ce document détaillera par mois et pour toute la saison de végétation toutes les prestations à effectuer pour chaque type de plantation. Le Titulaire avertira le MOE quarante-huit (48) heures avant chaque début d'opération.

F.3. DESCRIPTION DES DIFFÉRENTS TYPES DE PRESTATIONS DE FINALISATION

Les prestations décrites ci-après sont à réaliser durant les périodes de finalisation.

F.3.1. TAILLE DES PLANTS

Après validation préalable du MOE concernant les objectifs et les principes à appliquer, il est réalisé, si nécessaire, des tailles de formation minimale pour préformer les végétaux. Les prestations de taille consisteront essentiellement en la suppression des branches disgracieuses, déséquilibrées ou mal faciées. Les branches basses (moins d'1,20 m) devront notamment être maintenues pour faire écran au gros gibier.

En fin de saison, un nettoyage général comprenant la suppression et l'évacuation de toutes les parties sèches sera également réalisé si nécessaire.

F.3.2. DÉSHÉRBAGE MANUEL AU COLLET DES VÉGÉTAUX PLANTÉS

Les désherbages correspondent aux prestations de dégagement des plants contre la végétation concurrente. Deux désherbages/détourages manuels seront effectués chaque année, en principe en juin et en octobre.

Ils s'effectueront autour du collet sur un diamètre de 0,50 cm pour chaque végétal planté. Toutes les parties qui auraient pu être souillées, seront soigneusement nettoyées et les déchets seront enlevés et évacués par une filière agréée.

F.3.3. SURFACES PLANTÉES

L'ensemble des surfaces plantées est maintenu en parfait état de propreté. Toutes les zones qui auraient pu être souillées seront soigneusement nettoyées et les déchets seront enlevés et évacués en filière agréée.

F.3.4. ENTRETIEN DES MANCHONS DE PROTECTION, TUTEURS ET ATTACHES

L'entretien des manchons de protection, tuteurs et attaches, a lieu une fois par an en septembre / octobre.

Cela comprend :

- la remise en place des manchons ;
- la fourniture et la mise en place de manchons supplémentaires si nécessaire.

- redressement des tuteurs ;
- contrôle de serrage des colliers ;
- remplacement des colliers défectueux des tuteurs manquants ou cassés.

F.3.5. ENTRETIEN DES ZONES ENSEMENCEES

Le Titulaire est tenu d'effectuer des reprises afin de maintenir une couverture totale de la zone. Il tient compte des spécifications édictées aux F.4 et F.5 du présent CCTP.

Le Titulaire réalise d'abord un griffage des surfaces sur les zones à regarnir.

Pour les petites surfaces à regarnir, le regarnissage est effectué par semis en utilisant un mélange de semences identiques à celui de l'ensemencement réalisé à raison de 5 g/m² en octobre. Dans le cas où les surfaces sont plus importantes, le Titulaire est tenu de réaliser une préparation de sol avant de semer pour favoriser la reprise du regarnis.

F.4. RÉALISATION DES PRESTATIONS DE FINALISATION

Les prestations de finalisation représentent l'ensemble des opérations d'entretien nécessaires à la bonne venue de la végétation mise en place par le Titulaire et destinées à favoriser et assurer la bonne reprise des végétaux (tailles nécessaires, entretien des manchons de protection, tuteurs et attaches et désherbage manuel au collet).

Les prestations de finalisation s'étalent sur une période de deux (2) ans à partir de la réalisation de la réception partielle des prestations (prévu en mars 2026 dans le planning prévisionnel présenté en annexe du présent document).

Le Titulaire doit réaliser et faire approuver par le MOE un planning des opérations d'entretien des plantations. Ce document détaillera par mois et pour toute la saison de végétation, toutes les prestations à effectuer pour chaque type de plantation.

Pour chaque intervention, le Titulaire prévient le MOE au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, par mail de ses dates et natures d'interventions.

Un **premier constat de recouvrement** est réalisé au mois de mars de l'année suivant les prestations de plantation et d'ensemencement dans le cadre de la 1ère année des prestations de finalisation. Un **second constat** de recouvrement est réalisé au mois de mars de l'année suivante dans le cadre de la 2ème année des prestations de finalisation. Ces constats sont réalisés entre le MOE et le Titulaire pour apprécier le bon taux de recouvrement des semis.

Un **premier constat de reprise** est réalisé au mois d'avril de l'année suivant les prestations de plantation et d'ensemencement dans le cadre de la 1ère année des prestations de finalisation. Ce constat est réalisé entre le MOE et le Titulaire pour apprécier le bon développement des plantations et le taux de reprise (ou constater les végétaux morts à remplacer). Un **second constat de reprise** est réalisé au mois de juin de l'année suivante dans le cadre de la 2ème année des prestations de finalisation. Ces constats sont réalisés entre le MOE et le Titulaire pour apprécier le bon développement des plantations et le taux de reprise (ou constater les végétaux morts à remplacer).

Un **premier constat de remplacement** est réalisé au mois d'octobre de l'année suivant les prestations de plantation et d'ensemencement dans le cadre de la 1ère année des prestations de finalisation. Un **second constat de remplacement** est réalisé au mois d'octobre de l'année suivante dans le cadre de la 2ème année des prestations de finalisation. Ces constats sont réalisés entre le MOE et le Titulaire pour définir les végétaux à remplacer et le regarnissage à mettre en place.

Ces constats sont suivis des prestations de remplacements respectivement prévus dans le cadre de la première année puis de la seconde année de garantie de reprise (en octobre pour les ensemencements et entre mi-novembre et janvier pour les plantations).

A la fin de la seconde année de garantie de reprise, pour les ensemencements comme pour les végétaux, il est exigé une garantie de présence de toutes les espèces semées et plantées et :

- pour les ensemencements, un taux minimal de recouvrement de 90 % de la surface et pelades inférieures à 5 m² ;
- pour les plantations, un taux de reprise de 80%.

Durant cette période, le Titulaire a l'obligation de mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour remédier au dépérissement des végétaux plantés et assurer leur bonne reprise et leur bon développement.

F.5. CONSTATS DE REPRISE, DE RECOUVREMENT ET DE REMPLACEMENT DES VÉGÉTAUX

Les constats de reprise et de remplacement sont effectués en considérant comme végétaux à remplacer :

- les végétaux morts, endommagés, fortement altérés ou en mauvais état sanitaire ;
- les conifères dont la flèche est cassée ou morte (bourgeon terminal sec) ;
- les arbres, baliveaux et arbustes dont plus du 1/3 des rameaux sont morts (jeune bois sec, totalité des bourgeons secs et/ou absence de feuille ne sont pas des critères suffisants).

Les constats donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux qui précisent :

- la liste des zones à regarnir (constats de recouvrement) ;
- la liste des végétaux à remplacer avec le nombre de plants et les essences concernées.

La date exacte des constats, dans la période précédemment définie, est fixée par le Maître d'Œuvre.

F.6. GARANTIES DE REPRISE CONTRACTUELLE

La garantie de reprise est égale à la durée des prestations de finalisation (première et deuxième année).

Le Titulaire du marché est tenu de garantir le bon développement des végétaux. Il engage sa responsabilité sur le résultat des plantations réalisées, pour leur vivacité et esthétique. Toutes précautions seront prises afin d'assurer ce résultat.

La garantie couvre l'ensemble des végétaux plantés sur le site par le Titulaire dans le cadre du marché.

Les végétaux plantés seront remplacés dans la force moyenne des arbres du site au moment du constat de reprise.

La garantie comporte également les entretiens de piquet de protection et redressement des plants ainsi que les dégâts engendrés par le gibier et le remplacement des protections contre la faune.

F.7. REMPLACEMENTS DES VÉGÉTAUX DURANT LES PÉRIODES DE FINALISATION DES PLANTATIONS ET DES ENSEMENCEMENTS

Le Titulaire doit remplacer à ses frais tous les végétaux morts, endommagés, manquants, ou non conformes à la variété demandée.

Les pourcentages d'exigences de reprise attendus sont détaillés à l'article F.4 du présent document.

Toutes ces opérations sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des prescriptions du présent document.

À l'expiration du délai de garantie, le Titulaire ne sera pas tenu à une garantie de reprise des végétaux de remplacement.

Sous réserve des exigences climatiques, le remplacement des végétaux s'effectue durant les mois de novembre et décembre suivant chacun des constats de reprise.

Les prix du marché sont réputés être établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions liées à la reprise des végétaux décrite ci-dessus. Pendant la période d'entretiens, ces prestations de reprise interviennent au titre de la garantie.

F.8. LEVÉE DE RÉSERVES

Un constat de levée de réserves contradictoire est établi par le MOE, levant l'ensemble des réserves et marquant la réception définitive de l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché (prestations de plantations et d'ensemencement et autres prestations hors plantations et ensemencements).

G. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Poste BPU 106

Le Titulaire remet au Maître d'Œuvre dans les conditions précisées à l'article 62 du CCTG Travaux un dossier de plans de récolement. Ce dossier sera transmis dans un délai de deux (2) mois après l'exécution des prestations en deux (2) exemplaires au format réduit A3 réalisés par photo réduction.

Ces documents comporteront tous les éléments planimétriques et altimétriques nécessaires pour assurer une description complète de l'ouvrage exécuté.

L'établissement du DOE est à la charge du Titulaire. Il comprend :

- les plans de récolement positionnant dans l'espace l'ouvrage réalisé ;
- toutes les pièces annexes explicatives de prestations réellement exécutées (fiches produits pour les fournitures utilisées et notes de calcul, etc.).

G.1. PLANS DE RÉCOLEMENT

Ce sont des plans établis dans le système de coordonnées en X, Y (LAMBERT) et Z (N.G.F.) dont la précision de lever est ± 5 cm en X, Y et 1 cm en Z.

Il est demandé au Titulaire pour chaque plan de récolement de fournir :

- un tirage du plan avec les numéros des points de levé ;
- un fichier ascii des points levés (n° x, y, z) sur clé usb ou sur cd ;
- une clé usb (ou un cd) avec un fichier dxf ou dwg du tracé des réseaux relevés.

Il est précisé que les fichiers et les supports informatiques devront être vierges de tout virus décelable.

G.2. PIÈCES ANNEXES EXPLICATIVES

Ce sont des documents de toutes natures (schéma - plan - commentaires, etc.) permettant de ne laisser aucune zone d'ombre sur l'identification des prestations exécutées.

La constitution du dossier d'exécution sera la suivante :

- correspondances diverses (journaux de chantier, recueil de photos spécifiques) ;
- calendrier réel d'exécution ;
- rapport des incidents de chantier ;
- fiches de non-conformité ;
- photographies de chantier.

G.3. EN COURS D'EXÉCUTION

Le Titulaire réalise un reportage photographique composé d'une série de photographies numériques (format jpeg, rar et/ou pdf) en couleur décrivant les procédés de réalisation et/ou d'avancement de chantier à chaque étape marquante (balisage des espèces patrimoniales, terrassements, etc.).

Cette série de photos est programmée :

- par le Titulaire à chaque étape importante du chantier en accord avec le Maître d'Œuvre ;
- à chaque fois que le Maître d'Œuvre en fait la demande.

La série de photos est remise au Maître d'Œuvre sous la forme d'une clé usb. Les photos devront être datées et localisées.